

BIBLIOTHÈQUE D'ÉTUDES HONGROISES

I

FERENC ECKHART

INTRODUCTION

A

L'HISTOIRE HONGROISE

AVEC UN AVANT-PROPOS

DE M. LOUIS HALPHEN

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX



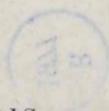
PARIS

LIBRAIRIE ANCIENNE HONORÉ CHAMPION

5, QUAI MALAQUAIS (VI^e)

1928

Tous droits réservés



BIBLIOTHÈQUE D'ÉTUDES HONGROISES

INTRODUCTION A L'HISTOIRE HONGROISE



Tous droits de reproduction et de traduction réservés
pour tous pays.



AVANT-PROPOS

La collection qu'inaugure ce livre répond à un besoin si manifeste et le but que se proposent d'atteindre ceux qui ont promis d'y collaborer apparaît de lui-même si clairement qu'une préface peut sembler superflue. Mais les savants hongrois à qui remonte l'heureuse initiative de l'entreprise ont voulu qu'un Français leur servît d'introducteur auprès du public de notre pays et ils ont exprimé le désir que les premiers mots de ce volume fussent écrits non par un spécialiste, mais par un simple curieux d'histoire générale.

Sans doute ont-ils entendu marquer ainsi dès l'abord leur dessein de rompre enfin le cercle étroit où trop longtemps se sont enfermés, dans la plupart des pays du monde, les savants adonnés aux études historiques. Si puissant que soit le sentiment qui nous porte, tous tant que nous sommes, à nous complaire dans le spectacle du passé de notre patrie, petite ou grande, nous commençons à nous rendre compte que ce passé est inséparable de celui des autres contrées, même les plus lointaines, et que, comme les individus, les peuples, quels qu'ils soient, sont tour à tour actifs et réceptifs, parce que, si hautes et si fortes que soient les murailles dans lesquelles ils prétendent s'enfermer, il ne leur est jamais possible de s'isoler tout à fait.

Trop souvent, par malheur, notre désir de savoir se heurte à un obstacle presque insurmontable : chaque peuple a une tendance naturelle à recourir à sa langue nationale pour écrire son histoire, et nous en serions réduits, dans beaucoup de cas, à ignorer en grande partie celle de nos voisins eux-mêmes si, de temps à autre, on ne songeait à nous la rendre plus accessible en nous la présentant dans une langue qui nous soit fami-

lière. Nous avons, en France, beaucoup à faire encore à cet égard. Une collection d'histoires étrangères au courant des dernières recherches érudites, assez substantielles pour pouvoir guider les hommes du métier, assez dégagées néanmoins du menu détail pour pouvoir fournir aux autres lecteurs une claire vision du passé serait chez nous une nécessité primordiale. Qu'on songe, par exemple, à cette gageure : nous ne disposons pas d'une seule bonne histoire d'Allemagne à mettre entre les mains de nos étudiants et de cette fraction du public qui ne lit pas l'allemand. Et pourtant, s'il est vrai que le passé explique le présent et soit la clé de l'avenir, quelle lacune stupéfiante dans notre littérature historique !

Mais cette collection dont nous rêvons existerait-elle, qu'elle ne suffirait pas à contenter notre légitime curiosité : pas plus que les histoires générales, qui tâchent de dominer l'ensemble des faits mondiaux et d'en donner comme un aperçu panoramique, ne sauraient suppléer aux histoires nationales, dont l'objet est d'étudier dans leur particularité les faits propres à chaque peuple, les histoires nationales elles-mêmes, si bien conçues soient-elles, ne dispensent de travaux plus spéciaux sur des points caractéristiques de l'histoire, de l'ethnographie, de la géographie politique, du droit, des mœurs, de la civilisation, etc., de chacun des pays auxquels elles sont consacrées. C'est à cette nécessité que répond la création de « Bibliothèques » comme celle de l'« Institut d'études slaves », où ont déjà paru plusieurs ouvrages de haute valeur, et celle de la nouvelle Bibliothèque d'études hongroises, dont voici le premier volume.

• •

Ce premier volume est, comme l'annonce le titre, une manière d'Introduction, en ce sens, si nous comprenons bien la pensée de l'auteur, que son objet propre est, non pas de fournir un exposé complet et détaillé, mais d'orienter le lecteur à travers le dédale de l'histoire hongroise, de lui signaler au passage les problèmes capitaux qui se posent et les solutions qui en ont été données, enfin de l'aider à choisir parmi les travaux parus ceux qui semblent le mieux faits pour le conduire au

but. Mais, qu'on ne s'y trompe pas, sous des dehors modestes, cette Introduction est en réalité une vraie Histoire, de dimensions réduites sans doute, mais précise, nourrie de faits et d'une lecture extrêmement suggestive. Si l'on songe qu'il n'avait rien paru dans notre langue sur l'histoire générale de la Hongrie depuis le livre déjà ancien d'Edouard Sayous, il est facile d'entrevoir quels services va rendre à tous les Français soucieux de culture historique ce livre qu'un des meilleurs érudits hongrois a pris la peine d'écrire à leur intention.

Commencant au temps de l'arrivée des Magyars en Europe, pour ne s'arrêter qu'au lendemain du traité de Trianon, il touche, bien entendu, à des problèmes trop nombreux et trop délicats pour que l'auteur ait eu la prétention de nous apporter toujours des conclusions irréfutables. Nous sommes, par exemple, beaucoup moins certain que lui — et nous l'avons laissé entendre ailleurs — que le problème des origines hongroises puisse être résolu sans tenir compte, dans une large mesure, des grands mouvements ethniques dont l'Asie centrale et occidentale fut le théâtre du VII^e au IX^e siècle ; nous serions enclin aussi à présenter autrement qu'il ne fait l'histoire de l'établissement sur le sol de la Hongrie des peuples « allogènes », en particulier des Serbes et des Roumains ; nous craignons que l'excès même des thèses soutenues à ce sujet par quelques historiens étrangers à la Hongrie ne l'ait incité, de-ci de-là, par réaction, à forcer à son tour quelque peu l'exposé de certains événements auxquels ces peuples ont été mêlés aux temps modernes ; et nous ne doutons pas que, pour la période contemporaine, plusieurs de ses pages ne soient assez vivement discutées. Mais il faudrait n'avoir jamais pratiqué les ouvrages historiques pour s'étonner que sur les questions brûlantes de la politique, comme le sont toutes celles qui, de près ou de loin, touchent au complexe et redoutable problème des nationalités dans l'Europe orientale, l'accord puisse se faire d'emblée entre hommes d'égale bonne foi, mais portés par leur naissance, leur éducation et leur patriotisme à voir les mêmes faits sous des angles différents.

Et comment s'étonner si, parvenu à l'étape finale — celle des derniers traités de paix, qui bien des fois ont dû trancher dans le vif — l'historien qui, pour méthodique et scrupuleux qu'il

soit, n'en est pas moins un homme, éprouve quelque peine à taire les sentiments dont déborde son cœur meurtri, au spectacle de sa patrie diminuée et de ses frères de race séparés par les frontières nouvelles de ceux dont, pendant des siècles, dans la bonne comme dans la mauvaise fortune, ils avaient constamment partagé le sort.

Ainsi l'histoire, insensiblement, conduit M. Eckhart vers les graves problèmes du présent, de la solution desquels tout l'avenir de l'Europe centrale et orientale va dépendre. Et c'est par là que ce livre de science et toute la collection dont il marque le début offrent un intérêt de premier ordre à d'autres qu'aux historiens professionnels et aux simples lettrés. Les jugements politiques sont toujours sujets à révision : aussi ni M. Eckhart ni ses collaborateurs n'ont-ils, je suppose, l'espoir d'emporter de ce point de vue l'adhésion de tous ceux qui les liront ; mais ce qu'ils peuvent désirer, et ce que l'auteur de ce volume vient de commencer à faire, c'est de dissocier et analyser d'une façon objective les éléments des diverses questions, souvent angoissantes, qui se posent aujourd'hui devant l'opinion des hommes éclairés. Et par là, s'ils continuent d'apporter à cette œuvre de longue haleine la probité et le sang-froid des véritables historiens qu'ils sont, s'ils continuent d'éviter avec soin de projeter dans le passé les sentiments et les préoccupations du présent, ils se trouveront, sans l'avoir spécialement cherché ni voulu, servir en même temps que la cause de la science historique, celle de la saine politique, qui aborde l'examen des problèmes actuels dans un esprit libre de préjugés, mais solidement préinuni par l'histoire contre les entraînements de la logique abstraite.

* * *

Un mot encore pour replacer cette nouvelle collection dans son cadre.

Nous avons fait allusion plus haut à l'Histoire générale des Hongrois d'Edouard Sayous (1876). Quoique réédité en 1900, et par les Hongrois eux-mêmes, l'ouvrage, si neuf qu'il fût à l'origine, ne peut plus aujourd'hui être consulté que sous bénéfice d'inventaire. Mais son apparition avait provoqué en France un vif mouvement d'intérêt pour les choses de Hongrie, et

depuis lors, il s'est toujours trouvé chez nous un public prêt à accueillir avec faveur les livres français ou traduits en notre langue sur l'histoire des Magyars, leur civilisation, leur art et leur littérature. La Bibliographie française de la Hongrie (1913) du regretté I. Kont est là pour en porter témoignage : on y relèvera sans peine maint titre d'ouvrages historiques dus à des plumes françaises et qui ont enrichi, parfois de façon décisive, notre connaissance du passé hongrois. Un cours (malheureusement disparu) de langue et littérature hongroises professé à la Sorbonne d'abord par I. Kont puis par M. Louis Eisenmann, l'auteur d'une belle thèse sur *Le compromis austro-hongrois* (1904), ont même permis pendant plusieurs années de susciter chez nous des vocations et de faciliter un actif et fécond courant d'échanges intellectuels entre nos deux pays, que des revues de langues hongroise ou française s'appliquaient entre temps à dévoiler l'un à l'autre.

Depuis le rétablissement de la paix dans le monde, les liens scientifiques, momentanément brisés, ont pu être renoués et un périodique nouveau, la *Revue des Etudes hongroises* (1923) est même venue apporter aux historiens et aux philologues de langue française le précieux appoint d'une information d'ordre strictement scientifique et d'une mise en œuvre excellente des recherches les plus récentes de l'érudition hongroise. C'est aux directeurs de cette revue que nous devons la première pensée et la réalisation de la *Bibliothèque* qui débute. Nous pensons que le lecteur sera d'accord avec nous pour les en féliciter et les en remercier.

LOUIS HALPHEN.

CHAPITRE I^{er}

L'ÉPOQUE DE L'ORGANISATION EN TRIBUS.

Par quels peuples le territoire de la Hongrie était-il habité à l'époque précédant immédiatement la venue des Hongrois, c'est-à-dire dans la seconde moitié du IX^e siècle ? A cette question, nos connaissances ne fournissent qu'une réponse très défectueuse. Les flots des grandes migrations avaient anéanti sur ce sol jusqu'aux derniers vestiges de la civilisation romaine. Ni les Huns ni les tribus germaniques, qui se pressaient sur leurs traces, ne purent fonder sur les bords du Danube et de la Tisza un Etat capable de vivre. Ces peuples disparurent aussi vite qu'ils avaient apparu. Le dernier qui s'établit ici, celui des Avars, fut balayé par CHARLEMAGNE, dont la domination s'étendit sur une bonne part de la Pannonie. Après sa mort, lorsque l'empire franc, sa création, fut démembré, le prolongement oriental en fut arraché aussi et se perdit dans les flots toujours grandissants de la mer slave qui, au cours du siècle, s'infiltrait presque insensiblement vers l'ouest et de plus en plus inondait l'Europe centrale. C'est sur le territoire de la Moravie que les Slaves réussirent pour la première fois à constituer un Etat : la « Grande Moravie » de SVATOPLOUK, dont les frontières, surtout vers le nord et vers l'est, ne peuvent être établies avec certitude et dans laquelle une Eglise de rite slave était en formation. Au sud du Danube nous rencontrons aussi des princes slaves. Ils avaient pour voisin le pays des Croates. Mais dans la grande plaine hongroise, jusqu'à Munkács, étaient aussi dispersées des colonies turko-bulgares qui commençaient à se slaviser ; elles étaient sans aucune

cohésion politique, et groupées autour d'enceintes fortifiées. La formation d'un empire slave menaçait une partie de l'héritage de Charlemagne, l'empire des Francs orientaux, quand, s'étant allié aux Hongrois, l'empereur ARNOLPHE ravagea la Grande-Moravie. Les sauvages cavaliers hongrois, inconnus jusqu'alors, retournèrent chargés d'un riche butin à leurs campements des bords du Dniester (892).

*
* *

Sur l'origine des Hongrois, les sources historiques ne nous renseignent qu'insuffisamment. Mais la linguistique comparée a démontré d'une manière indubitable que le peuple hongrois doit son existence à un mélange de tribus finno-ougriennes et turques. Dans la région du Caucase, l'élément ethnique le plus ancien, le finno-ougrien, dont le berceau, vers le commencement de notre ère, devait se trouver sur les pentes sud-est de l'Oural, et qui était à un degré inférieur de civilisation, subit l'influence des Turks-Ogours d'Occident, ancêtres des Bulgares qui avaient atteint déjà un niveau plus élevé de la civilisation humaine, et firent leur apparition, du v^e au vi^e siècle, sur les ruines de l'empire des Huns. Tandis que les éléments les plus anciens du vocabulaire hongrois, tels que les termes qui se rapportent à la chasse et à la pêche, sont d'origine finno-ougrienne, ceux qui se rapportent à l'élevage et à l'agriculture sont empruntés à une langue turke. Issu de ce mélange de tribus, le peuple hongrois apparaît dès le ix^e siècle comme un peuple uni, plutôt finno-ougrien d'origine, mais turk par la culture et l'aspect extérieur. Ce peuple nomade gagna, au cours de migrations séculaires, les riches herbages de la Russie méridionale. Comme tous les peuples nomades, il était divisé en tribus dont les chefs, les « hadnagy » élisaient entre eux un chef suprême, mais seulement pour leurs expéditions guerrières. Attaqué dans sa nouvelle patrie, sur les rives du Don, par un peuple plus fort, les Petchénègues, il se trouva coupé en deux parties inégales. La plus petite fut refoulée vers l'est, le long du Volga et du Byelaya, où ses descendants furent

retrouvés au XIII^e siècle par un dominicain hongrois, le Père JULIEN, cédant à la pression de peuples parents qui le poussaient vers l'ouest, à la veille de l'invasion tartare de 1241 qui allait engloutir dans ses flots la multitude des peuples de la steppe. La plus grande, composée de sept tribus, qui entraînèrent avec elles trois tribus d'un peuple de langue turke, les Kabars, s'établit dans l'Etelköz, sur le territoire de la Moldavie et de la Bessarabie actuelles.

Là, pour pouvoir se défendre avec plus de succès contre de semblables attaques et rapporter un plus riche butin des incursions auxquelles ils se livraient dans le voisinage, à la façon de leurs parents, les autres peuples de cavaliers, ils élurent un prince héréditaire : ÁRPÁD, fils d'ÁLMOS, chef de la tribu la plus nombreuse et la plus forte : celle des Magyars, qui donna son nom au peuple entier. Dans l'occupation de la Hongrie, il faut voir probablement un acte politique et conscient du nouveau prince. Attaqués à l'improviste par les Petchénègues (les « Pinceneis » de la *Chanson de Roland*) et les Bulgares alliés contre eux et fort supérieurs en nombre, les Hongrois furent contraints d'abandonner leur patrie d'Etelköz (*Atelkuzu*) et, pour mieux se préserver contre le retour de pareilles agressions, s'établirent dans la Hongrie actuelle, qui leur était connue depuis l'expédition morave et où ils pénétrèrent en 896 par la trouée de Verecke. Peut-être aussi un petit nombre d'entre eux, refoulés par les Petchénègues jusque dans les pâturages des montagnes, passèrent-ils par les défilés de la Transylvanie. Comme leurs cousins et devanciers les Huns, ils s'établirent d'abord le long de la Tisza, d'où ils entreprirent des expéditions vers l'ouest et le sud-ouest. Quelques années plus tard, les tribus les plus fortes se retirèrent dans les régions accidentées de la Pannonie, qui leur parurent plus propres à servir de demeure permanente, étant données les ressources et les facilités de défense qu'elles offraient.

Les conquérants ne peuplèrent pas dans son entier ce qui devait être la Hongrie. Le territoire où ils s'établirent comprenait la vallée de la Tisza et du Danube jusqu'aux confins méridionaux de la plaine, ainsi que le pays situé au delà du Danube et de la Drave. Mais à l'intérieur de ces limites

mêmes s'étendaient de vastes régions désertes : pour éviter les querelles entre les diverses tribus on avait laissé autour de leurs territoires une ceinture presque impraticable de terres inhabitées, couvertes pour la plupart de marécages et de forêts, et qui s'étendait à plusieurs journées de marche (*gyepü*). Les familles des « hadnagy », qui représentaient le noyau des tribus, étaient établies à l'embouchure de quelque cours d'eau, sur les deux rives, afin de garder la route stratégique naturelle formée par la vallée de la rivière ; autour d'elles, les autres familles formaient une sorte d'anneau. La tribu du chef prit possession du centre du territoire occupé : les deux rives du Moyen-Danube. Les autres tribus s'établirent alentour ; le choix du lieu était toujours déterminé par des considérations d'ordre militaire, telles que la garde de telle ou telle route stratégique particulièrement importante. En Transdanubie (Pannonie) et en Transylvanie, de vastes espaces restaient inhabités : on redoutait toujours une nouvelle attaque du côté de l'est. En hiver, les Hongrois campaient dans la plaine, auprès des cours d'eau et des marécages, puis, au printemps, quand les crues commençaient, ils se retiraient sur les collines avec leurs troupeaux et y restaient jusqu'aux premiers froids. Chacune des tribus avait donc un double habitat.

Les membres des diverses tribus possédaient en commun une terre de grande étendue, où travaillaient pour eux les serviteurs qu'ils avaient amenés et les sujets autochtones qu'ils y avaient trouvés. Ces derniers, que les Hongrois n'eurent pas de peine à soumettre, se fondirent avec eux, excepté les Slovaques du Nord-Ouest, au bout d'un ou deux siècles. C'est de cette manière que passèrent dans la langue hongroise les noms de lieux et de rivières turko-bulgares et un grand nombre de mots empruntés à plusieurs langues slaves se rapportant aux métiers, aux institutions publiques et ecclésiastiques et à beaucoup de notions attestant une civilisation assez avancée.

Dans leur culture et leurs coutumes, les Hongrois ressemblaient aux autres peuples nomades. Il est certain qu'ils pratiquaient le rapt des femmes, mais le plus souvent le futur mari achetait son épouse. Le père disposait d'un pou-

voir illimité sur sa famille et toute sa domesticité, sur lesquels il avait droit de vie et de mort ; il pouvait vendre ses enfants ou les mettre en gage. La religion des Hongrois devait ressembler aussi à celle des autres peuples primitifs de l'Orient. Dans les échanges commerciaux, la monnaie consistait en peaux de bêtes, en fourrures ou en génisses,

Dans leur nouvelle patrie, les Hongrois poursuivirent leur ancien genre de vie. Les tribus continuèrent à se gouverner elles-mêmes et, dans la crainte perpétuelle d'une pression des peuplades orientales, elles entreprirent, tout comme les Normands cherchant à s'établir sur le continent, des randonnées d'exploration vers l'ouest et vers le midi. Or, précisément à cette époque, il n'y avait plus, ni dans l'empire oriental des Francs ni en Italie, de pouvoir politique uni, capable de s'opposer avec la vigueur nécessaire aux expéditions hongroises. Les Bavares, les Saxons, les Souabes ne tardèrent pas à connaître ce nouveau fléau de la civilisation occidentale ; l'Italie, la France et l'empire byzantin ne furent pas moins éprouvés et n'eurent que trop souvent à déplorer leurs visites.

Mais ces expéditions ne pouvaient manquer de miner l'unité politique de la nation hongroise, dont le premier fondement avait été la conquête de la nouvelle patrie. A l'intérieur des tribus elles-mêmes il n'était guère possible, en présence de guerriers enrichis par leurs rapines, de maintenir l'ancienne autorité. Pour que le péril devînt manifeste, il ne fallait plus qu'une grande défaite. Lorsque les nouveaux fondateurs du Saint-Empire romain, le Saxon HENRI et surtout son fils, l'empereur OTHON I^{er}, le premier à Mersebourg et le second à Augsbourg (955), eurent remporté une victoire décisive sur ce peuple guerrier déjà ébranlé dans son organisation, le prince et sa tribu durent se rendre compte que la route leur était barrée du côté de l'Occident et que, si la nation ne voulait pas périr, il fallait former un Etat sur le territoire qu'elle occupait. Peu s'en fallut que les Hongrois ne partageassent le sort des Huns et des Avars, et ne disparussent du théâtre de l'histoire sans laisser de traces. Mais l'empereur Othon se tint pour satisfait d'avoir mis son empire à l'abri de leurs incursions ; il l'assura du côté de l'Est en

créant l'Ostmark (marches orientales) et dirigea de nouveau son attention vers l'ennemi séculaire : les Slaves. Cette heureuse circonstance fut mise à profit par un rejeton de la tribu d'Árpád, le duc GEYCHA (Géza) (972-997), pour renforcer l'autorité princière. Mais ce ne fut qu'au prix de luttes sanglantes qu'il réussit à briser la puissance de chefs de tribus habitués à l'indépendance, et à reprendre définitivement le pouvoir sur les tribus indisciplinées auxquelles beaucoup d'éléments étrangers, slaves, bulgares, petchénegues s'étaient ralliés dans les années de rapines. Il encouragea aussi l'établissement de guerriers étrangers qui n'appartenaient pas à l'organisme des tribus. Enfin, pour couronner et assurer son œuvre politique, il noua des relations de parenté avec la dynastie la plus illustre et maria son fils à la princesse bavaroise GISÈLE. Cet événement marque le début des rapports suivis de la nation hongroise avec la civilisation occidentale, qui détermina le sens de son développement ultérieur.

BIBLIOGRAPHIE

Bien que l'absence s'en fasse souvent sentir, la bibliographie des études historiques hongroises attend encore son créateur.

On trouvera une liste des ouvrages récents parus en une autre langue que le hongrois dans la *Bibliographia Hungariae (I. Historica)*. *Verzeichnis der 1861-1921 erschienenen Ungarn betreffenden Schriften in nichtungarischer Sprache*, Berlin-Leipzig 1923, rédigée sous la direction du regretté Robert GRÄGER. La *Bibliographie française de la Hongrie (1521-1910)* d'Ignace KONT (Paris, Leroux, 1913, xvi, 323 p.) peut rendre également de bons services. Dans les *Jahresberichte der Geschichtswissenschaft*, Lajos MANGOLD et dernièrement Mihály AUNER donnent d'année en année, jusqu'en 1913, un excellent aperçu de la littérature historique hongroise. Nous n'énumérons ci-dessous que les ouvrages que nous avons utilisés dans ce travail, ainsi que ceux qui n'ont pas pour objet d'élucider telle ou telle question de détail mais sont d'un caractère plus général, et enfin ceux qui, en faisant connaître la bibliographie de certains sujets, montrent la voie à suivre pour se procurer de plus amples informations¹.

L'ouvrage publié par Sándor SZILÁGYI à l'occasion du millénaire : *A magyar nemzet története* (Histoire de la nation hongroise) Budapest,

1. Voir Lukinich, *l'Académie Hongroise et les sciences historiques en Hongrie*. *Revue des Etudes Hongroises*, 1926 [t. 4], pp. 78-89.

1895-98, dont les 10 volumes, écrits par des auteurs différents, sont de valeur très diverse, embrasse l'histoire hongroise tout entière. Mais on peut encore feuilleter avec profit l'ouvrage de Mihály HORVÁTH; *Magyarország történelme* (Histoire de la Hongrie) Pest 1871-73 et celui de László SZALAY, *Magyarország története* (Histoire de la Hongrie) Leipzig 1853-59. Celui d'Ignace ACSÁDY, *A magyar birodalom története* (Histoire de la Hongrie) I-II. Budapest 1903, est moins étendu. L'œuvre d'ensemble la plus récente est celle d'Alexandre DOMANOVSKY, *Die Geschichte Ungarns*, Munich 1923. Dans *Der Staat Ungarn* (Stuttgart-Berlin 1918), Jules SZEKFI donne un tableau plastique du développement de l'État hongrois. Au lecteur français ne lisant ni l'allemand ni le hongrois il ne reste que l'ouvrage très érudit mais un peu dépassé d'Edouard SAYOUS, *Histoire générale des Hongrois*, Paris, 1876. I-II. La seconde édition de cet ouvrage (Budapest et Paris 1900) est dans certaines parties abrégée, dans d'autres, complétée. Sur l'origine du peuple hongrois et son histoire dans les temps les plus reculés, des données sûres nous sont fournies par la linguistique moderne, qui se groupe autour de la revue *Magyar Nyelv* (Langue hongroise). Parmi les nombreux ouvrages de ce genre, les plus importants sont : Joseph SZINNYEI, *Die Herkunft der Ungarn, ihre Sprache und Urkultur*, Berlin 1921 (Ungarische Bibliothek. I : L'origine et la langue des Hongrois et leur civilisation à l'époque de leur installation en Hongrie) Budapest 1910; Comte Etienne ZICHY, *A magyarság őstörténete és műveltsége a honfoglalásig* (L'histoire et la civilisation des Hongrois jusqu'à leur installation en Hongrie, Budapest, 1923) qui fraye à la science des chemins nouveaux et prouve d'une manière décisive la fusion des Huns avec les anciens Bulgares. Le lecteur français trouvera un résumé de ces études dans la *Revue des Études Hongroises et Finno-Ougriennes*, Paris, Champion, 1923, [t. 1] pp. 5-14; 1924, [t. 2] pp. 106-116; 156-171. Sont encore indispensables à la connaissance de l'histoire : Zoltán GOMBOSZ, *Die bulgarisch-türkischen Lehnwörter in der ung. Sprache*, Helsinki 1912, et János MELICH, *Szláv jövevényszavaink* (Nos mots d'origine slave, I-II, Budapest 1903-1905 (conclusions périmées). Sur les habitants de la Hongrie à l'époque de la conquête hongroise, du même János MELICH, *Bulgárok és szlávok* (Bulgares et Slaves), *Magyar Nyelv*, t. XVII et l'ouvrage capital : *A honfoglalás kori Magyarország* (La Hongrie à l'époque de la conquête) Budapest 1925; Bálint HÓMAN, *A magyarok honfoglalása és elhelyezkedése* (La conquête de la Hongrie par les Hongrois et leur installation), Budapest 1923. (Ces deux derniers travaux ont paru dans la série de *A Magyar Nyelvtudomány Kézikönyve*). M. HÓMAN traite et résout les questions touchant l'arrivée et l'établissement des Hongrois; Gyula PAULER dans *A magyar nemzet története Szent Istvánig* (Histoire de la nation hongroise jusqu'à Saint-Etienne), Budapest 1900, les questions d'histoire politique. Karl TAGÁNYI, *Lebende Rechtsgewohnheiten und ihre Sammlung*, Berlin, 1922 (Ungarische Bibl. III) donne des éclaircissements sur plus d'un point touchant la civilisation; R. LÜTTICH, *Ungarnzüge in Europa im 10. Jahrhundert*, EBERING 1916 (*Hist. Studien* 84) et HALPHEN, *Les barbares*, Paris, 1926 sur les randonnées des Hongrois, et K. SCHÜNEMANN, *Die Deutschen in Ungarn bis zum 12. Jahrhundert* (Ung. Bibl. VIII) Berlin 1923, sur les plus anciennes relations hungaro-allemandes. En ce qui concerne les plus anciennes relations hungaro-italiennes voir : Alfredo FEST, *I primi rapporti della nazione ungherese coll' Italia*. Corvina (Budapest), vol. III (janv.-juin 1922), pp. 5-39; vol. IV. (juin-déc. 1922), pp. 19-99. La revue

de l'Institut Hongrois de l'Université de Berlin, *Ungarische Jahrbücher* (Berlin, Walter de Gruyter, à partir de 1921) est en partie consacrée aux études historiques et ses bibliographies sont très soignées (surtout depuis 1926). Sur tout ce qui concerne les rapports des Hongrois avec l'Orient, voir l'essai bibliographique de Julius MORAVCSIK, *Ungarische Bibliographie der Turkologie u. der orientalischen Beziehungen, 1914-1925*, Körösi-Csoma Archivum 1926, pp. 199-236.

CHAPITRE II

LA ROYAUTÉ PATRIMONIALE.

ÉTIENNE (997-1038), fils de GEYCHA, fit de ces tribus une nation, de cette cohésion relative un organisme politique unifié. Le pas le plus important dans cette voie fut la conversion à la religion chrétienne : partout l'organisation ecclésiastique favorisa le développement d'un pouvoir politique uni. Parmi les diverses peuplades slaves de Hongrie il devait déjà se trouver un grand nombre de chrétiens ; mais vacillant eux-mêmes dans leur foi, ils n'avaient pas converti leurs maîtres. GEYCHA (Géza) lui-même avait déjà, du territoire des évêchés voisins, et particulièrement de celui de Passau, appelé des missionnaires pleins de zèle qui trouvèrent en ce pays un champ favorable à leur activité. Mais la conversion véritable et l'organisation de l'Eglise furent l'œuvre de son fils. On retrouve aussi en Hongrie les traces du catholicisme oriental, que les tribus du midi avaient eu l'occasion de connaître au cours de leurs randonnées, mais Étienne et son père Geycha (Géza) se tournèrent à dessein vers Rome, et non vers Byzance ; Étienne alla même jusqu'à exterminer, les armes à la main, le catholicisme oriental, assez répandu parmi les Hongrois et Bulgares dans la région située entre le Maros et la Tisza. Les conséquences de cette politique religieuse sont incalculables : si, comme les Bulgares, d'origine turke, la Hongrie s'était ralliée à l'Église et à la civilisation orientales, elle n'aurait pas manqué d'être slavisée comme ceux-ci. Que la conversion ait, pour une bonne part, été opérée par des moyens violents et non par la vertu de la persuasion, c'est ce que prouve la résistance opposée par le paganisme et qui éclata dans toute sa force après la mort d'Étienne. Dans sa lutte pour la conversion des Hongrois

comme dans les efforts qu'il déploya pour assurer les bases de la puissance politique, Étienne fut soutenu puissamment par les membres de sa tribu, plus forte que les autres, mais aussi par les chevaliers venus en Hongrie avec l'escorte de la reine, qui reçurent de riches donations aux dépens des chefs des tribus vaincues et devinrent les ancêtres de beaucoup de grandes familles hongroises. Jugeant la position de l'Eglise assurée par la fondation de deux archevêchés, de huit évêchés et par l'établissement en Hongrie de l'ordre des Bénédictins, chacune de ces institutions ayant reçu en partage de vastes domaines, dépouilles des chefs de tribus déchus de leur puissance — Étienne voulut mettre la dernière pierre à son œuvre religieuse et politique et fit placer sur sa tête, en l'an 1000, la couronne qu'il reçut du pape.

La puissance d'Étienne et — pendant deux siècles — de ses descendants s'édifia sur un organisme dont la base était formée par le domaine personnel du roi, domaine immense, couvrant, aux XI^e-XII^e siècles, un territoire beaucoup plus vaste que tous les autres ensemble. Ce domaine personnel du roi se composait des terres de sa propre tribu, des biens des tribus vaincues après avoir voulu s'opposer aux progrès du pouvoir du prince, et des territoires, en majeure partie boisés, que personne n'avait occupés lors de la conquête, mais qui commençaient à se peupler lentement. L'administration de ces derniers territoires, ainsi que de la nombreuse population libre qui cherchait l'abri de la puissance royale, fut confiée par Étienne à des officiers désignés par lui à la manière des comtes francs (*comes*), mais nommés d'un nom d'origine slave (*ispán*), qui étaient placés à la tête d'un *megye* (*comitat*) royal et auxquels servaient de résidence les bourgs fortifiés d'origine slavo-bulgare. Ces officiers ramassaient les récoltes, rendaient la justice, et conduisaient à la guerre les habitants de leur bourg. Mais ils rassemblaient aussi sous leur bannière les hommes libres établis entre les territoires de ces bourgs et vivant indépendants sur leurs domaines, lesquels pouvaient soit appartenir en commun à telle ou telle famille, soit appartenir à des particuliers, ce qu'avaient rendu possible les édits du grand roi sur la propriété privée. Les habitants des anciens domaines de la

famille royale étaient soumis au premier officier de la cour, au *nádorispán* (comte palatin) et à la juridiction du *juge de la cour*. Mais bientôt, pendant le XI^e siècle et par suite de l'accroissement de la population, il devint nécessaire de décentraliser aussi l'administration de ces domaines et de ces peuples, et de placer des *ispán* à la tête des exploitations agricoles appartenant au domaine royal. Saint-Étienne avait créé 45 départements, mais au milieu du XII^e siècle on en comptait déjà 72. Les grands officiers de la cour et les grands dignitaires de l'Église formaient le conseil du roi, que celui-ci consultait, si tel était son désir, avant d'émettre ses édits souverains.

Par l'introduction de la propriété privée, au temps de Saint-Étienne, une transformation essentielle s'opéra également dans la vie économique. A l'élevage du bétail, complément de l'existence nomade, se substitua de plus en plus la culture du sol, et grâce à ses rapports avec l'Occident la Hongrie commença de participer au trafic européen, ce dont les monnaies qu'Étienne fit frapper sur le modèle des monnaies bavaroises de son beau-père furent la meilleure attestation. Fort recherchées pour leur bon aloi dans le commerce international, elles devinrent un moyen de paiement favori dans les régions septentrionales de l'Europe, jusqu'en Scandinavie et aux îles Féroé.

* * *

La longue période qui suit la mort de SAINT ÉTIENNE (1038) montra combien le premier roi des Hongrois avait fortifié l'Etat par une sage organisation politique et économique. Abstraction faite des règnes de SAINT LADISLAS (1077-1095) et de KÁLMÁN (Coloman, 1095-1119), qui représentent une bonne génération, le XI^e et le XII^e siècles furent en effet une époque de divisions intestines incessantes et de guerres dont ces troubles étaient le plus souvent la cause. Le mode de succession au trône en usage chez les rois de France (de père en fils et suivant le droit de primogéniture) fut longtemps sans pouvoir prendre racine dans la race arpádienne et dans la conscience nationale. Tous les membres de la famille

d'Árpád prétendaient à une part au moins du pouvoir ; les frères du roi, en particulier, pouvaient généralement s'appuyer sur un parti puissant quand, d'après les coutumes des peuples turks, ils opposaient leurs prétentions à celles de son fils. Le souverain se croyait tenu de céder une partie du royaume à son frère et même à son fils adulte. Après quoi, aiguillonné par sa cour, le *prince (herceg)* ou *jeune roi* ne se contentait pas de sa part, et prenait les armes pour s'assurer le trône, à lui-même et à ses descendants. Pour ces luttes fratricides, chacun des partis cherchait du renfort à l'étranger, dans la parenté de son chef. Si bien qu'au cours du xi^e siècle, les empereurs allemands et pendant le xii^e, l'empire de Byzance, qui connaissait alors un regain de prospérité, auraient volontiers profité de l'occasion pour étendre leur pouvoir sur ce royaume si bien organisé et florissant, pour en réduire le souverain au rôle de vassal. Mais le pays réussit à préserver son indépendance ; et si les rejetons de la souche d'Árpád combattirent souvent à la tête d'armées étrangères afin de s'emparer du trône, une fois en possession de celui-ci ils ne perdaient plus de vue l'intérêt de leurs États.

La lutte éclata immédiatement après la mort d'Étienne qui, voyant dans les princes árpádiens un danger pour l'Eglise chrétienne, les avait bannis du royaume et choisit pour successeur un de ses parents vénitiens, PIERRE URSELO (1038-1046). Ce dernier implora contre les princes le secours de l'empereur Henri III, mais n'en perdit pas moins sa couronne. L'un des princes, ANDRÉ I^{er} (1047-1060), étant monté sur le trône, recourut à son tour à l'aide de l'empereur allemand dans l'intérêt de son fils et contre son frère BÉLA I^{er} (1061-1063). Les empereurs firent plusieurs campagnes pour soutenir leurs protégés, jusqu'au jour où leur lutte acharnée avec le pape les empêcha de s'occuper des affaires de leurs voisins orientaux. Vers le milieu du xii^e siècle leur rôle fut repris par Manuel, empereur de Byzance, à la cour duquel séjournèrent plusieurs princes árpádiens. Les rois de Hongrie se tournèrent aussi vers le nord, où ils soutinrent contre de petits princes russes des guerres dynastiques. Mais ces luttes étaient loin d'épuiser les forces nationales et, grâce

à la sage politique suivie dans la défense et la colonisation du pays par les grands successeurs d'Étienne, SAINT LADISLAS, KÁLMÁN, GÉZA (Geycha) II (1141-1161) et BÉLA III (1173-1196), la nation put conserver sa vigueur. Bien loin de laisser entamer l'héritage de Saint-Étienne, les rois étendirent de plus en plus leur domination, si bien que dès la fin du XII^e siècle les frontières de la Hongrie atteignaient presque partout la ligne tracée par la nature : la puissante couronne des Carpathes et le cours du Danube et de la Save.

Le principal mérite des Árpádiens fut leur sage politique colonisatrice, en rapport étroit avec le système défensif créé sur les frontières et le développement du réseau de fortifications. Cette organisation explique comment les forces hongroises purent tenir tête aux troupes lourdement armées des empereurs allemands. Le territoire dont les sept tribus avaient pris possession était environné de vastes forêts. Là où celles-ci venaient à manquer, comme vers l'ouest, la défense était facilitée par des régions marécageuses que des obstacles artificiels, des tranchées, des territoires inondés rendaient plus inaccessibles encore. Çà et là seulement, le long de cette enceinte appelée *gyepü*, on rencontrait des « portes », naturellement très larges, par lesquelles une route praticable conduisait dans l'intérieur du pays. Au delà du *gyepü*, à plusieurs journées de marche, s'étendait un territoire inhabité sur lequel, dans l'intérêt de la défense, nul n'avait droit de s'établir. Des gardiens permanents, choisis parmi les éléments les plus belliqueux, étaient préposés à la surveillance de ces portes.

C'était surtout vers l'ouest, où la frontière était le plus ouverte, que l'on avait besoin de gardiens sûrs. Au XI^e siècle, les rois y établirent les Petchénègues qui, venus de leur ancienne patrie d'Etelköz (Moldavie) avaient forcé la ligne de défense hongroise mais, serrés de près par un peuple plus fort, les Comans, s'étaient vus contraints de demander à être admis dans le pays. Nous trouvons à leurs côtés les Iazyges et les Székely (*Sicules*, en allemand *Szeckler*). C'est contre la résistance des Székely de Transylvanie que se brisèrent les attaques des peuples parents venus de l'est. Quand cessa la nécessité de la défense et qu'il fallut, en raison de

la densité de la population, ouvrir aux colons des territoires nouveaux, la ceinture de *gyepü* fut repoussée plus loin et l'ancienne zone de défense fut incorporée dans le système des fortifications royales. C'est ce qui se passa à l'ouest, quand on n'eut plus à redouter une attaque du côté de l'Empire. Une partie de la zone de défense y fut colonisée par des Allemands venus du territoire voisin, les marches orientales. Il en fut de même au nord et au nord-ouest, où l'on peut suivre des yeux le processus de la colonisation slave, et où le pays n'atteint ses frontières naturelles que vers le milieu du XIII^e siècle. Du sud-ouest, de la région de Nyitra, la population slovaque se répandit sur les plateaux de Liptó et de Turóc, mais sans pouvoir y constituer un organisme politique. Ils ne différaient pas en cela de leurs cousins du bas pays au temps de la conquête hongroise. Tout en restant groupés par tribus, ils se contentèrent d'établir des colonies de pêcheurs et de chasseurs, sans aucune cohésion, et n'occupèrent même pas les territoires propres à l'agriculture. Ils furent suivis bientôt par des Hongrois de condition libre, qui leur apportèrent la culture politique et économique. Ce furent ces derniers qui, sous la protection de quelque château royal, peuplèrent d'une population purement magyare, et de villages d'agriculteurs, ce territoire jusqu'alors inhabité. Mais à la longue ces feudataires, mi-soldats, mi-paysans, se slovaquisèrent à leur tour. L'établissement des Slovaques en Haute-Hongrie se poursuivit jusque dans le XIV^e siècle, sous la direction des *soltész* (*sculletus*) que le roi avait investis d'une certaine autorité judiciaire et administrative sur la commune (*lehota*), formée par les colons rassemblés en vue du défrichement.

Pour déboiser les vastes solitudes des Carpathes et agrandir ainsi le territoire cultivé, les souverains hongrois eurent volontiers recours aux Allemands qui venaient, justement alors, essaimer sur les territoires situés à l'est de leurs établissements ancestraux, et dont la civilisation était plus avancée. Toutes les villes hongroises dispersées de Cassovie (Kassa) à Szokolca, dans la région de Szepes (Zips) et la Haute-Hongrie, ont été fondées par eux. Un fort groupe d'Allemands, venus de Flandre et de la région de la Moselle, fut chargé vers la fin du XII^e siècle par les rois de garder la fron-

tière méridionale de la Transylvanie et investi de privilèges extraordinaires, que les *Saxons* gardèrent au milieu de toutes les vicissitudes de leur histoire. A cette époque aussi commença de s'infiltrer à travers les pâturages des Carpathes un peuple de pasteurs, les Roumains, venus des Balkans, qui se multiplia si vite qu'au bout de quelques siècles il avait inondé toute la partie montagneuse de la Transylvanie. Sous leurs *kenéz* les colonies roumaines se consacrèrent au défrichement des forêts et à l'élevage du bétail.

Une conséquence de l'immigration allemande fut l'essor que prirent en Transylvanie l'exploitation des mines de sel-gemme et dans la Haute-Hongrie celle des minerais, qui furent pour les rois une riche source de revenus. Mais ce n'est pas seulement par l'intermédiaire des Allemands que parvint jusque chez les Hongrois la civilisation occidentale. On retrouve par tout le pays des établissements wallons dont çà et là, jusqu'au xv^e siècle, les habitants parlaient encore français. Entre les murs de Nagyvárad (Grand-Varadin), de Bude, d'Esztergom, d'Albe Royale (Székesfehérvár) et de Zagreb, vivaient, à l'époque arpádienne, des Wallons à qui la Hongrie est redevable de bien des progrès dans la civilisation urbaine et dans les métiers. Il est probable que le développement de la viticulture dans la région de Tokaj est aussi l'œuvre de ces Wallons. Mais l'influence de la civilisation française s'exerça encore en Hongrie dans une autre direction. C'est dans un milieu tout pénétré de cette culture, à la cour de Byzance, que grandit le roi BÉLA III ; comme lui, qui épousa la princesse MARGUERITE, sœur du roi de France Philippe-Auguste, ses fils s'allièrent à la cour de France par leur mariage avec des princesses françaises. Avec ces reines, des clercs et des laïcs de leur suite arrivèrent naturellement en Hongrie. L'établissement en ce pays des Cisterciens et des Prémontrés relève aussi de ce chapitre, et quand la valeur croissante de la propriété foncière eut habitué les Hongrois à produire à l'appui de leurs droits des titres en bonne et due forme, parmi les membres des chapitres, des *loca credibilia* qui furent les bureaux de notaires du Moyen-Age hongrois, il s'en trouva plus d'un qui avait appris à Paris l'art d'établir un document.

Le seul effet de ces multiples influences étrangères fut d'élever le niveau de la civilisation hongroise, sans en altérer le caractère national. Au point de vue ethnique, l'élément hongrois qui se serrait autour des châteaux royaux se fortifia même au cours de ces siècles, grâce à l'apport des peuples turks, parents du peuple hongrois, auxquels les rois, reconnaissant en eux des soldats dont ils pourraient être sûrs, donnèrent une nouvelle patrie à l'intérieur même du territoire anciennement occupé par les sept tribus, sur le sol qui séparait les unes des autres les colonies allemandes ou slaves. Ce n'est pas un plus haut degré de civilisation, mais un caractère racial plus prononcé, que les Hongrois doivent aux Iazyges d'origine irano-alaine et aux Petchénègues et Comans turks. Ces derniers, les plus nombreux, que l'invasion des Tartares avait contraints à quitter leur ancienne patrie, en trouvèrent une autre en Hongrie. Etablis en masses compactes, dans les territoires, appelés la « Petite » et la « Grande Comanie », ils se répandirent ailleurs aussi dans la grande plaine hongroise.

Le réseau de châteaux-forts qui défendait la Hongrie n'eut pas à souffrir de ces établissements, mais les revenus du domaine royal s'en trouvèrent augmentés. Grâce à la colonisation et à l'accroissement naturel de la population, la valeur des terres ne cessa de croître et ne dépendit plus du nombre d'habitants, mais de l'étendue et de la fertilité du territoire. Sachant bien ce que signifiait, pour leur puissance financière et militaire, le vaste organisme formé par leurs châteaux-forts et leurs dépendances, ils n'avaient garde de le laisser s'affaiblir. C'est ce qui explique que leur pouvoir ait pu s'étendre jusqu'en pays étranger. SAINT LADISLAS (László) profita de ses relations familiales et dynastiques pour intervenir dans les querelles des Croates, aussi peu capables que leurs cousins slovènes de s'organiser en un Etat politiquement uni. Ladislas conquiert tout le pays situé autour de l'Unna (Croatie-Bosnie), mais — de même que KÁLMÁN, son successeur — tout en y introduisant le système des comitats hongrois, il laissa leurs domaines aux seigneurs croates. Le commandement des forteresses royales entre la Drave et la Save — territoire dont la partie fertile avait déjà été occupée

par les Hongrois au temps de la conquête du pays et appartenait depuis lors à la mère-patrie — fut confié à un officier spécial, le *ban*, qui rendait la justice, veillait sur les revenus royaux et conduisait les gens de guerre. De la même façon, il devint nécessaire de placer un fonctionnaire spécial, le *vajda* (voïvode), à la tête de l'administration de la Transylvanie, située loin du centre du pays et qu'avaient peuplée aux ^x^e et ^x^e siècles des colons partis de la vallée du Szamos et du Maros. De cette manière, la puissance royale devint plus forte encore : ni en Transylvanie ni sur le territoire soumis à l'autorité du *ban*, auquel appartenait aussi la Slavonie, la chaîne des forteresses royales et de leurs dépendances n'était rompue par des domaines provenant d'une autre conquête.

L'acquisition de la Croatie fut le seul accroissement territorial durable. Ni en Dalmatie, dont le roi Kálmán contraignit plusieurs villes à lui rendre hommage, ni à Vladimir (Lodomérie) et Halics, sur le territoire de l'ancienne Galicie, la domination hongroise ne réussit à prendre racine.

A la fin du ^x^e siècle, au temps de BÉLA III, le pouvoir des rois arpádiens, fondé par Saint-Etienne, était à son apogée. Le budget de l'État reposait toujours sur les domaines royaux, mais à côté de ceux-ci, grâce aux relations commerciales et à l'essor économique résultant de la colonisation, le roi tirait du monopole des mines, des douanes et du droit de bourgade de nouveaux revenus, très considérables, et dont il disposait à sa guise. Le revenu annuel de Béla III s'élevait à 60 millions de couronnes-or. Les souverains et seigneurs étrangers qui traversaient la Hongrie au temps des croisades ne cachaient pas leur surprise en apprenant que le roi rencontrait chez les plus hauts dignitaires une obéissance absolue et que les revenus des comitats, des douanes et de la frappe des monnaies lui appartenaient sans partage. Béla III fut à même d'entretenir une cour royale permanente à la façon de Byzance, de créer de nouveaux offices de cour et en même temps d'amasser d'immenses trésors en vue d'une croisade, projet dont il laissa l'exécution à son fils André.

BIBLIOGRAPHIE

Gyula PAULER, *A magyar nemzet története az Árpádházi királyok alatt* (Histoire de la nation hongroise sous les rois de la maison d'Árpád, I-II, 2^e édition, Budapest 1899), nous présente l'histoire politique de l'époque árpádienne. Tant sur cette dernière que sur celle des rois de familles diverses, Alphonse HUBER a écrit d'excellents chapitres dans sa *Geschichte Österreichs*, I-V, Gotha 1885-1896. Sur la succession au trône, voir : Vilmos FRAKNÓI, *A királyi trónöröklés rendje az Árpádok korában* (L'ordre de la succession au trône à l'époque des Arpadiens), *Kath. Szemle* (Revue catholique), année 1913, et Sándor DOMANOVSKY, *A trónöröklés kérdéséhez az Árpádok korában* (Sur la question de la succession au trône à l'époque des Árpadiens), *Budapesti Szemle*, 1913. Sur l'influence française, cf. Emma BARTONIEK, *Századok*, 1926. Sur la défense nationale, voir : János KARÁCSONYI, *Halavány vonások hazánk Szent István-kori hatáiról* (Esquisse des frontières de notre patrie au temps de Saint Étienne) *Századok* 1901, et l'étude fondamentale de Károly TAGÁNYI, *Gyepű és gyepűelve* (Les systèmes des marches hongroises) *Magyar Nyelv* 1913. Sur la colonisation de la Haute-Hongrie : Elemér MÁLYUSZ, *Turóemegye kialakulása* (La formation du comitat de Turóc), Budapest 1922 ; le lecteur français trouvera un résumé de cette thèse dans *Revue des Études Hongroises* 1924 [t. 2], pp. 18-30, par l'auteur lui-même. Cf. aussi Károly TAGÁNYI, *A soltészszakok történetéről* (De l'histoire des « soltész ») *Akad. Értesítő* 1914. Nos connaissances sur la colonisation allemande ont été réunies par Raymond Frédéric KAINDL dans un ouvrage quelque peu tendancieux : *Geschichte der Deutschen in den Karpathenländern* I-III, Gotha 1907-1911. La *Geschichte der Siebenbürger Sachsen* de G. DANIEL et Friedrich TEUTSCH est d'un niveau plus élevé (nouvelle édition) I-III, Herrmannstadt-Nagyszeben, 1907-1910. Sur les colonisations franco-wallonnes, voir Mihály AUNER, *Latinus, Századok* 1916. Sur les relations franco-hongroises, en général : Dezső PAIS, *Les rapports franco-hongrois sous le règne des Árpád*, *Revue des Études Hongroises* (Paris), 1923 [t. 1]. Sur l'influence de l'écriture et de la diplomatique françaises : István HAJNAL, *Írástörténet az írásbeliség feljúlása korából* (Histoire de l'écriture depuis la rénovation de la rédaction des chartes) Budapest, 1921. Sur les *loca credibilia* : Franz ECKHART, *Die glaubwürdigen Orte Ungarns im Mittelalter*, Innsbruck 1914 (Mitteilungen des Instituts f. österr. Geschichtsforschung, vol. IX, suppl.) Sur les finances des Árpáds et les relations économiques extérieures de la Hongrie, voir Bálint HÓMAN, *Magyar Pénztörténet 1000-1325* (Histoire numismatique de la Hongrie de 1000 à 1325), Budapest 1916. — En ce qui concerne l'origine des lazyges de Hongrie, voir : Zoltán GOMBÓCZ, *Ossètes et lazyges*, *Revue des Études hongroises et finno-ougriennes*, 1925 [t. 3], pp. 5-10. — Sur l'historiographie hongroise du moyen-âge lire : Bálint HÓMAN, *La première période de l'historiographie hongroise*, *Revue des Études hongroises*, 1925 [t. 3], pp. 125-164 ; Alex. ECKHART, *L'énigme du plus ancien historien hongrois*, *Revue des Études hongroises*, 1925 [t. 3], pp. 295-298 ; voir encore : Gyula MORAVCSIK, *Les récentes études byzantines en Hongrie*, *Revue des Études hongroises*, 1923 [t. 1], pp. 61-70.

CHAPITRE III

LE DÉVELOPPEMENT DES ORDRES.

A la mort de BÉLA III (1196) il s'opéra aux dépens de la royauté un changement profond et très rapide, — ce fut l'œuvre de quelques dizaines d'années, — dans la répartition des forces politiques. Dès le XII^e siècle, les rois avaient récompensé par des donations de domaines les mérites de leurs sujets. Quand, à la mort de Béla, ses fils se disputèrent le trône, ils aliénèrent une grande partie des domaines de la couronne afin de s'assurer des partisans. Ce système, fort propre à ruiner l'autorité royale, fleurit de plus belle après la mort d'IMRE, fils aîné de BÉLA III, quand ANDRÉ II (1205-1235) fut monté sur le trône : ce furent des comitats entiers que certains arrachèrent alors à la libéralité de ce prince.

L'affaiblissement du pouvoir royal qui suivit le partage des comitats entraîna un changement considérable dans toutes les classes de la société. Chacun s'efforça de se procurer des terres, source unique du droit et du pouvoir ; les tribus se désorganisèrent et les familles se partagèrent les domaines qu'elles avaient jusque-là possédés en commun. A côté de la classe des laïcs et des clercs enrichis par les donations royales, dont allait sortir une aristocratie de grands propriétaires fonciers, — les hommes libres des comitats royaux, les « serviteurs du roi » (*servientes regis*), s'apprêtèrent, eux aussi, à s'assurer quelque morceau des domaines de ces comitats en dissolution. Quant à la classe inférieure, elle ne fut plus formée par des *serviteurs du roi*, le premier et le plus grand des propriétaires fonciers, mais par les serfs des acquéreurs de terres.

Les souverains n'ayant pas distribué seulement une grande partie de leurs terres, mais aussi des sources de

revenus que constituaient les douanes, les mines et le droit de bourgade, l'autorité royale, dépouillée des moyens d'où elle tirait son pouvoir, fut ébranlée et les finances périclitèrent. C'est dans ces circonstances que les hommes libres, pour défendre leurs droits envers les grands propriétaires et fortifier le pouvoir royal, arrachèrent au roi la *Bulle d'Or*, qui fut pendant des siècles la base du système constitutionnel des Ordres. Cette charte garantissait aux nobles (*nemes*) — ainsi que les hommes libres ne tardèrent pas à se nommer eux-mêmes — un certain nombre de privilèges : exemption d'impôts, libre disposition de leurs domaines, liberté personnelle, dépendance directe par rapport au roi et à sa juridiction : ainsi la parole royale consacrait le développement des Ordres (1222).

BÉLA IV (1235-1270), fils d'ANDRÉ II, essaya bien d'arrêter ce mouvement et dépêcha des commissions par tout le royaume afin de recouvrer les domaines de la couronne et rétablir ainsi les fondements matériels de la puissance royale ; mais une catastrophe, l'invasion des Mongols (1241), déjoua définitivement ses efforts. Avec une force irrésistible, cette dernière vague des grandes migrations balaya d'un bout à l'autre le territoire hongrois, et si l'œuvre civilisatrice des Árpádiens ne fut pas anéantie de fond en comble, elle ne le dut qu'à un simple hasard : la mort subite du grand Khan de Tartarie. Quelques châteaux, quelques villes bien fortifiées avaient seuls résisté à cette destruction formidable, dont il fallut bien tirer les leçons. Nul autre que le seigneur d'un vaste territoire n'ayant de force pour élever et défendre des châteaux de pierre, BÉLA IV se vit contraint de céder de larges domaines et d'encourager leurs nouveaux propriétaires à bâtir des ouvrages de ce genre. Mais les nouvelles forteresses ne servirent pas seulement à la défensive : elles fournirent à leurs maîtres le moyen de braver l'autorité royale et d'étendre leur pouvoir et leurs domaines aux dépens de voisins plus faibles et qui ne disposaient pas d'un château-fort ; en sorte qu'elles contribuèrent puissamment au développement de la classe des grands seigneurs-propriétaires. Ces donations entraînant un abaissement du revenu royal,

Béla IV s'efforça d'y remédier par sa politique commerciale, mais principalement par la fondation de nouvelles villes, par des colonisations, et par les nouvelles sources d'impôts qu'il devait à cette politique.

Le dernier grand souverain de la maison arpádienne réussit à assurer la défense du royaume, qui retrouva ainsi son ancien prestige. La chose était d'autant plus importante que la Hongrie se voyait, juste à cette époque, en présence d'un nouveau péril : un puissant empire slave menaçait de lui barrer l'Occident. En effet, le roi de Bohême, OTTOKAR II, après avoir conquis les marches orientales, héritage de la famille ducale de Babenberg qui venait de s'éteindre, fonda un nouvel et vaste empire qui venait de s'étendre du Brandebourg à l'Adriatique ; mettant à profit, grâce à ses relations de parenté, les dissensions qui avaient éclaté dans la famille royale à la mort de Béla IV, il avait même étendu son pouvoir sur le Nord-Est de la Hongrie, jusqu'à la rive du Vág. L'empereur RODOLPHE de HABSBOURG, son suzerain, auquel Ottokar refusait l'obéissance, trouva chez les Hongrois des alliés naturels. Sous la conduite de leur jeune roi LÁSZLÓ (Ladislas) IV (1270-1290) ils eurent la part du lion dans la victoire décisive remportée par Rodolphe, victoire qui coûta la vie au roi Ottokar et jeta les fondements de la puissance des Habsbourg sur les bords du Moyen-Danube (1278). Les Hongrois abandonnèrent au faible Rodolphe tous les fruits de la victoire.

Le fait s'explique par l'état intérieur du pays, qui sous les derniers arpádiens présente une image désolante : les factions s'y livrent des combats acharnés, le droit du plus fort y règne seul. Déjà, pendant la vieillesse de Béla IV s'était formée une oligarchie de grands seigneurs-propriétaires dont le développement fut grandement favorisé par la rivalité entre le roi et le fils, celui-ci, « le jeune roi », avait autour de lui sa propre cour, et chacun d'eux cherchait à éclipser le pouvoir de l'autre. Mais ce qui mit le comble à ces malheurs, ce fut que László (Ladislas) IV, encore mineur, tomba entièrement, du fait de sa mère, sous l'influence des Comans, accueillis en Hongrie au temps de l'invasion tartare et dont la vie nomade était pour le pays la source de

beaucoup de maux. L'influence personnelle du roi s'en trouva tout à fait effacée ; le pouvoir politique tomba presque complètement aux mains de quelques familles de grands propriétaires, qui font songer aux feudataires des pays occidentaux. Ils guerroyaient entre eux et contre le roi et concluaient même des alliances avec des souverains étrangers. Afin de pouvoir sauver tout au moins leur liberté personnelle et ne pas se trouver asservis contre leur gré à quelque grand seigneur, une partie des petits propriétaires libres se virent forcés de s'engager au service des grands propriétaires, si bien qu'il se forma en Hongrie aussi une sorte de féodalité. Dans les anciens comitats royaux, les propriétaires libres ou demi-libres, que le roi ne pouvait plus défendre, s'organisèrent contre les empiètements des puissants et choisirent eux-mêmes leurs juges dans chaque comitat. Ils se rassemblaient tous les ans dans l'une des principales localités, où ensuite le représentant du roi, le *nádor* (palatin) faisait justice des abus de pouvoir. Les derniers arpádiens favorisèrent les tendances autonomes des comitats en étendant à des couches de plus en plus larges, jadis au service du roi dans les comitats, le droit de se joindre aux anciens hommes libres, et en élevant à la noblesse un grand nombre de ses sujets. C'est ainsi que prit naissance au début du xiv^e siècle, à la suite d'une évolution presque centenaire, le *nemesi megye* (comitat nobiliaire) qui n'était plus un instrument militaire ou économique entre les mains du roi, mais un organisme autonome de la noblesse libre. Ainsi unie dans les comitats, la noblesse fit contrepoids à l'oligarchie et empêcha le complet développement du féodalisme en se plaçant sur le même rang que l'aristocratie et en maintenant effectivement cette égalité de droits par l'organisation du comitat nobiliaire. A mesure que s'affaiblissait le pouvoir politique du roi, cet Ordre prenait une part de plus en plus grande à l'administration publique et — à la fin du xiii^e siècle, lorsque l'influence de l'aristocratie fut devenue intolérable — dans la législation. C'est ainsi que se développa en Hongrie, pour la défense de l'unité nationale, un organe nouveau, lorsque l'ancien, la royauté, fut devenu incapable de remplir cette tâche.

Malgré tous ses efforts, le dernier Árpád, ANDRÉ III (1290-1301) ne fut plus qu'un fantôme de roi ; les conditions matérielles du pouvoir faisant défaut, il fut en lutte continue non seulement avec l'oligarchie mais aussi avec des prétendants étrangers. Rien ne montre mieux où en était le prestige du royaume que la conduite de Rodolphe de Habsbourg, ce même prince qui devait aux Hongrois la puissance de sa maison, traitant ce pays comme un « fief de l'empire », il en fit don à son fils, qui éleva effectivement ses prétentions au trône.

Avec ANDRÉ s'éteignit la dynastie nationale, à laquelle la Hongrie devait tant (1301). D'un peuple de pasteurs, de nomades, les Árpádiens firent une nation ; leur forte volonté royale fonda un Etat uni, que leur sage politique acheva d'édifier ; tenant compte des circonstances nouvelles, ils favorisèrent la naissance des Ordres qu'ils surent développer pour la défense nationale.

BIBLIOGRAPHIE

Tout récemment, en Hongrie, on s'est beaucoup occupé des questions sociales et constitutionnelles, de la formation et du développement des comitats. Les plus importants ouvrages de ce genre sont : les articles de Károly TAGÁNYI, qui ont ouvert des voies nouvelles à l'histoire du droit et de la constitution ainsi qu'à l'histoire administrative et économique, par exemple *A honfoglalás és a királyi vármegyék* (La conquête hongroise et les comitats royaux) ; *A nemesi önkormányzatu vármegyék megalakulása* (La formation des comitats nobiliaires autonomes), études publiées dans l'histoire du comitat de Szolnok-Doboka, Deés, 1901, puis *Vármegyéink eredetének kérdése* (La question de l'origine de nos comitats), *Tört. Szemle*, 1913 ; *A földközösség története Magyarországon* (Histoire de la communauté des terres en Hongrie), Budapest, 1894, *Gazd. Tört. Szemle*. Sur les grandes transformations sociales, sur la réformation du régime des ordres, M. László ERDÉLYI a écrit toute une série d'articles et d'ouvrages de controverse parmi lesquels ceux qui nous intéressent le plus sont : *Az aranybulla társadalma* (La société au temps de la bulle d'or) dans le *Fejérvataky- emlékkönyv* (Mélanges Fejérvataky), Budapest, 1917, et *Árpád kori társadalom-történetünk legkritikusabb kérdései* (Les questions les plus ardues de l'histoire sociale hongroise à l'époque arpadienne), *Történeti Szemle*, 1914-1916. Le point de vue de M. László ERDÉLYI a été vivement attaqué par Károly TAGÁNYI qui, dans un article intitulé *Vázlatok a régibb Árpád kor társadalomtörténetéből* (Esquisses sur l'histoire de la société sous les premiers Arpadiens), *Társadalomtudomány*, 1923, récapitule les résultats de ses travaux antérieurs sur ce terrain. Sur la formation de la grande pro-

priété et le développement de la féodalité en Hongrie voir l'ouvrage — qui a donné l'impulsion à beaucoup de recherches — de M. Gyula SZEKFŰ : *Serviensek és familiarisok*. Budapest, 1913 (Akad. Érték.). Voir encore Péter VÁCZY, *A királyi serviensek és a patrimoniális királyság* (Les Servientes royaux et la royauté patrimoniale), Budapest, 1928. Mentionnons enfin le magnifique tableau tracé par Árpád KÁROLYI : *Asz Árpádok, mint a magyar nemzeti királyság és társadalom szervezői* (Les Arpadiens en tant qu'organiseurs de la royauté et de la société nationales hongroises), dans la publication de luxe intitulée *Árpád és az Árpádok* (Árpád et les Arpadiens), parue sous la direction de Dezső CSÁNKI, Budapest, 1909.

CHAPITRE IV

LA HONGRIE AU TEMPS DES ORDRES.

Organiser méthodiquement les forces de la société nouvelle fondée sur le système des Ordres et poser sur de nouvelles bases l'édifice de l'Etat hongrois : telle fut l'œuvre des ANJOU. Après un interrègne qui dura quelques années et amena un bouleversement complet, le trône échut à CHARLES-ROBERT (1308-1342), rejeton des Arpádiens par la branche féminine. Elevé au milieu du système féodal si bien développé des pays occidentaux, Charles-Robert comprit l'impossibilité de rétablir le vieil organisme public fondé sur le domaine royal. Sa situation et les résultats de sa politique l'ont fait souvent comparer à saint Etienne.

La royauté et avec celle-ci les sources du pouvoir de l'Etat étaient entièrement entre les mains des oligarques, des « petits rois », parmi lesquels Mathieu CSÁK, LADISLAS, *vajda* de Transylvanie, et les AMADÉ de la tribu Aba, étaient les plus puissants et les plus dangereux.

Après quinze ans de luttes rudes et souvent douteuses, Charles-Robert, soutenu par les classes qui dans leur propre intérêt souhaitaient l'accroissement du pouvoir royal, réussit à briser les oligarques. Mais au lieu de réunir à la couronne leurs immenses domaines, il s'en servit pour créer une nouvelle classe de grands propriétaires par les donations qu'il fit partie aux étrangers appartenant à sa suite, partie aux familles hongroises restées fidèles au trône. Les DRUGET, les GILÉTFI, les KANIZSAI, les SZÉCHENYI, les BÁNFFY lui durent ainsi le fondement de leur fortune.

Il imposa aux nouveaux grands propriétaires et aux prélatats l'obligation d'entretenir une troupe de gens d'armes qu'en temps de guerre ils menaient, sous leur propre bannière, rejoindre l'armée du roi. Il s'y ajoutait, si le pays

était attaqué, la noblesse entière, obligée de prendre personnellement les armes sous la conduite des *főispán* (préfets) et les troupes — Comans, Sicules et Saxons — fournies par les territoires privilégiés. L'ancien organisme formé par les garnisons des châteaux était ainsi remplacé par une armée féodale dépendant de la propriété foncière. Veillant à une répartition équitable des charges publiques, le roi fit reposer tout le budget sur les autres classes sociales, exemptées de toute obligation militaire. Le revenu des domaines royaux ne suffisant plus à couvrir les besoins de l'Etat, il fallut l'édifier sur les revenus découlant des droits régaliens. La population urbaine fut imposée plus lourdement, des droits furent perçus sur le commerce extérieur. La roi mit fin à un abus séculaire dont étaient coutumiers ses prédécesseurs, qui mettaient chaque année en circulation, au grand préjudice de leurs sujets, des monnaies nouvelles, d'un aloi de plus en plus faible ; en revanche, il établit un impôt direct et fit du commerce des métaux précieux un monopole royal. Pour faire rendre davantage à ces nouvelles sources de revenus, il activa l'exploitation des mines et favorisa le commerce extérieur. Toute une série de villes hongroises, comme Sopron, Bártfa, Kassa (Cassovie), Rózsahegy, Dés et Kolozsvár doivent leurs privilèges à Charles-Robert. Sous le règne de ce roi, la Haute-Hongrie vit s'animer sa vie urbaine et son commerce extérieur. Guidé encore par des considérations commerciales, et par un accord avec la Bohême — dont la monnaie était alors la plus appréciée — il rétablit le change ruiné par la politique monétaire de ses devanciers et frappa de la monnaie d'or, comme il convenait au souverain de l'Etat le plus riche en or de tous les pays d'Europe.

Sa politique étrangère fut influencée également par des considérations économiques. Allié à la Bohême et à la Pologne, il secoua la tutelle que Vienne, profitant de sa situation géographique, exerçait sur le commerce avec l'Occident, dont elle était devenue l'unique intermédiaire. Pour compléter l'œuvre de Charles-Robert, dont la politique économique avait amené un grand essor du commerce extérieur avec le nord et le nord-ouest, LOUIS LE GRAND

(1342-1382), développa les relations commerciales des villes de Transylvanie, des Saxons, vers l'est et le sud-est.

Grâce à la tranquillité intérieure, qui dura pendant plus de deux générations, et aussi à une excellente politique financière, la Hongrie connut sous les Anjou un grand bien-être matériel. La population s'accrut considérablement. Une foule de petits villages purement hongrois peuplèrent le bas pays et les vallées qui y débouchent, même là où l'on ne rencontre plus aujourd'hui qu'une population slovaque, serbe ou roumaine. La paix intérieure était le mérite personnel des souverains, dont l'énergie assurait un parfait équilibre entre les facteurs constitutionnels. Lorsque Louis le Grand confirma la *Bulle d'Or*, fondement de la liberté des Ordres, il affermit encore la nouvelle situation en restreignant le droit qu'avait la noblesse de disposer librement des domaines provenant d'une donation royale (1351). Si un noble mourait sans laisser de descendant mâle, ses biens passaient à ses parents en ligne masculine, si éloignés qu'ils fussent ; à défaut de tels héritiers ils revenaient à la couronne. Cette institution (*jus avilicum*) était appelée — dans l'intérêt de la défense nationale — à préserver la noblesse de l'appauvrissement total, car de cette façon les domaines devenaient inaliénables. D'autre part les serfs établis sur les domaines nobiliaires durent livrer à leur seigneur un neuvième de leurs récoltes. Cette obligation générale empêcha les serfs de changer trop souvent de maîtres, ce qui aurait eu toutes sortes d'inconvénients au point de vue économique ; par contre, ils obtinrent le droit de transporter leurs foyers où ils voulaient, afin de n'être pas à la merci de leurs maîtres en cas de griefs personnels. Toutes ces mesures étaient moralement justifiées par l'obligation qu'avait la noblesse d'assurer la défense du pays.

L'ordre qui régnait à l'intérieur, une bonne armée, un trésor bien rempli, permirent à Charles et surtout à son fils de poursuivre à l'extérieur une politique de conquêtes. Leurs origines et leurs relations dynastiques les attiraient vers l'Italie, où ils voulaient fonder une seconde dynastie dans le royaume de Naples. Les immenses sacrifices pécuniaires de Charles et les expéditions, fort coûteuses également, de

son fils n'amenèrent que des résultats provisoires. Le Saint-Siège et Venise surent empêcher le roi de Hongrie de menacer leur indépendance politique à la façon des empereurs allemands. Reconnaissant l'inanité de ses efforts, Louis abandonna son projet mais, s'étant allié aux Gênois, il humilia l'orgueilleuse République et unit plus étroitement à la couronne hongroise la rive orientale de la mer Adriatique. Les villes dalmates se réjouissaient toujours que le roi de Hongrie fût assez puissant pour les rendre indépendantes de Venise, leur rivale la plus redoutée.

Louis étendit aussi du côté des Balkans les frontières de son royaume. Ce n'était pas seulement pour des raisons politiques, mais aussi pour des raisons religieuses, pour la défense de la foi romaine contre les schismatiques et contre la secte des Bogomils, qui s'étendait de plus en plus, que le roi de Hongrie entreprit ses expéditions dans les Balkans. Louis le Grand représente, à une époque tardive, le type médiéval du roi chevalier aux profondes convictions religieuses ; comme les croisés du XII^e siècle, il se battit pour la défense de la foi, bien que, loin d'accorder son appui au Saint-Siège, il intriguât contre lui pour des raisons politiques. Dès le XII^e siècle, les rois de Hongrie avaient conquis des territoires le long du Danube et de la Save, mais ces conquêtes n'avaient pas un caractère définitif et n'avaient ajouté de nouveaux pays qu'à la liste des titres du roi. Louis réussit à étendre sa puissance sur tout le Nord des Balkans. Les seigneurs de la Serbie, de la Moldavie et de la Valachie reconnurent sa suzeraineté et sur la rive droite de la Save et du Danube se constitua une chaîne ininterrompue de banats, comme une bastille avancée défendant la Hongrie vers le midi. Mais ces territoires ne furent jamais liés au pays par des liens de fidélité bien solides, car leurs habitants croyaient toujours leur foi menacée par l'Eglise romaine depuis que Louis avait voulu jouer, les armes à la main, le rôle de convertisseur. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle plus tard, quand les Turcs attaquèrent ces petits pays, ils ne rencontrèrent pas une résistance particulièrement vive : on les savait plus tolérants que les rois de Hongrie envers les schismes et les hérésies.

LOUIS joua également le rôle de défenseur de la foi dans les combats qu'il soutint, aux côtés de ses alliés polonais, contre les Lituaniens païens et contre les Tartares. Ce fut en partie en souvenir de ce zèle qu'à la mort du roi de Pologne, son oncle du côté maternel, il fut reconnu roi par les Polonais. Cette union personnelle, qui se rompit d'elle-même à la mort de Louis, n'eut d'ailleurs qu'une portée passagère et purement dynastique.

La nouvelle société organisée par les Anjou sur le principe des Ordres remplit ses obligations envers l'Etat tant que le trône fut occupé par de fortes individualités comme Charles-Robert et Louis, qui réglaient eux-mêmes les affaires publiques. Mais dès que le gouvernement fut tombé en des mains plus faibles, l'équilibre se rompit entre les détenteurs du pouvoir et l'influence politique des Ordres s'accrut, d'une manière excessive, au détriment de l'Etat. Louis mourut sans laisser de descendance masculine (1382) et sa mort fut le signal d'une lutte qui dura plusieurs dizaines d'années, les provinces méridionales opposant à MARIE (1382-1395), pour laquelle s'était déclarée la plus grande partie du pays, — ou plutôt à son mari SIGISMOND DE LUXEMBOURG (1387-1437) — un prétendant plus conforme aux intérêts de la grande propriété. Les troupes seigneuriales organisées pour la défense du royaume guerroyèrent les unes contre les autres. Le résultat fut la perte des provinces du sud-ouest, la Dalmatie et la Bosnie, et la naissance d'une nouvelle oligarchie que Sigismond contribua grandement à fortifier en engageant et vendant aux grands seigneurs les domaines royaux pour se procurer l'argent dont il avait besoin pour l'exécution de ses vastes projets politiques, pour ses voyages et pour la cour brillante qu'il entretenait. Bien que Sigismond fût aussi empereur allemand et roi de Bohême, ce qui eût pu être pour la Hongrie une source de puissance, les devoirs inhérents à ses dignités ne lui permirent pas de s'occuper comme il convenait des affaires de la Hongrie et furent même l'origine d'un nouveau péril. Quand, pour sauver l'unité de la foi, l'Eglise eut envoyé au bûcher Jean Huss, le réformateur tchèque, ses partisans commencèrent une petite guerre qui dura plusieurs dizaines

d'années et se retranchèrent dans les châteaux de la Haute-Hongrie occidentale où pendant longtemps leur capitaine régna en maître et joua dans la politique un rôle qui n'était pas négligeable. Rien ne montre mieux que ce fait où en étaient tombés la puissance royale et le système de défense nationale fondé sur la grande propriété.

Pour rétablir l'équilibre politique, Sigismond tenta de faire participer les villes à la vie des Ordres, mais sans grand succès. Les rois ne trouvèrent jamais chez le Tiers-Etat un appui suffisant, la bourgeoisie ne disposant pas, dans les villes hongroises, des ressources matérielles qui eussent donné du poids à son rôle politique. Les villes hongroises ne s'élevèrent jamais au degré de développement économique qu'atteignirent les villes de l'Occident ; ces derniers temps encore la population en était allemande et, comme telle, ne vivait pas de la vie nationale. La petite noblesse, qui faisait contrepoids aux grands propriétaires, devenait au contraire de plus en plus forte ; elle développait de plus en plus son organisme autonome, le *comitat*, et dans ses assemblées elle commençait déjà de discuter les affaires publiques. Pour bien mesurer l'importance politique qu'avaient su prendre les Ordres, il faut considérer qu'aux diètes ils réglaient déjà — de pair avec le roi — les affaires de l'Etat, et qu'ils allégeaient de plus en plus les charges féodales qui pesaient sur leurs épaules. Depuis le temps de Sigismond, le soin de porter les armes retomba sur le quatrième Ordre, celui des serfs, qui fut appelé aussi à suppléer par ses impôts à la diminution des revenus régaliens.

Ce qui contribua le plus à augmenter la puissance des Ordres, ce fut le droit qu'ils avaient d'élire le roi, droit dont ils se servirent, comme en tout pays, pour acquérir de nouveaux privilèges. Déjà l'Autrichien ALBERT (1437-1439), gendre de Sigismond, se voit forcé, avant son élection, d'accéder aux désirs des Ordres dans la question de la défense du royaume. Tant qu'il est à même de défendre le pays par ses propres forces, le roi n'a pas le droit d'appeler aux armes la noblesse et, même s'il faut recourir à cette mesure, les Ordres ne sont pas tenus de combattre au delà

des frontières du royaume. De cette façon, la défense nationale devenait presque exclusivement la tâche du roi, en un temps où tarissaient les ressources financières de la Couronne. L'effondrement de l'organisme militaire, fondé sur les Ordres se produisit dans tous les pays, mais il atteignit la Hongrie au moment même où pour la première fois depuis ses origines elle allait déployer une puissance fondée sur ses institutions militaires et organisée pour la conquête.

Après que Sigismond eut vainement tenté de porter aux Turcs un coup décisif au moyen d'une armée rassemblée dans l'Europe entière, à la façon de celles des croisés, le soin de préserver de l'anéantissement la civilisation occidentale incombait à la seule Hongrie.

Les dynasties sud-slaves n'avaient pas tardé, les unes après les autres, à plier devant le Croissant. La Bulgarie, la Serbie, la Bosnie et la Valachie avaient été englouties dans l'empire ottoman et ne tentaient même plus de secouer ce joug funeste à la civilisation. Déjà, au temps de Sigismond, le Turc était sous les murs des bastilles avancées du Sud et faisait des incursions dans la Hongrie méridionale, en sorte que sur ce territoire occupé par elle au temps de la conquête, la population hongroise commençait déjà de se disperser. Albert était encore plus incapable de remporter un succès de ce côté, et dès la première moitié du xv^e siècle la Hongrie serait devenue la proie des Turcs si elle n'avait trouvé un excellent chef en la personne de JEAN DE HUNYADI, dont le talent de capitaine lui permit de compenser les lacunes de son organisation militaire. Les victoires de Hunyadi, qui ont changé le cours de l'histoire du monde, sauvèrent de l'invasion turque, pour 70 ans, ce royaume ravagé par les luttes intestines.

C'est surtout après la mort d'ALBERT (1438) que HUNYADI apparaît au premier plan en défenseur des marches méridionales, où se trouvaient ses immenses domaines familiaux. Pendant que la tranquillité du royaume était troublée de nouveau par les querelles des prétendants — LADISLAS, fils mineur d'Albert, que soutenait l'empereur Frédéric III et le Polonais VLADISLAV, élu roi par les ordres et reconnu par l'immense majorité de la nation (1440-1444) — Hunyadi,

presque seul avec sa propre bande de gens d'armes et la noblesse de la Hongrie méridionale, directement intéressée à sa cause, ne défendit pas seulement la frontière mais, passant à l'attaque, s'avança jusqu'aux monts Balkans. Ses victoires, et aussi la grande puissance de sa maison, expliquent pourquoi, après qu'Ulászló (Vladislav) fut tombé à la bataille de Varna (1444), Hunyadi, appuyé sur la noblesse et sur ses propres domaines, exerça effectivement le pouvoir en qualité de régent, en attendant que László (Ladislas) V (1445-1457), encore mineur et d'ailleurs absent du royaume, fût en âge de porter la couronne ; car ce prince, qui jusque-là n'avait été soutenu que par les légitimistes, était maintenant reconnu roi par tous les partis. Les riches familles oligarchiques, les Czillei, les Garai, les Ujlaki ne voyaient en Hunyadi qu'un parvenu, dont elles jalouaient le pouvoir. Abandonné complètement à lui-même, il lui fallut, aidé seulement des troupes de croisés recrutées à la hâte parmi le menu peuple par le saint moine franciscain JEAN CAPISTRANO, repousser la plus grande attaque des Turcs qui, déjà maîtres de Constantinople, s'apprêtaient à enlever la plus importante d'entre les places avancées : Nándorfehérvár (Belgrade). La joie que ressentit la chrétienté du triomphe remporté par HUNYADI à cette occasion ne fut troublée que par la nouvelle de la mort de ce grand capitaine (1456).

Le malheureux LADISLAS (László) V ne tarda pas à le suivre dans la tombe et, pour la première fois dans l'histoire hongroise, il ne se trouva personne qui pût invoquer le droit d'héritité pour élever des prétentions au trône. Lors des élections précédentes, une circonstance décisive avait toujours été, pour le prétendant élu, sa parenté avec ses royaux devanciers soit en ligne féminine soit par son mariage. A l'élection de MATHIAS, fils de Jean Hunyadi, les Ordres se trouvèrent dispensés d'avoir égard à des considérations de ce genre. Ce furent les mérites du père que la noblesse récompensa en portant sur le trône le rejeton de la plus riche famille oligarchique, dans l'espoir qu'il réussirait à rétablir en face des grands seigneurs le prestige de la royauté et à lui assurer à elle-même une influence politique encore plus grande que celle dont elle avait joui jusqu'alors (1458-1490).

La situation de MATHIAS ne différait pas sur bien des points de celle de Charles-Robert. A son avènement au trône, le pouvoir royal était tombé tout aussi bas, les ressources financières et militaires de la Couronne étaient réduites au minimum. Il dépensa le meilleur de ses forces dans la lutte contre les grands. Mathias clôt en Hongrie la série de ces rois nationaux qui surent assurer à la royauté l'autorité indispensable pour défendre, en présence des Ordres, les intérêts de la nation entière. Il brisa la puissance de l'oligarchie qui lui avait opposé des anti-rois en la personne de souverains étrangers, entre autres Frédéric III, et, pour affermir son autorité en face des ordres, il se fit rendre par celui-ci, au prix de grands sacrifices, la couronne de Saint-Etienne qui avait passé des mains de Ladislas V en la possession de son oncle, et il se fit couronner. Mais sous le règne de Mathias une aristocratie nouvelle, sortie de cette noblesse qui l'avait porté au trône et le soutint jusqu'au bout, prit la place de l'ancienne aristocratie. Par un effet de l'esprit féodal, les rois ne se sentaient complètement sûrs que s'ils pouvaient s'appuyer sur quelques familles puissantes qui étaient leurs obligées et leur restaient fidèles ; il en fut de même de Mathias, bien que ce roi marque, à n'en pas douter, la transition vers le nouveau régime centraliste qui, parti de l'occident, transforma presque partout, au siècle suivant, les Etats constitués en Ordres et donna la prépondérance au pouvoir royal. Comprenant qu'avec une armée féodale il ne pourrait réaliser ses vastes desseins politiques, Mathias renouça déjà, dans l'organisation militaire, au système suivi par ses devanciers. Le noyau de ses troupes fut formé par les mercenaires tchéco-moraves passés à son service après la défaite de GUIKRA, capitaine des Hussites de la Haute-Hongrie ; il l'agrandit ensuite dans la Silésie allemande, tombée sous sa domination. Complétées par les forces, que constituait principalement une cavalerie recrutée parmi les serfs hongrois, et qui continuait la tactique hussite, ainsi que par une flottille danubienne, ces troupes formèrent une armée permanente dont Mathias put disposer à sa guise en ses diverses entreprises militaires.

Ni sa fortune familiale ni les ressources fournies par les

revenus régaliens ne suffisaient à couvrir les dépenses entraînées par son armée et par une brillante cour à la mode de la Renaissance, c'est pourquoi, s'appuyant pour la forme sur les décisions votées par les Ordres à l'occasion des diètes, mais effectivement sur son autorité royale, Mathias établit le budget sur des impôts annuels qu'on fit rentrer strictement et réprima par la force armée toutes les résistances qui se manifestèrent. Son armée lui servit aussi à rétablir la paix intérieure et l'autorité des tribunaux. L'organe de la noblesse, le comitat, continua de se développer sous l'égide royale, et le droit qu'il obtint de s'imposer lui-même devint une nouvelle arme entre ses mains dans sa lutte contre l'aristocratie. De la sorte la Hongrie se rapprocha peu à peu du type des Etats nationaux modernes. On ne saurait mieux comparer sa situation qu'à celle de la France de Louis XI, contemporain de Mathias. De lourds impôts pèsent sur les serfs, mais ils jouissent de la protection du pouvoir royal et ils garderont pendant des siècles la mémoire de Mathias « le juste ». La noblesse est alors une classe en voie de développement et qui soutient la royauté contre les grands propriétaires. Appuyé sur son armée, le roi ne dépend plus de personne, il règle comme il l'entend les affaires de l'Etat. Il ne s'entoure pas de seigneurs d'un rang presque égal au sien, mais d'humanistes, d'écrivains, d'artistes qui le flattent. A cet égard Mathias est bien l'enfant de son temps. En son palais de Bude, dont quelques prélats imitèrent la cour, il rassembla les représentants de second et de troisième ordre de la Renaissance. Comme plusieurs de ses contemporains italiens, il fonda une belle bibliothèque dont les volumes, les *Corvina* — ainsi nommés du corbeau qui figure aux armes de Mathias — furent enluminés par les premiers copistes italiens de l'époque.

Ce qui fut la tragédie de Louis le Grand le fut aussi de Mathias : il n'eut pas d'héritier, il ne put fonder une dynastie qui achevât l'œuvre commencée, la modernisation du système des Ordres. Bien que Mathias lui eût assuré les moyens nécessaires, JEAN CORVIN, son fils naturel, n'eut pas l'énergie de s'emparer du trône, selon les vœux de son père et suivant un usage assez fréquent dans les cours de la

Renaissance. Les grands dignitaires du royaume, qui devaient à Mathias leurs richesses et leur pouvoir, et en qui il avait mis toute sa confiance, s'entendirent pour écarter son fils et pour élire un roi hors d'état de mettre obstacle à leurs ambitions, un roi qu'ils pussent « tenir par le toupet. » C'est ainsi que le roi de Bohême, ULÁSZLÓ (Vladislav), qui passait pour un homme complètement incapable, monta sur le trône de Hongrie (1490), et qu'en peu de temps l'œuvre de Mathias s'écroula tout entière, comme s'était écroulée l'œuvre des Anjou. Dans la procédure de l'élection au trône, l'état de choses antérieur à Mathias fut rétabli par les Ordres, qui réussirent même à abaisser le pouvoir royal à un niveau plus bas qu'au temps d'Albert. Le nouveau roi dut leur promettre tout ce que les Ordres, dans leur acharnement à détruire l'incommode héritage de Mathias, ils exigeaient de lui. Il renonça aux grands impôts et donna sa promesse écrite de demander leur consentement aux prélats et aux seigneurs bannerets avant de prendre aucune décision touchant les grands intérêts du royaume. La conséquence fut un état de crise chronique dans les finances du royaume et la désorganisation de l'excellente armée qu'avait laissée Mathias au cours d'une bataille rangée, celle des oligarques en dispersa les restes. L'ancienne organisation militaire fut rétablie, avec les troupes des bannerets et la levée de la noblesse, bien que celle-ci ne comprît rien à l'art de la guerre.

Sous les incapables Jagellons, la situation du roi et celle du royaume devinrent plus critiques d'année en année. Faute de fortune familiale, ULÁSZLÓ II et son fils LOUIS II eurent à vaincre d'immenses difficultés pour se procurer les sommes nécessaires à l'entretien de leur cour. Ils furent contraints d'affermir les mines de la Haute-Hongrie, la plus riche source de revenus de leurs devanciers. Tandis que Louis II avait peine à approvisionner sa cour, les fermiers de leurs mines de cuivre, les FUGGER, devenaient la plus riche famille capitaliste de l'Europe centrale au xvi^e siècle. Mais les oligarques hongrois amassèrent aussi des richesses prodigieuses. Le primat de Hongrie, Thomas BAKÓCZ, le type des prélats peu scrupuleux de l'époque antérieure à la

Réforme, ne touchait pas moins de 26 prébendes et quand, à la mort du pape Jules II, il se rendit au conclave, la pompe inouïe de son escorte plongea dans l'admiration les Romains eux-mêmes.

Se souvenant du temps de Mathias, la noblesse s'allia au plus riche des oligarques, JEAN (János) ZÁPOLYAI, dont le père, Etienne Zápolyai, avait dû à ce roi son élévation ; elle forma sous sa conduite et celle de son conseiller, le juriste Etienne VERBÓCZI, un parti national qui s'opposa aux tentatives faites par les Habsbourg en vue d'une convention qui leur assurât le trône. Ce parti considérait Zápolyai comme appelé à régner sur la Hongrie et dès 1505 il demandait à la diète de décider que si Ulászló mourait sans laisser d'héritier mâle aucun prince étranger ne pourrait lui succéder. En face des aristocrates groupés autour de la cour, ce parti croyait qu'avec des résolutions couchées sur le papier il pourrait changer le sort du pays et que la meilleure façon de garantir les droits de celui-ci était de les codifier. C'est dans cet esprit que, pour défendre la noblesse contre l'arbitraire du souverain et de l'aristocratie, Etienne VERBÓCZI présenta à la Diète de 1514 son *Tripartitum* (Triple livre) qui pour la première fois réduisait en un système la doctrine de la Sainte Couronne hongroise considérée comme l'expression de l'égalité entre les nobles. La Couronne de Saint-Etienne, symbole de l'Etat, est l'origine de tout droit. C'est par le couronnement que le roi acquiert le droit d'élever à la noblesse et de distribuer des domaines après son élection. Par suite de ce lien entre le roi et la noblesse, les nobles sont membres de la Sainte-Couronne et forment avec le roi le « corps » de cette couronne, qui exerce à la Diète le droit de légiférer. La couronne est aussi le symbole de l'unité de l'Etat, et c'est de là que dérivent ces expressions : « les pays » ou « le territoire de la Couronne sainte ». Tous les nobles étant également membres de la Couronne, il n'y a aucune différence entre la noblesse et l'aristocratie, car c'est de la Couronne que découlent directement tous les droits.

Pendant que la noblesse et l'aristocratie se disputaient le pouvoir, la situation de la classe inférieure, c'est-à-dire des serfs, ne faisait qu'empirer. Il leur fallait payer le luxe des

grands seigneurs et les frais des longues diètes, qui se répétaient incessamment. Outre que les charges que faisaient pour eux de plus en plus lourdes, il n'y avait aucune puissance pour les défendre contre l'arbitraire des propriétaires fonciers. D'ailleurs les mécontents ne manquaient pas, car avec la situation politique les circonstances économiques se gâtaient toujours davantage. L'interdiction de l'exportation du bétail, qui avait pris un grand développement sous le règne de Mathias, fit perdre leur pain à des milliers de toucheurs de bestiaux. Mais quand Thomas Bakócz eut rapporté de Rome, en 1514, au lieu de la tiare, la permission de partir en croisade contre les Turcs, les paysans enrôlés pour cette croisade tournèrent leurs armes, non pas contre les Turcs, mais contre leurs maîtres. La conséquence de l'insurrection de DÓZSA, que ZÁPOLYAI, le chef de la noblesse, étouffa dans le sang, fut que cette même diète, où VERBÓCZI exposa l'origine des droits des Ordres, dépouilla de ses dernières prérogatives, même de celle de changer de maître, le « misérable peuple imposable. »

Désorganisée par les plus profondes divisions sociales et politiques, la Hongrie féodale était devenue incapable de tout grand effort militaire ou financier au moment même où se produisait à ses dépens un changement radical dans la situation extérieure et où l'Empire ottoman, dont la puissance militaire formait un organisme uni, s'apprêtait à lui porter un coup mortel. Le roi Mathias ne s'était pas servi de son armée permanente, de ses soldats de métier, il n'avait pas utilisé les forces de son pays en pleine prospérité pour continuer la politique de son père et chasser ce dangereux ennemi le plus loin possible des frontières de son Royaume, soit qu'il se sentit trop faible pour une telle entreprise et qu'à l'exemple des Italiens de son temps il ménagât le plus possible son armée, qui lui coûtait beaucoup d'argent, soit que son dessein politique fût de réunir sous son sceptre l'Europe centrale afin de pouvoir ensuite se tourner contre les Turcs avec des forces plus nombreuses. Il fit plusieurs fois la guerre à la Bohême et à Frédéric III et voulait à tout prix obtenir la couronne du Saint-Empire, mais pendant ce temps, n'attribuant à la lutte contre les Turcs qu'une impor-

tance secondaire, il en abandonnait la conduite à quelque lieutenant qui, comme Paul KINIZSI lui-même, ne songeait même pas à prendre l'offensive et se bornait à défendre la frontière contre les incursions de l'ennemi. Tandis que Mathias conquérait la Moravie et la Silésie, qu'il garda jusqu'à sa mort, et que, par la prise de Vienne (1485), il ébranlait fortement la situation des Habsbourg, les Hongrois abandonnaient en masse, devant la marche rapide des Turcs, le bas pays et la Transylvanie. Déjà même une troupe ennemie avait ravagé Nagyvárad (Varadin).

Après la mort de MATHIAS (1490), la situation politique extérieure prit une nouvelle tournure. Le Royaume passa entièrement, sous les JAGELLONS, dans la sphère d'intérêts des Habsbourg, qui par leurs unions avaient élevé la puissance de leur famille à un degré inconnu jusqu'alors. Pour assurer sa situation, ULÁSZLÓ conclut avec l'empereur Maximilien des contrats de mariage tels que le royaume devait tomber tôt ou tard entre les mains des Habsbourg. Mais quand Louis II eut épousé Marie de Habsbourg, sœur de Ferdinand I^{er}, et celui-ci Anna, fille d'Ulászló, il devint évident que ce serait avant tout à la Hongrie à faire les frais de cette alliance et que la Hongrie deviendrait le champ de bataille où se déciderait le sort de l'Europe à une époque où la défense nationale était tombée chez elle au niveau le plus bas, où les ressources financières du roi, que la prépondérance politique des Ordres avait considérablement réduites, ne suffisaient même plus à maintenir en état de défense les forteresses avancées. Le péril momentané eut bien pour effet d'effrayer les Ordres, mais il ne réveilla leur conscience que pour peu de temps. Quand, par la perte de Belgrade et de Szabács, l'ancienne ligne de défense située sur la Save et le Danube tomba aux mains des Turcs (1521), l'accord se fit pour un instant entre les partis, qui votèrent des impôts élevés pour l'organisation de troupes de mercenaires. Mais en voyant que, satisfait de ce résultat, le sultan ne poursuivait pas sa conquête, personne ne songea plus à lui reprendre les portes du Royaume. Les impôts rapportaient si peu au Trésor que pour faire face aux plus strictes nécessités de la défense le roi dut engager son argenterie. En de pareilles

conditions, la catastrophe qui, sur la plaine de Mohács, atteignit l'Etat hongrois quelques années plus tard, n'a rien qui doive étonner. Pris entre les deux grandes puissances en lutte, l'Empereur et le Grand Seigneur, l'Etat hongrois en dissolution n'avait pu échapper à son sort (1526).

Ce coup terrible ne suffit pas encore à rétablir l'union dans le pays. Le grand parti national, qui pas plus que son chef ne s'était fait voir sur la plaine de Mohács, élut et couronna roi JEAN DE ZÁPOLYA (1526-1540), et le vieux parti de la cour l'archiduc autrichien FERDINAND (1526-1564) qui, en vertu des contrats de famille conclus avec Ulászló, était déjà roi de Bohême. On attendait de lui et de son frère Charles-Quint, maître du puissant empire espagnol, une aide contre les Turcs. La situation extérieure aviva encore la rivalité entre les deux rois. La France et le parti français saluèrent avec joie l'élection de Jean de Zápolya car ils voyaient en lui un nouvel allié dans la lutte contre les Habsbourg. Le sultan prit le roi Jean sous sa protection particulière et fit plusieurs campagnes pour le soutenir. Dès 1529 les Turcs se montrèrent sous les murs de Vienne, mais ils ne purent remporter sur Ferdinand de grands avantages que lorsque Charles-Quint, embarrassé lui-même en des guerres difficiles, ne fut plus en mesure de soutenir son cadet. La médiation de l'Empereur amena un accord entre les deux rois qui se reconnurent mutuellement et se partagèrent le territoire du pays jusqu'à la mort de Jean. La paix de Nagyvárad n'apporta pas l'union désirée. Ferdinand ne fut pas capable de défendre le pays contre le sultan, irrité par la conclusion de la paix, en sorte que la partie orientale s'organisa en un nouvel Etat sous la protection des Turcs. Le sultan Soliman entreprit une nouvelle campagne, soi-disant dans l'intérêt du fils du roi Jean, et s'empara de Bude qu'il garda (1541). Une bonne partie du bas pays et de la Transdanubie était tombée sous la domination turque, *l'unité de l'Etat hongrois était détruite pour un siècle et demi*, le territoire était partagé en trois parties.

BIBLIOGRAPHIE

La majorité des études historiques sur le xiv^e et le xv^e siècles se rapporte à l'histoire politique ; c'est à peine si nous possédons quelques ouvrages sur les problèmes de l'évolution économique et sociale. Outre l'ouvrage de Gyula SZEKŰ que nous avons cité dans le chapitre précédent il faut citer en premier lieu, sur l'époque des Anjou, celui de Bálint HÓMAN : *A magyar királyság pénzügyei és gazdaságpolitikája Károly Róbert korában* (Les finances et la politique économique de la royauté hongroise au temps de Charles-Robert), Budapest, 1921, dont la première partie contient un tableau d'ensemble du budget royal et des sources de revenus des Árpádiens. Sur le développement ultérieur de l'institution du comitat, voir Gyula GÁBOR : *A megyei intézmény alakulása és működése Nagy Lajos alatt* (La formation et le fonctionnement de l'institution du comitat sous Louis le Grand), Budapest, 1908. Antoine PÓR a consacré un grand nombre d'articles ou d'ouvrages plus ou moins étendus, tels que son *Nagy Lajos* (Louis le Grand), paru dans les *Tört. Életrajzok* (Biographies historiques, Budapest 1892), aux événements politiques et principalement aux personnages qui ont joué un rôle à l'époque des Anjou. Sur nombre de questions intéressant les relations commerciales, voir Théodore MAYER, *Der auswärtige Handel des Herzogtums Österreich im Mittelalter*, Innsbruck, 1910. Les données connues jusqu'ici sur les Anjou sont récapitulées dans le court ouvrage de István MISKOLCZY, *Magyarország az Anjouk korában* (La Hongrie au temps des Anjou), Budapest, 1923. En ce qui concerne les provinces hongroises annexes, l'extension de l'Etat hongrois dans les Balkans, nous devons citer les recueils de documents, restés inachevés, de Lajos THALLÓCZY, *Codex dipl. partium regno Hungariae adnexarum*, dont les introductions traitent pour la plupart le côté politique des matériaux remontant au xv^e et au xvi^e siècles. De même THALLÓCZY-HODINKA : *A horvát vég helyek oklevéltára* (Cartulaire des marches croates). I. (1490-1529). Budapest, 1903 ; THALLÓCZY-HORVÁT : *Alsó-szlavóniai okmánytár* (Cartulaire de la Basse-Slavonie), Budapest, 1912 ; puis THALLÓCZY-ÁLDÁSY : *Magyar-szerb történelmi összeköttetések okmánytára* (Recueil de documents sur les rapports historiques hungaro-serbes). Budapest, 1906 ; THALLÓCZY-HORVÁT : *Jajcza története* (Histoire de Jajcza), Budapest, 1915. Sur les relations hungaro-bosniaques : L. THALLÓCZY, *Bosnyák és szerb élet-és nemzedékrajzi tanulmányok* (Etudes biographiques et généalogiques bosniaques et serbes), Budapest, 1909. Sur les Ruthènes voir Antal HODINKA : *L'habitat, l'économie et le passé du peuple ruthène*. Revue des Études hongroises, 1924 [t. II], pp. 244-275.

Sur les guerres des Hussites, voir : Pál TÓTH-SZABÓ, *A cseh-huszita mozgalmak és uralom története Magyarországon* (Histoire des mouvements et de la domination tchéco-hussites en Hongrie), Budapest, 1917 ; sur les campagnes de Hunyadi : David ANGYAL, *A szegedi béke (1444)* (La paix de Szeged), Budapesti Szemle, 1910 ; sur les Hunyadi et principalement sur le roi Mathias : les nombreux ouvrages de Vilmos FRAKNÓI, entre autres *Hunyadi Mátyás*, Budapest, 1890, et ses articles dans les revues *Századok* et *Történelmi Szemle* ; sur les rapports entre Mathias et l'empereur Frédéric : Árpád KÁROLYI, *Adalékok Frigyes császár és Mátyás király viszállyai történeléhez* (Contributions à l'histoire des différends entre l'empereur Frédéric et le roi Mathias), Budapest, 1892 ;

sur l'armée de Mathias : Zoltán TÓTH, *Mátyás király idegen zsoldos serege* (L'armée de mercenaires étrangers du roi Mathias), Budapest, 1925. L'ouvrage de CSÁNKI, *Magyarország történelmi földrajza a Hunyadiak korában* (Géographie historique de la Hongrie au temps des Hunyadi), t. I, III et V, Budapest, 1890-1913, est indispensable à l'étude du moyen-âge hongrois en général, mais principalement à celle de l'époque en question. Sur la renaissance hongroise et les événements qui suivirent la mort de Mathias, voir : Albert BERZEVICZY, *Béatrice d'Aragon*, Paris (Champion), I^{er} vol. : 1911, II^e vol. : 1912, 267 et 295 p. ; sur les Corvina le bel ouvrage d'André de HEVESY, *La Bibliothèque du roi Mathias Corvin*, Paris, 1923 (Société française de reproductions de manuscrits à peintures), sur le rôle des Fugger en Hongrie : Richard EHRENBERG, *Das Zeittaler der Fugger*, Jena, 1896 (Cf. *Századok*, 1896, p. 834) et M. JANSSEN, *Jakob Fugger der Reiche*, Munich, 1910 ; sur les querelles des ordres et les contrats de succession des Habsbourgs : Dezső SZABÓ, *A magyar országgyűlések története II. Lajos korában* (Histoire des diètes hongroises au temps de Louis II), 1909 (cf. le compte rendu de Gy. SZEKFÜ, *Századok*, 1911, p. 448) et *Küzdelmek a nemzeti királyságért 1505-1526* (Nos luttes pour la royauté nationale de 1505 à 1526), Budapest, 1917 ; sur le soulèvement des serfs : Sándor MÁRKI, *Dózsa György*, 1913, *Tört. Életrajzok*, et Ignác ACSÁDY, *A magyar jobbágyság története* (Histoire du servage en Hongrie), Budapest, 1906 ; sur l'idée de la Couronne de Hongrie : Ákos TIMON, *Ungarische Verfassungs u. Rechtsgeschichte*, Berlin 1909, mais cet ouvrage ne doit être consulté par les chercheurs qu'avec beaucoup de circonspection, étant donnée la méthode de l'auteur, qui a négligé l'investigation des documents authentiques ainsi que celle des influences étrangères (cf. *Hist. Zeitschrift*, t. CXIII, p. 395) ; sur Verböczy : Joseph ILLÉS, *Bevezetés a magyar jogtörténetbe* (Introduction à l'histoire du droit hongrois), Budapest, 1910 ; les travaux de M. ILLÉS et de M. HOLUB indiquent la voie à suivre pour ce genre d'études ; voir encore : Joseph RUBER, *Verböczy gondolatvilága* (Les idées de Verböczy), *Minerva*, II^e vol. [1923], la plus récente édition du *Tripartitum* de Verböczy dans le *Corpus Juris* publié par KOLOZSVÁRY, ÓVÁRY et MÁRKUS à l'occasion du Millénaire, t. I-XXX, Budapest, 1899-1905. Sur le système judiciaire hongrois du moyen-âge nous avons une œuvre pleinement satisfaisante, celle d'Imre HAJNIK : *A magyar bírósági szervezete és perjog az Árpád és vegyesházi királyok alatt* (L'organisation judiciaire et la procédure hongroises sous les Arpadiens et les rois de dynasties diverses), Budapest, 1899. — Sur la bataille de Mohács (1526), ses causes et ses conséquences, voir l'ouvrage collectif, publié pour le quatrième centenaire de cet événement : *Mohácsi Emlékkönyv*, Budapest, 1926. — Sur les tâches qui attendent les historiens de la constitution et du droit hongrois, voir Harald STEINACKER : *Ueber Stand und Aufgaben der ungarischen Verfassungsgeschichte* (De l'état et des tâches de l'histoire constitutionnelle hongroise) dans les *Mitteilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung*, p. 28 ; outre une appréciation sur les travaux hongrois, l'auteur donne une courte esquisse du développement de la constitution. Pour les relations italo-hongroises, voir quelques études (par FRANKÓI, KASTNER, GEREVICH, FERENCZI, HUSZTI, FEST, etc.) dans la revue, *Corvina* (Budapest, à partir de 1921) et nous rappelons les *Ungarische Jahrbücher* (Berlin, à partir de 1921) surtout pour les relations germano-hongroises.

CHAPITRE V

LES LUTTES POUR L'UNITÉ NATIONALE ET POUR L'INDÉPENDANCE DE L'ÉTAT.

Après la chute de Bude, la Hongrie fut pendant de longues générations le théâtre de combats presque ininterrompus. Pour la première fois depuis son arrivée dans ce pays, le peuple hongrois ne formait pas un Etat uni, et son existence nationale était sérieusement menacée. Il fallut un siècle et demi, une mer de sang et de larmes, pour rétablir cette unité dont l'idée ne cessa de hanter, comme le but final de tout effort et de toute résolution, l'esprit des grands Hongrois qui vécurent à cette époque. Ce qu'il y avait de plus tragique dans cette lutte, c'est que la maison des Habsbourg, qui devait la diriger, demeurait étrangère à la nation en raison du démembrement du pays et de la faible part qu'elle en avait gardée. La nation ne pouvait oublier son ancienne grandeur et son indépendance, et quant à la dynastie, elle n'entraît en possession que d'un territoire exigu et insignifiant et, quand elle eut chassé les Turcs, d'un territoire ravagé et complètement épuisé, dont les ressources étaient beaucoup plus faibles que celles des autres pays, ces circonstances ne pouvaient manquer d'exercer une influence fâcheuse sur les rapports des Ordres hongrois avec la maison régnante.

Le premier champion de l'unité nationale fut le moine Georges MARTINUZZI, le bras droit du roi Jean, qui après la chute de Bude conclut avec Ferdinand un traité en vue de la réunion sous le sceptre des Habsbourg des territoires non occupés par les Turcs. Mais il se rendit compte que Ferdinand n'était pas assez fort pour défendre le pays et que l'union dont il rêvait ne ferait que précipiter l'extension

de la conquête turque ; il érigea en Etat séparé la partie orientale du royaume et de la Transylvanie, où les bases de l'autonomie existaient déjà au temps de la Royauté nationale. Martinuzzi eut le mérite de fonder pour les Hongrois un petit Etat viable qui continua les traditions de l'ancienne politique hongroise. Il est vrai que ce nouvel Etat était le vassal de la Turquie, mais s'il payait un tribut annuel, il pouvait, sous la protection de la Porte, garder sa liberté d'action jusque dans la politique extérieure. Les trois *nations* qui le composaient — hongroise, sicule¹, et saxonne, — élisaient librement le prince qui prêtait au sultan serment de fidélité mais n'en restait pas moins en rapports constants avec la mère patrie et avec les Habsbourg, et descendant lui-même de quelque grande famille hongroise, se considérant comme le sujet du roi de Hongrie.

La partie centrale du Royaume, la plus fertile, et qui jadis en était relativement la plus importante au point de vue économique, était directement sous la domination turque. Dans le bas pays et la Transdanubie, des régions de plus en plus vastes étaient inondées sous le flot des envahisseurs. Au temps de sa plus grande extension, c'est-à-dire immédiatement avant la libération du territoire hongrois, la conquête turque s'étendait déjà du côté de l'ouest jusqu'à une faible distance des frontières du pays, au nord jusqu'aux confins de la région montagneuse et vers l'est au delà des frontières de la Hongrie de Trianon. Telles étaient d'ailleurs à peu de choses près, les limites du territoire occupé par les Turcs dès le temps de Soliman, le dernier des grands sultans conquérants, qui, au moindre succès politique des Habsbourg, répondait en étendant un peu plus loin sa conquête et que la mort surprit, au cours d'une expédition motivée par une raison de ce genre, sous les murs de Szigetvár, héroïquement défendus par Miklós ZRINYI.

La partie de l'empire turc située en territoire hongrois était soumise au même régime que les autres et gouvernée

1. Bien que, à l'époque historique, les Székely (Sicules) n'aient jamais parlé une autre langue que les Hongrois, ils figurent dans la constitution hongroise comme une nation indépendante en vertu de leurs institutions qui se sont développées séparément du reste de la nation.

d'abord par deux et plus tard par quatre pachas. A leur tête était placé le lieutenant du sultan, le pacha de Bude, qui tenait sa cour dans l'ancien château royal, comme un véritable souverain. Son rôle consistait à diriger les affaires militaires et à contrôler l'envoi du tribut annuel, l'« honorable présent » que depuis Ferdinand I^{er} le roi de Hongrie payait à la Porte pour le territoire en sa possession. En prince souverain, le pacha de Bude correspondait avec le « roi de Vienne » et avec le Conseil de guerre. Il fallait acheter sa faveur par de riches présents. L'administration placée sous ses ordres se bornait à faire rentrer les impôts, qui étaient écrasants. Les pachas et les beys pressuraient le peuple, car le sultan ne les payait pas et même, avant leur entrée en fonctions, il leur fallait acheter leur office en versant une certaine somme à la Sublime Porte. Les spahis, ou seigneurs d'un domaine qui constituait la récompense de leur conduite à la guerre, mais qu'ils ne possédaient qu'en viager, n'agissaient pas autrement. Un résultat de cette oppression fut le dépeuplement de vastes régions, en particulier le long des frontières du territoire conquis, où les garnisons, tant hongroises que turques, des forteresses avancées dévastaient et ravageaient réciproquement la contrée qui servait à l'approvisionnement de l'adversaire. Seules les communes appartenant au Trésor étaient dans une situation privilégiée, car, tant qu'elles payaient régulièrement leurs impôts, la Porte les protégeait, aussi les habitants se réfugiaient-ils en grand nombre sur les terres du sultan. Ces communes avaient le droit d'incorporer dans leur sein les domaines inhabités qui se trouvaient en bordure de leur territoire. Ce fut l'origine du peuplement si caractéristique du bas pays hongrois, avec ses villes-villages à l'enceinte démesurée, comme Kőrös, Kecskemét, Halas, Cegléd, Hódmezővásárhely, Mezótúr, Jászberény, etc., en dehors desquels les hameaux d'origine plus récente composent seuls la population d'immenses territoires. Comme la main d'œuvre manquait pour la culture de ces larges espaces et qu'en temps de guerre les récoltes tombaient facilement en proie à la destruction, l'élevage du bétail prit dans la production agricole une place de plus

en plus grande. Les Turcs ne tentèrent jamais de coloniser la Hongrie. Les spahis, qui pour la plupart sortaient des rangs des peuples balkaniques (Serbes ou Grecs), convertis à l'islamisme, vivaient dans les châteaux-forts. Indépendamment de la médiocre puissance d'assimilation des Turcs, la différence de religion et de civilisation expliquent que la foi mahométane n'ait pu trouver d'adeptes en Hongrie.

Il subsista toujours une certaine liaison entre la Hongrie du roi et le territoire occupé. Il n'était pas rare qu'un village soumis à la domination turque payât aussi des impôts au roi ou que, pour obtenir justice, ses habitants eussent recours aux autorités du comitat réfugiées sur le territoire royal.

La Hongrie du roi se composait d'une étroite bande de terre sur les frontières de l'ouest et du nord-ouest, soit environ, au total, 20 comitats de faible étendue. Quand, après la bataille de Mohács (1526), au commencement de son règne, Ferdinand fut le maître d'une grande partie de la Hongrie, il s'entoura de conseillers hongrois et résida dans son nouveau royaume, comme Albert et Ladislas V, ses prédécesseurs, qui avaient porté aussi la couronne de Saint-Etienne. Mais quand la Hongrie eut perdu la plus grande partie de son territoire et ne fut plus, en raison de la situation géographique du reste, qu'une mince bande de pays défendant les provinces héréditaires, dès maintenant plus riches qu'elle, elle tomba sous la dépendance de celles-ci, ou plutôt des bureaux de la Cour, qui se trouvaient à Vienne. A cette époque, l'Administration n'avait aucun égard pour les intérêts particuliers de telle ou telle nation, surtout dans les questions financières. Le souverain puisait aux sources les plus diverses, en quelque lieu qu'il les trouvât, l'argent qu'il lui fallait pour faire la guerre ou pour administrer le pays. La Hongrie étant trop faible pour se défendre elle-même, on prenait sur le revenu des autres pays pour combler le déficit, et cela d'autant plus volontiers que la perte de ce qui restait de la Hongrie aurait mis directement en danger les provinces héréditaires. Les sources d'où le roi de Hongrie tirait le plus clair de ses recettes étaient les revenus des mines de la Haute-Hongrie et l'impôt du tren-

tième, qui rapportait de plus en plus, sur l'exportation du bétail. L'administration de ces revenus était du ressort de la Chambre de la Basse-Autriche. L'autorité financière de la Hongrie, la Chambre de Presbourg, comme d'ailleurs la Chancellerie hongroise elle-même, était soumise aux bureaux de la Cour de Vienne, qui, dans toutes les provinces, disposaient des instruments du pouvoir. Bien entendu, le Conseil secret (*Geheimer Rat*), qui siégeait dans la résidence du souverain, intervenait aussi dans les questions de politique extérieure, et dans les questions militaires le Conseil de guerre (*Hofkriegsrat*), qui par ces temps de guerres perpétuelles exerçait la plus grande influence dans les affaires de la Hongrie. D'ailleurs l'ancien régime des Ordres subsistait. La Diète était fréquemment convoquée pour voter des impôts. Il est vrai qu'il n'y apparaissait que les Ordres de la Hongrie de l'ouest et du nord-ouest, mais en y votant des lois conformément à l'ancienne constitution ils assuraient, au moins juridiquement, la continuité de la vie constitutionnelle. Par ces temps de guerres hasardeuses, la noblesse des comitats ne se présentait pas personnellement aux Diètes, qui se réunissaient fréquemment, mais elle y envoyait des représentants dont la plupart du temps les instructions ne contenaient autre chose que des plaintes sur les difficultés dont les mesures prises par les autorités étrangères étaient l'origine. L'autre organe des Ordres, le comitat, subsistait aussi, il acheva même de se développer : depuis le xvi^e siècle ce sont les Ordres qui élisent l'*alispán*, (vice-comes) qui devient ainsi le représentant de l'autonomie du comitat et peut même s'opposer à l'exécution des ordonnances royales si elles sont contraires aux lois. La vie du comitat devint à cette époque le foyer principal de l'activité politique des Ordres.

Le Royaume présentait du côté des Turcs une longue ligne de frontières que défendaient une série de forteresses dont les subsides financiers fournis par les provinces héréditaires et par le Saint-Empire contribuaient dans une grande mesure à payer l'armement et à entretenir les garnisons, formées de mercenaires étrangers et hongrois. Ces derniers se recrutaient parmi les nobles que l'invasion turque avait

chassés de leurs domaines et parmi toutes sortes de gens sans feu ni lieu. Les garnisons hongroises et croates, conduites par de vaillants capitaines et conscientes de l'importance de leur mission, donnèrent maint exemple de vertus militaires. La défense de Kőszeg par JURISICH, de Drégely par SZONDY, de Temesvár par LOSONCZY et d'Eger par DOBÓ restera à jamais comme le témoignage impérissable de la valeur hongroise. Sur les confins du Royaume la lutte ne s'arrêta jamais, quand bien même une paix était conclue sur le papier, comme celle de 1568 fondée sur la reconnaissance réciproque du *statu quo* territorial. Les garnisons des forteresses avancées faisaient continuellement des sorties en territoire ennemi, surprenaient les villes, s'emparaient sur le marché du butin et ramenaient des prisonniers dont ils pouvaient attendre une bonne rançon. Les audacieux coups de main des hussards et des héducs hongrois ne laissaient jamais de repos aux conquérants turcs. Les autorités de Vienne luttant sans cesse avec des difficultés financières, les garnisons ne touchaient pas leur solde, surtout quand la paix régnait officiellement, aussi étaient-elles réduites au brigandage ; le territoire royal lui-même était ravagé continuellement par les mercenaires étrangers. A la défense contre les Turcs prenait part aussi la noblesse, qui, accourue des comitats environnants, se portait, sous la conduite des *alispán*, à la défense du territoire menacé et qui équipait même à ses frais un certain nombre de soldats. Mais quels que fussent la valeur et l'esprit de ces troupes endurcies par des guerres incessantes, en présence d'une offensive de grandes proportions toutes les forces que la nation hongroise pouvait rassembler sur son territoire mutilé étaient insuffisantes pour la défense, mais elles suffisaient encore moins s'il s'agissait d'exécuter des opérations de grande envergure. En pareil cas l'armée royale se composait pour une bonne part des troupes de mercenaires des provinces héréditaires et du Saint-Empire, à côté desquelles les soldats hongrois ne figuraient souvent qu'à titre de troupes auxiliaires.

A la fin du XVI^e siècle, la situation militaire devint beaucoup plus défavorable pour les Turcs. Tandis qu'en Hongrie il eût été facile d'organiser une armée de guerriers éprouvés

et que la Transylvanie pouvait mettre en ligne des troupes bien équipées, les Turcs avaient perdu la fleur de leurs soldats dans les longues et sanglantes guerres qu'ils avaient soutenues en Perse. Après la mort de Soliman, par suite de la vénalité du gouvernement central et de l'administration publique tout entière, ainsi que de la décadence qui commençait à se produire dans son armée, l'Empire ottoman perdit sa puissance conquérante et sa faiblesse intérieure apparut de plus en plus. L'heure de la délivrance semblait être venue pour la Hongrie. Mais au cours de la longue lutte (1593-1608) qui après quelques batailles rangées se changea de nouveau en une guerre de forteresses, aucune des parties ne put atteindre un résultat décisif. Sous son prince SIGISMOND (Zsigmond) BATHORY (1588-1600), la Transylvanie s'était bien rangée du côté du roi, mais celui-ci fut incapable de déployer assez de force pour réunir à la Hongrie les provinces orientales. Ses mercenaires étrangers et son allié, le voévode valaque MICHEL, ravagèrent la Hongrie tout aussi bien que l'auraient fait les Turcs. Quand le pays eut été livré par Báthory aux troupes de l'Empereur, les Ordres se virent menacés dans leur bien-être matériel et dans leurs droits, entre autres dans le libre exercice de leur culte, si bien que la Transylvanie prit les armes pour sauver son indépendance.

* *

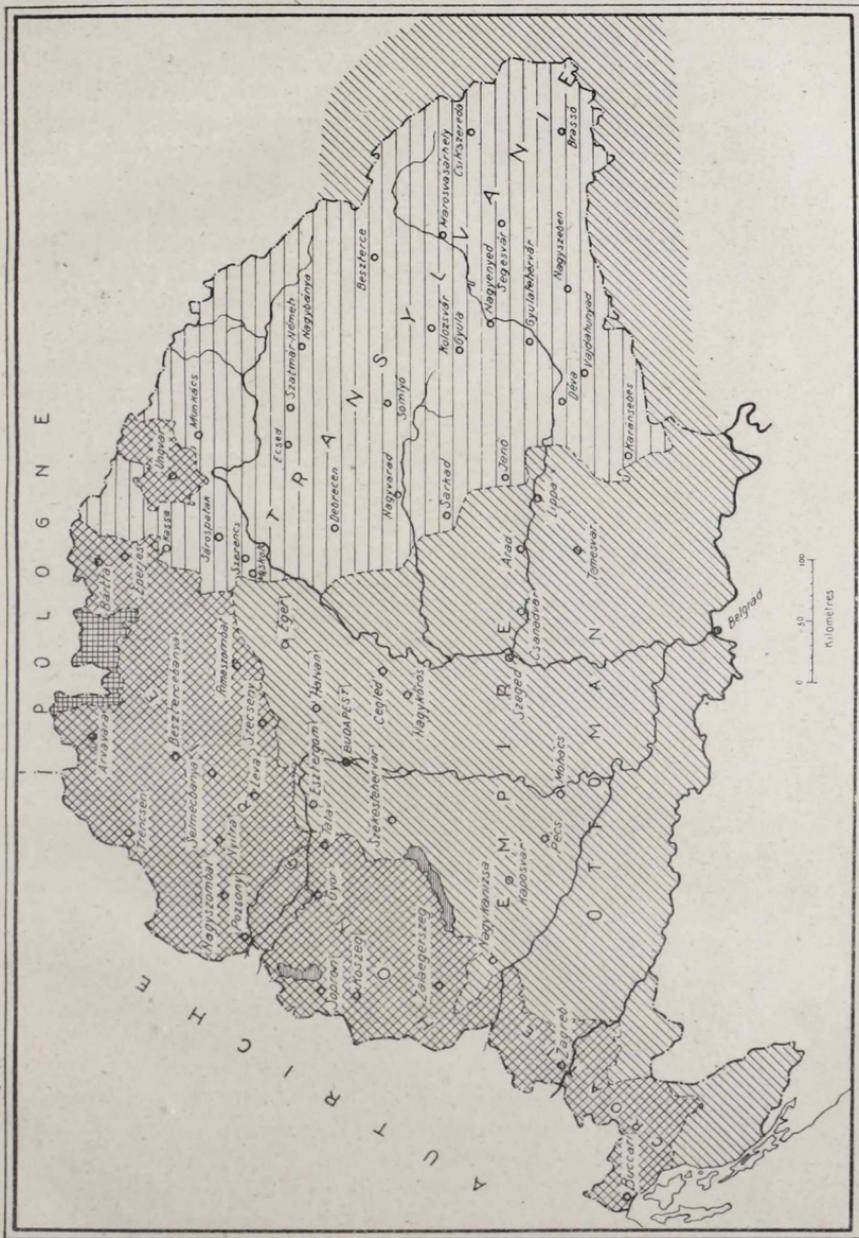
En Hongrie la réformation se répandit rapidement. Avant la bataille de Mohács, les doctrines de LUTHER avaient déjà trouvé en Hongrie un grand nombre d'adeptes et la foi nouvelle avait rencontré surtout l'appui tacite de la reine Marie et de sa cour allemande. Les « Saxons » de Transylvanie et les habitants allemands des villes minières de la Haute-Hongrie avaient été les premiers adeptes du protestantisme. Après le désastre de Mohács, la réformation fit de grands progrès. L'Église catholique resta sans chefs; car beaucoup de prélats étaient tombés sur le champ de bataille et, de crainte de perdre des partisans, les deux rois se montraient tolérants envers la nouvelle religion. De leur côté, les Turcs favorisaient la Réforme, croyant affaiblir par là la puissance

des Habsbourg. L'Église de CALVIN, dont l'organisation correspondait mieux aux conditions locales que celle de l'Église luthérienne, se répandit sur le territoire occupé. Dans la seconde moitié du xvi^e siècle, le protestantisme devint prépondérant en Hongrie et *la petite Transylvanie fut le premier pays qui reconnut la liberté de conscience* (1560). Mais les protestants purent aussi s'organiser librement en Hongrie jusqu'à ce que, sous le règne de Rodolphe, qui avait été élevé en Espagne, la Cour soutint de tout son pouvoir l'anti-réforme. Pour propager le catholicisme, elle disposait d'un instrument tout prêt : les mercenaires étrangers. On priva les protestants de l'usage de leurs temples, on commença de confisquer les biens des seigneurs protestants, et comme la Diète, en majorité protestante, exigeait qu'on mit fin à ces abus, Rodolphe interdit aux Ordres de discuter les affaires religieuses et remit en vigueur toutes les vieilles lois contre les « hérétiques », lois qui n'avaient jamais été appliquées (1604).

Le mécontentement éclata ouvertement sous la forme d'une insurrection, lorsqu'un seigneur protestant du comitat de Bihar, ÉTIENNE (István) BOCSKAY, persécuté par un capitaine de mercenaires impériaux, réussit à gagner à sa cause les Heïducs, ces bandes composées de paysans et de gentilshommes sans feu ni lieu qui jusqu'alors étaient à la solde du roi. Le mécontentement, général en Transylvanie et chez les Ordres protestants hongrois, assura le succès de la révolte. La Haute-Hongrie se rallia à Bocskay, la Transylvanie l'élut prince (1605) et le sultan, voyant en lui l'ennemi de l'empereur, lui envoya une couronne. Mais Bocskay ne se fit pas couronner roi de Hongrie. Il ne se proposait que d'assurer la liberté religieuse et l'indépendance des Ordres. A son avis, qui fut aussi celui des princes de Transylvanie qui lui succédèrent, la Hongrie avait besoin d'une forte dynastie, mais il fallait que la Transylvanie, ce petit État national, gardât son indépendance tant que les Turcs occupaient la partie centrale du pays : si elle n'était pas assez forte pour rétablir l'unité du Royaume, du moins elle défendrait les privilèges des Ordres et l'indépendance nationale contre les tentatives de la dynastie étrangère et du catholicisme.

Bocskay inaugura la série des campagnes que les princes de Transylvanie entreprirent après lui, mais aux côtés de leurs alliés dans la politique extérieure, pour défendre la liberté religieuse hongroise et les droits constitutionnels des ordres. N'eût été l'État transylvain, de territoire peu étendu, mais fort bien organisé, le droit public hongrois aurait bien pu connaître le même sort que celui de la Bohême. Mais au temps de la bataille de la Montagne-Blanche (1620) les drapeaux de GÁBOR BETHLEN flottaient sur les confins occidentaux de la Haute-Hongrie. Le protestantisme hongrois avait d'autant plus besoin de l'appui des armes que par suite des succès de l'antiréforme sa position s'était considérablement affaiblie. Là où avait échoué la soldatesque, l'ordre des Jésuites et l'éloquent évêque Péter PÁZMÁNY avaient réussi. Par suite des conversions qui avaient eu lieu dans le sein des familles aristocratiques, la majorité des Ordres était déjà catholique à la Diète de 1618, qui pour la première fois depuis de longues années élut de nouveau un catholique à la dignité de palatin. Mais quand le dévot Ferdinand II (1619-37), qui extirpa le protestantisme des provinces héréditaires, fut monté sur le trône, le catholicisme l'emporta aussi dans la Hongrie royale et c'est alors que commença entre la partie occidentale des pays hongrois, catholique et fidèle à la dynastie, et la partie orientale, protestante et visant à l'indépendance, cette opposition qui pendant un siècle entier influença le cours des événements historiques. Une conséquence de cette division morale fut que la lutte contre les Turcs se trouva reportée à l'arrière-plan pour plus de deux générations, mais les droits des Ordres et ce dont, en présence d'une dynastie et d'un gouvernement étrangers, ils étaient l'équivalent, l'indépendance nationale, demeurèrent.

La finale des combats livrés par les défenseurs du protestantisme, les princes de Transylvanie, était toujours la même : une paix qui sans grand dommage ni sans grande perte pour la fortune nationale garantissait les droits des Ordres et la liberté religieuse. Avec la paix de Vienne conclue par Bocskay (1606), qui fut inscrite au registre des lois, commence pour la législation hongroise ce travail négatif par



CARTE N° III.

LA HONGRIE AU TEMPS DU PRINCE GÁBOR BETHLEN (c. 1626).

lequel elle s'efforçait de tenir éloignées de la constitution les institutions étrangères qui devaient à la décision arbitraire du roi une influence toujours croissante. Les princes Gábor BETHLEN (1613-1629) et Georges RÁKÓCZI I^{er} (1630-1648), qui furent pendant la guerre de trente ans de sérieux facteurs du parti antihabsbourgeois et les alliés des maisons de Suède et de Brandebourg, arrivèrent au même résultat, grâce au succès de leurs armes, mais plutôt encore à l'habileté avec laquelle ils exploitèrent la situation politique. Mais les princes de Transylvanie ne perdaient pas non plus des yeux leurs intérêts dynastiques : Gábor BETHLEN par la paix de Nikolsbourg (1621) et Georges RÁKÓCZI I^{er} par celle de Linz (1645), acquirent les comitats du nord-est, les régions de Kassa (Cassovie) et de Tokaj, et fortifièrent ainsi, en même temps que le pouvoir de leur maison, la puissance politique de leur pays.

Avec l'essor de la puissance politique et la prospérité matérielle, ce petit État connut aussi, dans la première moitié du xvii^e siècle, une vive floraison de la vie intellectuelle, favorisée par des relations animées avec la Hollande et l'Allemagne, où les protestants hongrois et saxons de Transylvanie achevaient leurs études théologiques. Sous Bethlen et sous les Rákóczi, la civilisation transylvaine, avec ses hautes écoles, sa vie de cour, ses controverses théologiques, peut être comparée dignement à la civilisation des petits États protestants, Hollande, Ecosse ou Brandebourg, et les grands changements politiques qui ne tardèrent pas à se produire ne purent empêcher l'influence fécondante que la culture protestante exerça dans ce pays.

La guerre de Trente-Ans eut aussi pour la Hongrie des conséquences graves qui s'expliquent par le changement dans la situation de la dynastie dans les provinces unies, la disparition du royaume de Bohême et la pleine victoire de l'Antiréforme. Si les Ordres subsistèrent, pour la forme, dans les provinces autrichiennes, en présence d'un régime qui professait les principes absolutistes de Louis XIV, ils n'étaient plus capables d'une résistance particulièrement vive. En Autriche commença dans la vie constitutionnelle un mouvement de régression qui n'était pas fait pour déplaire aux

ministres de LÉOPOLD I^{er} (1658-1705) et de ses successeurs. D'ailleurs, dans les provinces autrichiennes, les Ordres n'eurent jamais lieu de prendre parti, les armes à la main, contre la dynastie, car leur bien-être matériel et l'importance politique de leurs petits États ne faisaient que croître à mesure que grandissait le pouvoir dynastique et, loin d'être menacée par les progrès de la puissance des Habsbourg, leur nationalité leur devait l'occasion de nouvelles conquêtes. Qu'il nous suffise de rappeler à quel point la germanisation réussit dans les provinces bohémiennes.

Tout autre était la situation en Hongrie, où les efforts des Habsbourg tendaient tout naturellement à s'assurer une position forte et, la résistance des Ordres une fois brisée, de gouverner suivant leur bon plaisir. Le changement qui vers le milieu du xvii^e siècle se produisit dans la répartition des forces semblait promettre aux ministres de Vienne le plein succès de leurs visées absolutistes. Après avoir été, pendant un demi-siècle, le gardien du droit public hongrois, la Transylvanie ne comptait plus comme facteur politique. Égaré par les succès de ses prédécesseurs et oubliant que son État ne pouvait se permettre une politique extérieure indépendante que dans la mesure où celle-ci répondait aux desseins et aux vues de la Sublime Porte, Georges II RÁKÓCZI (1642-1660) s'allia aux Suédois, inaugura une politique dynastique ambitieuse et contraire aux intérêts turcs et entreprit une campagne pour conquérir la couronne polonaise. Il fournissait ainsi aux Turcs une bonne occasion de rogner le territoire de ce pays feudataire qui commençait à devenir gênant (1660). Rákóczi paya de son trône et de sa vie cette malencontreuse entreprise et la Transylvanie, ravagée pour la première fois par des hordes tartares, la paya de sa prospérité et de la perte des territoires de la Hongrie orientale, d'où l'État transylvain tirait le plus clair de ses revenus. Alors commence dans l'histoire de l'occupation turque en Transylvanie, et pour la durée d'une génération entière, une période destructrice de toute civilisation : lâchés sur un territoire que les Hongrois cultivaient depuis des siècles, les Tartares changent en désert une région de villages et de hameaux florissants. Les derniers

princes ne sont plus que des pantins du sultan, et pendant le dernier quart de siècle de son existence l'Etat transylvain ne jouit plus que d'une indépendance illusoire.

Le sort de la Transylvanie rappela de nouveau à la nation le péril qui la menaçait et qu'au temps des guerres de religion la population catholique de la Hongrie occidentale avait été seule à ne pas perdre des yeux. Le comte Miklós ZRINYI, l'arrière-petit-fils du héros de Szigetvár, combattit par la plume et par l'épée pour rétablir l'unité hongroise dont il se fit le champion. Dans son épopée nationale, (1651) la lutte contre le Turc devient le but sacré qu'il propose à son peuple, et dans nombre d'écrits il adjure ses compatriotes d'organiser une armée nationale, au lieu d'attendre de l'étranger la libération de leur pays. Mais ses avertissements furent vains. D'ailleurs l'organisation d'une armée nationale ne répondait pas aux vues de la dynastie. Tout au contraire, il arriva juste à cette époque que les garnisons hongroises des frontières, dont on se jouait et que l'on ne payait pas, se débandèrent peu à peu et furent remplacées partout par des mercenaires étrangers. Depuis longtemps déjà les Ordres n'étaient plus capables de remplir leurs obligations militaires, dont s'acquittait d'ailleurs l'armée permanente. Si bien qu'en fin de compte il n'existait plus, à proprement parler, d'armée hongroise organisée pour la guerre.

Du point de vue de la politique de Vienne, la lutte contre les Turcs importait peu; c'était vers l'ouest que les Habsbourg ne cessaient de diriger leur attention et c'est là qu'ils cherchaient les fondements de leur puissance. Ils ne voulaient consentir à aucun sacrifice un peu considérable pour la libération de la Hongrie, qu'ils ne tenaient d'ailleurs pas pour une tâche facile. L'objet de leurs ambitions n'avait donc rien de commun avec l'objet des aspirations hongroises. L'antagonisme moral entre la nation et la famille régnante s'accrut encore quand, après que l'empereur eut, au cours d'une guerre qu'il n'avait pas voulue, infligée aux Turcs la première défaite en bataille rangée qu'ils eussent essuyée depuis longtemps (1664), la Cour conclut avec eux, afin d'avoir les mains libres, une paix

absurde où les intérêts de la nation étaient foulés aux pieds. Par la cession de forteresses, de nouveaux lambeaux furent ainsi arrachés du corps de la Hongrie et l'occupation étrangère atteignit son plus grand développement à l'heure où, à n'en pas douter, craquait déjà la force militaire de l'empire des Turcs. On eût dit que Léopold cherchait un accord avec l'ennemi séculaire des Hongrois afin de pouvoir anéantir plus aisément l'existence nationale de leur pays, plus affaibli que jamais. Abandonner les grandes tâches nationales, mettre en péril, avec la constitution fondée sur les ordres, la nationalité hongroise elle-même, tel était le but avoué des conseillers de Léopold ; mais cette politique aliéna aussi à la cour les magnats catholiques de Hongrie et les premiers seigneurs du royaume, les plus riches propriétaires fonciers — tous, sans exception, catholiques — se liguerent en vue d'un soulèvement armé contre le régime de Léopold. Mais derrière la ligue de WESSELÉNYI la vieille Transylvanie n'était plus là avec son armée, et c'est ainsi qu'au lieu de véritables combats il n'en sortit qu'une conspiration. En outre il manquait une tête au complot et pendant que les conspirateurs se cherchaient des relations en pays étranger, le mouvement fut découvert et les meneurs livrés au bourreau (1671).

Cette fronde offrait aux ministres de Léopold I^{er} une occasion favorable à la réalisation de leurs desseins, qui visaient à détruire la constitution hongroise et le système des Ordres. Ils confisquèrent les biens des conspirateurs, qui représentaient une fraction considérable du territoire de la Hongrie royale et mirent un gouverneur à la tête du gouvernement, à la façon des provinces héréditaires. Fidèles à leurs instructions, les généraux étrangers ne connaissaient aucun ménagement et les sentences de leurs « tribunaux sanglants » anéantirent la prospérité matérielle de la Haute-Hongrie. Étant, du point de vue dynastique, l'élément le moins sûr, ce furent les protestants qui eurent le plus à souffrir des mesures de « pacification » ; beaucoup d'entre eux ne durent leur salut qu'à leur conversion, nombre de leurs prêtres furent envoyés aux galères. Mais cet absolutisme non déguisé et qui menaçait la nationalité hongroise rencontra de nouveau une résistance armée. Elle suscita les

luttres des *kuruc* (nationalistes hongrois) et des *labanc* (partisans de l'empereur) qui durèrent pendant plus d'une génération et qui différaient grandement des insurrections organisées naguère sous les drapeaux des princes de Transylvanie.

Ce n'était pas la liberté religieuse, qui était la principale raison des combats livrés par Imre THÖKÖLY (né 1657, m. 1705) et par François II RÁKÓCZI (né 1676, m. 1735), mais la défense de la nationalité hongroise, et leur mobile sentimental était la haine croissante de l'Allemand, excitée par le gouvernement de Vienne avec sa politique de germanisation et par les Hongrois *labanc* qui le soutenaient, et dont on retrouve l'écho dans la poésie du temps.

Tandis que la résistance aux menées qui menaçaient l'existence nationale de la Hongrie pouvait s'appuyer autrefois sur les forces matérielles d'un Etat organisé dont ses alliances étrangères fortifiaient encore la position dans la politique internationale, les troupes des insurgés comprenaient les éléments les plus disparates : soldats sans pain, gentilshommes réfugiés, chassés de leur terres, soldats de fortune et propriétaires fonciers exaspérés par la politique de la Cour. Ainsi composée, cette armée n'était propre qu'à la petite guerre et si elle commença par remporter quelques succès, elle les dut à son enthousiasme, à la situation politique favorable, à la faiblesse de la résistance plutôt qu'à sa propre organisation. De pareils éléments n'étaient pas capables de former une armée régulière et bien organisée qui pût exécuter de grandes opérations militaires. Leurs combats n'eurent pas pour effet, tant s'en faut, de réunir tous les Hongrois dans le même camp. Une bonne partie des catholiques hongrois de l'ouest restèrent fidèles à l'idéal national, le rétablissement de l'unité hongroise, même quand THÖKÖLY, soutenu par le sultan et le roi de France, se fut emparé de la plus grande partie de la Hongrie royale et quand, à la Diète convoquée en 1681 par la Cour, que les guerres de Louis XIV avait rendue plus conciliante, il se servit de la majorité pour livrer le peuple, au point de vue religieux, à la merci des seigneurs terriens catholiques et pour assurer à l'Église catholique la possession de tous

les biens confisqués à d'autres Églises et dont l'arbitraire princier l'avait enrichie dans les dernières années.

La Hongrie était donc divisée en deux camps, et la plus grande partie du pays en guerre ouverte avec le souverain quand, presque à l'improviste, se réalisa le rêve que les Hongrois caressaient depuis si longtemps : le rétablissement de l'unité politique et territoriale. Pendant le dernier quart du xvii^e siècle, l'empire turc voulut remédier par des succès extérieurs, par des conquêtes, à la décadence qui se manifestait de plus en plus dans son sein. La Porte voulut continuer la politique de Soliman, et l'extension de la conquête redevenit le but de ses efforts. Mais en 1683, sous les murs de Vienne, il apparut clairement que la force de l'empire turc était ébranlée, et le siège se termina par un échec retentissant. Instruit par cette leçon, Léopold répondit à l'appel du pape et, soutenu par Venise et par les seigneurs allemands, rassembla toutes ses forces pour poursuivre la guerre contre les Turcs. Avec une rapidité prodigieuse, les armées impériales marchèrent de succès en succès. Les troupes de l'Europe centrale entière et nombre de volontaires venus des pays occidentaux accoururent sous les drapeaux de l'empereur. Les Brandebourgeois et les Bavaois eurent la part du lion dans la reprise de Bude en 1686 par CHARLES, DUC DE LORRAINE. Le commandant des armées impériales battit les Turcs en plusieurs grandes batailles et son successeur LOUIS, marquis DE BADE, avança jusqu'aux Monts Balkans. Les Turcs réussirent bien à repousser les conquérants et à atteindre encore une fois la ligne du Danube, mais le talent militaire d'EUGÈNE DE SAVOIE, qui à Zenta remporta sur les armées turques une victoire écrasante (1697), décida définitivement du sort de cette campagne de 16 ans. La paix (1699) ne laissa aux Turcs que l'angle formé par la Tisza, le Danube et le Maros, jusqu'à ce que Léopold réunît de nouveau la Transylvanie à la couronne de Saint-Etienne. Vingt ans plus tard, le Prince Eugène de Savoie délivra de la domination turque le dernier morceau du territoire hongrois et força la Serbie et la Valachie, anciens Etats feudataires de la Hongrie, à reconnaître la suzeraineté de celle-ci à Pojarevatz (1718). Après la mort de ce prince, la

Hongrie ne tarda pas à reperdre ces territoires, et la frontière naturelle de la ligne du Danube devint la frontière définitive de la monarchie des Habsbourg (Belgrade 1739).

Devant les victoires des armées impériales, les troupes des *kuruc* s'étaient dispersées, et beaucoup d'entre eux, voyant que l'on s'apprêtait sérieusement à délivrer le pays, prirent part à la lutte contre les Turcs. Le rétablissement de l'unité du pays fut sans contredit le mérite de la dynastie. Cette circonstance accrut énormément aux dépens des Ordres le pouvoir du souverain, ce qui se manifesta dès la Diète de 1687, qui annula la clause de la *Bulle d'Or* donnant aux soulèvements des Ordres un fondement juridique et mit fin à la royauté élective en fixant selon le droit de primogéniture la succession au trône dans la branche masculine des Habsbourg. Le souverain héréditaire était tenu seulement de signer lors de son couronnement une charte garantissant la constitution et les droits des Ordres. A cette même Diète, l'aristocratie catholique obtint, en récompense des services qu'elle avait rendus à la Cour, le droit d'ériger des fidej-commis.

Ses conseillers se hâtèrent d'employer le pouvoir prépondérant du souverain pour réaliser leurs anciens projets : centraliser l'absolutisme et dénationaliser le Royaume. Leurs efforts étaient favorisés par le fait que dans la majeure partie du pays il fallait organiser à nouveau tout l'appareil économique et gouvernemental sur les territoires reconquis. Sur le conseil du cardinal Léopold KOLLONICS, archevêque d'Esztergom, un des plus odieux ennemis des Hongrois, cet immense territoire, — où le peu de civilisation laissé par les Turcs avait été presque entièrement anéanti par la guerre de libération, par les excès des mercenaires étrangers et par les dévastations des Tartares, les troupes auxiliaires des Turcs, — fut traité comme une nouvelle province que l'on aurait conquise par les armes. Les familles hongroises nobles ne purent rentrer en possession de leurs domaines ancestraux que si elles étaient à même de produire des pièces à l'appui de leur requête et à condition de payer la taxe fixée à titre de frais de libération. Pour décider au sujet des prétentions de ces nombreuses familles hongroises, aux-

quelles l'invasion turque avait fait perdre tout leur avoir, et qui durant plusieurs générations, avaient servi dans la guerre contre les conquérants païens ou attendu dans quelque petite ville de la Haute-Hongrie la libération de leurs domaines, on créa une commission formée d'étrangers, la *neoacquistica commissio*. D'immenses territoires situés dans le bas-pays ou pris sur les domaines confisqués par l'Etat après la répression du soulèvement *kuruc* furent distribués par la Cour en guise de récompenses à des généraux étrangers, des favoris, et autres individus qui s'étaient acquis quelque titre à la reconnaissance de la dynastie, ainsi qu'à des officiers et des fonctionnaires pour les arrérages de leur solde ou paiement et enfin à des fournisseurs militaires dont la créance n'avait pas été payée. Le dépeuplement était tel qu'il en résulta un état de choses rappelant les premières années du moyen-âge, quand la valeur d'un domaine ne dépendait pas de son étendue ou de la qualité des terres, mais de la main-d'œuvre, c'est-à-dire de la population qui s'y rencontrait. Il se forma une nouvelle aristocratie agraire qui ne devait se magyariser que beaucoup plus tard. Cette malsaine répartition de la propriété foncière, jamais corrigée depuis lors, qui distingue le bas-pays hongrois et la Transdanubie et qui est caractérisée par des domaines si vastes et si nombreux que nulle part on ne saurait en trouver l'équivalent en étendue et dans une pareille proportion, date des cent premières années après la libération de la Hongrie. C'est une des conséquences funestes de l'occupation turque.

Une autre conséquence désastreuse de cette conquête si fatale à la Hongrie fut le changement dont elle fut l'occasion dans la proportion des nationalités. Si plus tard, sous l'effet des principes libérateurs de la révolution française, la question des nationalités revêtit en Hongrie une forme si dangereuse qu'elle finit par mener un État millénaire à la malheureuse situation où nous le voyons aujourd'hui, la faute en est à ce grand mouvement de colonisation qui à la vérité ne fut pas dirigé par Vienne dans un esprit de bienveillance à l'égard des Hongrois, mais qui, étant donné la décroissance de la population magyare, n'aurait guère pu prendre un autre cours, même si la Cour avait été mieux

disposée à l'endroit des Hongrois. Le mouvement de colonisation commença par l'établissement des Serbes, qui eut lieu en 1690, pendant la guerre d'affranchissement, quand les troupes impériales furent contraintes, par une contre-attaque des Turcs, de reculer derrière la ligne qui s'étend des Balkans au Danube et à la Save. Craignant la vengeance des Turcs, les Serbes qui s'étaient soulevés lors de l'avance des Impériaux, se retirèrent avec eux sous la conduite du patriarche d'Ipek ; 36.000 familles serbes s'établirent sur les confins méridionaux du pays, afin de pouvoir, à l'occasion, retourner dans leur patrie. Une lettre patente de l'empereur les investit d'une large autonomie religieuse, que par la suite, avec l'appui des autorités de Vienne, ils étendirent au domaine politique aux dépens de l'administration des comitats hongrois. L'indépendance territoriale fut d'ailleurs, dès les premiers temps, le but de tous leurs efforts. Pour leur assurer une situation spéciale, les autorités centrales de Vienne, qui désiraient restreindre le plus possible le ressort administratif du comitat, firent de la région occupée par eux, le long de la ligne qui formait alors la frontière méridionale du pays, de la Save à la vallée du Maros, un territoire administratif spécial. Ce territoire appartenait à la zone défensive qui dépendait du Conseil de guerre de la Cour et qui, avec le système, commencé au xvi^e siècle, des garde-frontières croates, avec les régiments croates et vers l'est les régiments allemands et roumains, s'étendait tout le long de la frontière méridionale. Les garde-frontières recevaient des domaines héréditaires en échange desquels ils devaient prendre les armes en cas de guerre. Sur la zone défensive, c'était aussi du Conseil de guerre de Vienne que dépendait l'administration.

Vers l'est, la population roumaine se répandait de plus en plus. Jouissant des privilèges accordés aux colons, les Roumains émigraient en masse des régions montagneuses de la Transylvanie vers la vallée des affluents de la Tisza, le Maros, les trois Kőrös et le Szamos, sur des territoires habités autrefois par une population purement hongroise et où maintenant leur arrivée était bien accueillie, même par d'autres que les bureaux de la Cour, le plus

grand propriétaire foncier. Le vide que leur départ laissait en Transylvanie fut amplement rempli par l'immigration qui, fuyant l'effroyable oppression des principautés roumaines, se dirigea vers le territoire de la Transylvanie, plus avancée aux points de vue économique et intellectuel et où déjà, au temps des princes et grâce à leur appui, étaient nés les premiers produits de la littérature roumaine. Le territoire participant au développement national se trouva ainsi diminué d'une large zone en bordure de la frontière méridionale, zone dont les habitants, soutenus par la dynastie et les autorités de Vienne, ne cessèrent jamais d'opposer leurs aspirations séparatistes aux buts nationaux des Hongrois.

C'est ce qui apparut dès les premières années, lors du soulèvement de FRANÇOIS II RÁKÓCZI, provoqué par les mesures anti-nationales du gouvernement qui frappaient également toutes les classes de la population hongroise.

Non seulement la noblesse, mais les paysans eux-mêmes avaient à souffrir des mesures prises par Kollonics. Les charges entraînées par la guerre d'affranchissement pesaient d'un poids effroyable sur les épaules des serfs. La paix une fois rétablie, les impôts institués à l'arbitraire et l'entretien d'une soldatesque étrangère installée dans le pays et qui ne connaissait aucun ménagement, avaient réduit les paysans à la mendicité. Pour combler la mesure, le protestantisme était persécuté sur ces territoires dont les habitants, qui au temps de l'occupation turque jouissaient d'une entière liberté religieuse, suivaient tous sans exception les doctrines de la Réforme. C'est pourquoi, à l'époque de la guerre de succession d'Espagne, quand les troupes impériales eurent été retirées du pays pour combattre contre Louis XVI, et que RÁKÓCZI, allié au roi de France, se mit à la tête des mécontents sortis de toutes les couches de la nation, le pays ne lui opposa presque aucune résistance, et tomba entièrement entre ses mains. Élu prince et chef par les « Ordres alliés », il fut aussi proclamé prince par les Transylvains (1705), pendant que, sous la pression du roi de France, les Habsbourg étaient déclarés déchus du trône de Hongrie (Assemblée d'Ónod). Les victoires rempor-

tées sur les Français par le prince Eugène de Savoie, qui accrurent dans une mesure considérable le poids de la puissance des Habsbourg dans la politique européenne, décidèrent du sort de l'insurrection hongroise. C'est grâce à la nature conciliante de Joseph I^{er} que fut signée la paix de Szatmár (1711), conclue par János PÁLFFY, général des troupes de l'empereur, avec Sándor KÁROLYI, général *kuruc*, en l'absence de Rákóczi qui cherchait des secours à l'étranger; non seulement l'empereur accordait une amnistie à tous les *kuruc* qui rentraient dans le devoir, mais il promettait de nouveau la liberté religieuse et le retour au régime constitutionnel. Rákóczi lui-même et un certain nombre de ses partisans ne reconnurent pas cette paix et préférèrent l'exil, d'abord en France et plus tard en Turquie, abandonnant entre les mains de la Cour des domaines d'une immense étendue.

BIBLIOGRAPHIE

Sur l'époque de la double royauté, voir Pál JÁSZAY, *A magyar nemzet napjai a mohácsi vész után* (Comment vécut la nation hongroise après le désastre de Mohács), Pest, 1846; Stanislas SMOLKA, *Ferdinand I. Bemühungen um die Krone von Ungarn*, Archiv f. öst. Gesch., t. LVII; Árpád KÁROLYI, *Adalék a nagyváradi béke és az 1536-1538 évek történeléhez*. (Contribution à l'histoire de la paix de Nagyvárad et des années 1536-1538), Budapest, 1879; sur l'époque de la formation de la principauté de Transylvanie: Alphonse HUBER, *Die Erwerbung Siebenbürgens durch König Ferdinand I. im J. 1551 und Bruder Georgs Ende*, Vienne, 1889.

Ferenc SALAMON a donné un beau tableau de l'occupation turque: *Magyarország a török hódoltság korában* (La Hongrie au temps de la domination turque), 2^e édition, Budapest, 1886. Sur la même époque, principalement sur la vie militaire, mais aussi sur toutes sortes de questions se rapportant à la civilisation de ce temps, Sándor TAKÁTS a écrit toute une série d'ouvrages: *Rajzok a török világból* (Tableaux du régime turc), t. I-III, Budapest, 1915-1917; *Régi magyar kapitányok és generálisok* (Anciens capitaines et généraux hongrois), Budapest, 1922; *Régi magyar asszonyok* (Dames hongroises d'autrefois), Budapest, 1914. Sur les pachas de Bude, voir: A. TAKÁTS, F. ECKHART et Gy. SZERFÜ: *A budai basák magyar nyelvű levelezése* (La correspondance en langue hongroise des pachas de Bude), t. I, 1553-1589, Budapest, 1915.

Sur l'administration du royaume de Hongrie nous n'avons que quelques monographies se rapportant à telle ou telle période, et qui sont fondées non pas sur la pleine connaissance de la vie officielle mais sur les instructions données aux fonctionnaires, par exemple: Théodore MAYER, *Das Verhältnis der Hofkammer zur ungarischen Kammer bis zur Regierung Maria Theresias*, Mitt. d. Inst. f. öst. Geschf. 1913; en outre: István R. KISS, *A magyar helytartótanács I. Ferdinánd korában és 1549-*

1551. évi leveleskönyve (Le conseil de lieutenance hongrois au temps de Ferdinand I^{er} et son épistolier des années 1549-1551), Budapest, 1908. Sur les finances et la situation économique, voir : Ignác ACSÁDY, *A pozsonyi és szepesi kamarák 1565-1604-ig* (Les Chambres fiscales de Presbourg et de Szepes de 1565 à 1604), Budapest, 1894 ; du même : *Közgazdasági állapotaink a 16. és 17. században* (Notre situation économique aux xvi^e et xvii^e siècles), Budapest, 1889 ; *Magyarország pénzügyei I. Ferdinánd uralkodása alatt* (Les finances de la Hongrie sous le règne de Ferdinand I^{er}), Budapest, 1888, et d'autres études moins étendues. Sur la bibliographie se rapportant au gouvernement central, voir : Gyula SZÉKFI, *Az osztrák központi kormányzatok történetének irodalma* (Bibliographie de l'histoire des organes du gouvernement central autrichien), *Történeti Szemle* I, et FELNER-KRETSCHMAYR, *Die österreichische Zentralverwaltung vom Max I bis 1749*. I. Abt., Vienne, 1907, œuvre d'ensemble, bien que présentant beaucoup de lacunes. Sur les affaires militaires, voir : Sándor TAKÁTS, *A magyar gyalogság megalakulása* (La formation de l'infanterie hongroise), Budapest, 1908.

L'histoire de la Transylvanie est l'objet d'une riche littérature, due en premier lieu à la plume de Sándor SZILÁGYI. C'est lui qui publia *Az erdélyi országgyűlési emlékek* (Les documents de la Diète transylvaine), 1540-1699, en 21 volumes. Budapest, 1875-1898, la source historique la plus importante qui se rapporte à l'État transylvain. Il écrivit *Erdély története, különös tekintettel művelődésére* (Histoire de la Transylvanie considérée spécialement du point de vue de la civilisation), Pest, 1866, et consacra des études approfondies à l'époque des Rákóczi sur laquelle il publia plusieurs recueils de documents. Le résultat de ses travaux est une double biographie : I. *Rákóczy György*. Budapest, 1893 et II. *Rákóczy György*, Budapest, 1891. Un beau tableau de la Transylvanie au temps des Báthory nous est donné par Sándor MIKA, *Mihály Weiss (M. Tört. Eletr.)*. Sur les résultats territoriaux de la politique dynastique, voir : Imre LUKINICH, *Erdély területi változásai* (Les changements territoriaux de la Transylvanie), Budapest, 1918. L'étude critique la plus récente sur les relations politiques extérieures de ce pays est celle de Roderich GOOSS, *Oesterreichische Staatsverträge, Fürstentum Siebenbürgen*, Vienne, 1911. — Sur l'influence du protestantisme hongrois chez les Roumains de Transylvanie voir Mario ROQUES : *Palia d'Orăstie*. Paris, 1925 (Introduction).

Sur la réforme, voir : Mihály ZSILINSZKY, *A magyar protestáns egyház története* (Histoire de l'Eglise protestante hongroise), Budapest, 1907, et Jenő ZOVÁNYI, *A reformáció története Magyarországon 1563-ig* (Histoire de la réforme en Hongrie jusqu'en 1563), Budapest, 1922. La meilleure bibliographie dans le cadre d'un court résumé se trouve chez Imre RÉVÉSZ, *A magyarországi protestantizmus történelme* (Histoire du protestantisme hongrois), Budapest, 1925. Voir aussi l'étude de Lajos RÁCZ, *L'inspiration française dans le protestantisme hongrois*, I, II, III. *Revue des Études hongroises*, 1925 [t. III], pp. 11-20, 255-268 ; 1927 [t. V], pp. 115-124. Sur la seconde moitié du xvi^e siècle, mais particulièrement sur le début du xvii^e, les sources les plus importantes sont les *Magyar Országgyűlési Emlékek* (Monuments des Diètes hongr.), 1526-1606, publiés sous la direction de Vilmos FRAKNÓI et plus tard de Árpád KÁROLYI, 12 volumes. Bpest, 1874-1917 ; dans l'introduction des tomes XI-XII, Károlyi traite d'une manière magistrale l'histoire générale de l'époque de Bocskay. Du même auteur : *A huszonkettedik arlikulus* [L'article vingt-deux] (1604 :

XXII), Budapest, 1889 ; du même Árpád KÁROLYI, *Az ellenreformáció kezdetei és Turzó György nádorrá választása* (Les commencements de l'anti-réformation et l'élection de Georges Turzó à la dignité de Palatin), Századok, 1919. Sur Pázmány voir : Vilmos FRAKNÓI, *Pázmány Péter*, Budapest, 1886 (*Tört. Életr.*) ; sur l'antagonisme entre la Hongrie occidentale et la Hongrie orientale, Gy. SZEKFÜ, *Der Staat Ungarn*. (L'Etat hongrois). Berlin-Stuttgart, 1918.

Dans le même ouvrage, l'époque de Léopold I^{er} est caractérisée d'une manière approfondie. Sur ce sujet, l'ouvrage de Huber est continué par Oswald REDLICH, dans *Oesterreichs Grossmächtsbildung in der Zeit Leopolds I*, Gotha, 1921 ; voir encore Gyula PAULER, *Wesselényi Ferenc nádor és társainak összeesküvése* (La conspiration du palatin François Wesselényi et de ses compagnons), I-II, 1664-1671. Budapest, 1876 ; sur la guerre de libération : Árpád KÁROLYI, *Buda és Pest visszavívása 1686-ban* (La reprise de Bude et de Pest en 1686), Budapest, 1886 ; Alfred ARNETH, *Prinz Eugen von Savoyen*, I-III, Vienne, 1858 ; sur les réformes de Kollonics : Théodore MAYER, *Verwaltungsreform in Ungarn nach der Türkenzeit*, Vienne, 1911.

Parmi les nombreux ouvrages consacrés à l'époque des *kuruc*, voir : Dávid ANGYAL, *Thököly Imre*. Budapest, 1889. *Tört. Életr.* A mentionner surtout les travaux très étendus, mais qui doivent être consultés avec critique, de Kálmán THALY, outre ses innombrables articles et publications dans les revues *Századok* et *Történelmi Tár*, citons de lui : *Archivum Rakoczianum* (Had-és Belügy [affaires militaires et intérieures], I-X et Diplomácia I-III), Budapest, 1873-1889 ; une édition des sources relatives à l'époque des *kuruc* est : Ocskay László, *II. Rákóczi Ferenc fejedelem dandárnoka és a felsőmagyarországi hadjáratok* (Ladislas Ocskay, colonel-brigadier du prince François Rákóczi II, et les campagnes en Haute-Hongrie (1703-1710), I-II, 2^e édition, Budapest, 1906, et *Gróf Eszterházy Antal kurucgenerális lábori könyve*. (Le livre de camp du comte Antal Eszterházy, général kuruc, 1706-1709), Budapest, 1901 ; comme œuvres d'ensemble : Sándor MÁRKI, *II. Rákóczi Ferenc*, I-III, Budapest, 1907-1910, et Baron HENGELMÜLLER, *Franz Rákóczi und sein Kampf für Ungarn* (1703-1711). I, Stuttgart, 1913. Sur l'époque postérieure à l'échec du soulèvement, voir : Gyula SZEKFÜ, *A szárműzött Rákóczi* (Rákóczi en exil) [1715-1735], Budapest, 1913 ; sur la conclusion de la paix : Imre LUKINICH, *A szatmári béke története és okirattára* (Histoire de la paix de Szatmár et documents s'y rapportant), Budapest, 1925.

Sur la formation de la grande propriété, voir : Péter AGOSTON, *A magyar világi nagybirtok története* (Histoire de la grande propriété laïque en Hongrie), Budapest, 1913. Sur les régions frontières, voir : I. H. SCHWICKER, *Geschichte der österreichischen Militärgrenze*, Vienne, 1883 (cf. *Századok*, 1884) ; sur les Serbes : I. H. SCHWICKER, *Politische Geschichte der Serben in Ungarn*, Budapest, 1880, du même, sur les colonies allemandes : *Die Deutschen in Ungarn und Siebenbürgen*, Vienne, 1881, et Lajos BARÓTI, *A bánási legrégibb német település története* (Histoire de la plus ancienne colonisation allemande dans le Banat), Temesvár, 1892 ; sur les colonies roumaines et les mouvements ethniques au delà de la Tisza : István GYÖRFFY, *A feketekörösvölgyi magyarság települése* (La colonisation hongroise dans la vallée du Feketekörös), Budapest, 1914, *Földrajzi Közöny* (Revue géographique), *Dél-Bihar népe-sedési és nemzetiségi viszonyai negyedfélszáz év óta* (La situation de la

partie sud du comitat de Bihar au point de vue du peuplement et des nationalités depuis quatre siècles et demi), Budapest, 1915 (Földr. Közl.) et *Nagykunsági Krónika* (Chronique de la Grande-Comanie), Karcag, 1922. — Sur les conséquences de l'occupation turque voir : D. SZENT-IVÁNYI, *L'occupation turque en Hongrie et ses conséquences sur l'évolution ultérieure du pays*. Revue des sciences politiques, 1926, pp. 513-534. Sur l'histoire de la propriété foncière en Transylvanie et les mouvements ethniques voir : János SZÉKELY, *La réforme agraire en Transylvanie et l'histoire*. Paris, 1927 (A paru aussi dans la *Revue des Études hongroises* 1927).

CHAPITRE VI

L'ÉPOQUE DE LA PRÉPONDÉRANCE DU POUVOIR ROYAL.

Avec la paix de Szatmár (1^{er} mai 1711) commence une nouvelle époque, caractérisée par la prépondérance du pouvoir souverain, et qui se termine à l'heure où le régime des Ordres commence à se transformer dans un sens plus moderne. L'insurrection de Rákóczi, ou plutôt la sagesse de la Cour, avait bien, en principe, remis en vigueur le régime des Ordres, mais cette circonstance fut absolument incapable d'affaiblir la prépondérance du pouvoir royal dans le droit public hongrois. Au cours de leur évolution, toutes les grandes nations de l'Europe ont passé par l'ère de l'absolutisme, et ce n'est que grâce à l'absolutisme qu'elles ont réussi à former des Etats unifiés. La Hongrie, la langue et la mentalité hongroise même, dut franchir cette étape sous une dynastie étrangère qui, au lieu de se proposer le développement national du pays, ne considérait celui-ci que comme un moyen pour servir ses ambitions et créer dans ses Etats plus avancés et plus riches les instruments qui devaient assurer sa position de grande puissance. C'est ainsi que le progrès qui, après la paix de Szatmár, se manifesta en Hongrie sur tous les terrains, ne signifia pas en même temps le raffermissement de la nationalité hongroise.

Rien n'est plus caractéristique du changement survenu dans la position des Habsbourgs que la nouvelle loi de succession au trône, la *Pragmatic Sanction*, appelée à servir de base à leur situation de grande puissance en créant un lien permanent entre la Hongrie et les provinces héréditaires. La loi adoptée par la Diète de 1723 ne signifiait pas

simplement l'acceptation de la loi dynastique de l'année 1713, œuvre du dernier des Habsbourgs, Charles III, mais l'expression légale des rapports de liaison entre les plus anciens Etats de cette famille. La Diète ne déclare pas seulement que si la branche masculine de la dynastie venait à s'éteindre les filles de Charles et leurs descendants hériteraient du trône selon le droit de primogéniture, en sorte qu'elle renonce de nouveau au droit d'élire le roi tant qu'il reste en vie un seul descendant des filles de Charles III, mais elle déclare aussi que, les rois de Hongrie étant en même temps archiducs autrichiens, les provinces héréditaires et la Hongrie doivent être gouvernées « en commun », comme un tout « indivisible et inséparable ». Pour la première fois, la *Pragmatique Sanction* établit sous forme de loi que la Hongrie et les provinces héréditaires sont liées, indépendamment de la communauté de dynastie, par des intérêts communs ou, comme elle le dit en propres termes, par les intérêts de la défense commune. Mais les rapports de l'Autriche avec la Hongrie n'étaient pas réglés par cette loi. Charles III ne permit pas aux Ordres hongrois et autrichiens de discuter ensemble cette question, bien que les Hongrois en eussent exprimé le désir. La loi déclare, il est vrai, que les souverains héréditaires doivent maintenir le régime des Ordres et se faire couronner, mais elle n'en fait pas une condition à la succession au trône, liée exclusivement à la souveraineté sur les provinces héréditaires d'Autriche, c'est-à-dire à la possession de toute la puissance dont disposait la maison de Habsbourg. Quel était le poids de cette puissance et quel avantage en pouvait résulter pour le royaume, c'est ce que les Ordres hongrois avaient appris à connaître lors de la libération du territoire.

Les nouvelles tâches que la libération de la Hongrie imposait à l'administration appelaient une nouvelle organisation gouvernementale ; celle-ci tenait bien compte, en théorie, de la situation spéciale du royaume, mais en fait elle subordonnait entièrement aux autorités de Vienne les principales manifestations de la vie de l'Etat hongrois. Entre tous les bureaux organisés au temps de Charles III, la Chancellerie royale de la Cour était l'autorité la plus

haute ; elle siégeait à Vienne et adressait au souverain les propositions qui se rapportaient aux affaires découlant des droits régaliens (nominations, dotations, recours en grâce, etc.), transmettait les rapports et propositions des autorités hongroises, auxquelles elle communiquait les décisions et ordonnances royales. C'était elle qui correspondait avec les autorités de la Cour, dont le ressort, en certaines affaires, s'étendait à tout le territoire de la monarchie, comme celui du Conseil de guerre, celui de la Chancellerie de la Cour, qui dirigeait les affaires étrangères, et celui de la Chambre aulique, qui réglait les affaires d'argent et de crédit et les affaires des mines et gérait les biens du Trésor, immensément accru depuis la libération du pays. Le Conseil du gouverneur, fondé à Presbourg et transporté à Bude au temps de l'empereur Joseph, dirigeait toutes les affaires intérieures de la Hongrie et servait d'intermédiaire entre le roi, ou plutôt la Chancellerie, et les autorités locales, comitats et villes, chargées de l'exécution des lois et décrets, excepté dans les affaires d'argent, de douane, de colonisation et en général les affaires économiques ou intéressant les domaines du Trésor. Celles-ci continuèrent à ressortir à la Chambre hongroise instituée sous Ferdinand et qui, malgré le titre sonore de Chambre « aulique » que lui accorda Marie-Thérèse, continua comme par le passé à dépendre de la Chambre aulique de Vienne avec laquelle elle était en rapports immédiats. Etant responsables devant le roi et non devant les Ordres, toutes ces autorités ou, comme on les nommait alors, ces *dicasteria* tombèrent sous la dépendance des autorités de Vienne que le roi consultait avant de prendre une décision, dans les affaires hongroises aussi bien qu'autrichiennes. Cette dépendance prit le caractère d'une véritable institution lorsque, à l'effet d'unifier les principes gouvernementaux de la monarchie entière, Marie-Thérèse créa le Conseil d'État (*Staatsrath*), à la décision duquel étaient soumises, de quelque nature qu'elles fussent, les affaires les plus importantes de toutes les autres autorités.

Par suite des lacunes de la législation, certaines catégories d'affaires finirent par appartenir entièrement au ressort

d'autorités centrales étrangères. C'est ainsi qu'au XVIII^e siècle, à l'époque de l'essor commercial, le rôle du Conseil de lieutenant, qui constituait en Hongrie l'autorité centrale, ne consista plus, dans les affaires économiques — dont l'importance croissait de jour en jour — qu'à se procurer auprès des autorités des comitats les informations que lui demandaient — quand ils le jugeaient bon — le Conseil économique de la Cour (*Hofkommerzienrat*), organisé en vue de diriger la politique économique de la monarchie entière, et plus tard, quand ce Conseil eut été supprimé, la Chancellerie tchéco-autrichienne de la Cour. Le conseil élaborait toutes les mesures propres à influencer essentiellement tout le développement économique du pays et les soumettait à la décision du roi par la voie du Conseil d'Etat.

Il en était exactement de même de la Transylvanie, encore séparée de la mère-patrie et qu'étaient chargés de gouverner deux bureaux dépendant de la cour de Vienne : celui de la Chancellerie transylvaine et celui du *Gubernium*. D'autres territoires n'étaient pas soumis, même pour la forme, aux autorités hongroises et dépendaient directement des bureaux de la Cour : par exemple le *Banat*, dont le repeuplement et le développement économique prenaient des proportions de plus en plus grandes et qui ne fut rattaché au pays qu'en 1778, sous Marie-Thérèse, et les marches méridionales dont nous avons parlé plus haut.

Ainsi donc le souverain lui-même, à l'aide de ces organes, dirigeait l'administration. Jouissant d'un pouvoir absolu, il suivait souvent ses propres vues, même quand elles divergeaient de celles de ses conseillers. C'est en vain qu'aux Diètes les Ordres protestaient contre ce gouvernement exclusivement royal et déposaient des projets de loi insistant sur l'indépendance du pays ; pour mettre fin à cet état de choses, ils ne disposaient d'aucune puissance effective.

Rien peut-être ne montre mieux en quelle dépendance se trouvait le royaume, que les mesures qui furent prises dans l'intérêt de la défense nationale. Sur les instances de la Cour, la Diète de 1715 décida la création d'une armée permanente, les troupes fournies par la levée des nobles en

cas de guerre n'étant comparables aux troupes mercenaires permanentes ni pour l'équipement ni pour la formation militaire. Malgré leur valeur problématique, les devoirs militaires de la noblesse furent maintenus. Pour assurer l'entretien de la nouvelle armée, on projeta un nouvel impôt qui pesait sur les serfs. Aucune autre mesure ne fut prise, et c'est ainsi que les régiments hongrois formèrent une partie de l'armée impériale et royale avec l'allemand comme langue de commandement, et qu'ils dépendirent exclusivement du Conseil de guerre de Vienne bien que, d'après la loi, le Palatin (*nádor*) eût dû être le commandant en chef de l'armée hongroise. Les Ordres exprimèrent fréquemment le vœu de voir des gentilshommes hongrois parvenir aux hautes charges militaires, mais la dynastie étrangère n'avait pas confiance en la noblesse hongroise et les cadres furent remplis par des Allemands, des Croates et d'autres Slaves, avec un très petit nombre de Hongrois. Que les affaires étrangères fussent réglées exclusivement à Vienne, c'est ce que les Ordres eux-mêmes trouvaient parfaitement naturel ; ils se contentaient de demander — en vain, cela va sans dire — à être admis dans la Chancellerie d'État, qui s'occupait de ces questions.

Ces dédains n'ébranlèrent même pas les Ordres hongrois dans leur fidélité à la dynastie ; lorsque le trône de Marie-Thérèse fut menacé de tout côté par l'ennemi et que la dynastie se trouva dans le plus grand péril, ils remplirent consciencieusement les obligations qu'ils avaient assumées dans la Pragmatique Sanction. La Diète de Presbourg de 1741 et les événements qui la suivirent furent d'éclatants témoignages des loyaux sentiments des Hongrois. Les régiments hongrois fournis par les aristocrates, les hussards hongrois et les pandours croates en particulier, furent pour beaucoup dans l'heureuse issue de la guerre contre les Bavares et les Français, bien qu'ils ne pussent remporter aucun succès particulièrement remarquable sur l'ennemi principal, le roi de Prusse Frédéric II.

L'évolution pacifique, qui n'empêchait pas les droits des Ordres d'être maintenus pour la forme, et la transformation du système absolutiste, qui atteignit de grands succès sous

la reine Marie-Thérèse, dont l'influence personnelle était des plus grandes, empêchaient une grande partie des membres des Ordres d'apercevoir la véritable portée de la politique centralisatrice de la Cour, d'autant plus que l'ancienne constitution avait à peine changé ; les aristocrates continuaient à remplir dans les Ordres les principales dignités, mais sans pouvoir exercer aucune influence sur la conduite de la grande politique. Le palatin, le grand justicier et le *personalis* portaient des titres sonores, mais ne jouaient aucun rôle politique. Le Palatin, à titre de président du Conseil de lieutenance, et le *personalis* qui dirigeait les Diètes à titre de président de la Chambre royale, devinrent des fonctionnaires du roi qui faisaient valoir dans l'intérêt de la dynastie leur influence auprès des Ordres. L'aristocratie recherchait les bonnes grâces de la cour, qui gagnait à elle ses membres en leur distribuant des titres et des biens ; elle vivait dans la résidence de la Cour, dont elle rehaussait l'éclat par ses dépenses ; elle contribua pour une large part au développement de la ville de Vienne. Grâce à ces relations constantes avec la Cour, elle l'emporta sur les autres Ordres en influence politique et en culture intellectuelle, mais elle se dénationalisa. Au commencement du XIX^e siècle, c'est à peine si parmi les membres des grandes familles hongroises quelques-uns savent le hongrois, et les idéals de la grande masse de la nation ne sont pas les leurs.

Le haut clergé qui, avec ses grands domaines, recouverts par lui en entier après l'expulsion des Turcs, exerçait une importante influence politique, n'était pas moins attaché à la Cour, dont la politique en matière de religion était tout à fait conforme à ses désirs. La résolution royale de 1731 et la persécution systématique des protestants contribuèrent grandement à la victoire définitive de la contre-réforme qui fit de la religion catholique la religion d'État, et du pays le royaume de la Sainte-Vierge : *Regnum Marianum*. Il n'était permis aux protestants d'avoir des prêtres et de célébrer publiquement le service divin que dans les grandes villes, les lieux dits *inarticulés* ; ils étaient d'ailleurs soumis aux prêtres catholiques et tenus de célébrer les fêtes de l'Eglise romaine. Ils n'obtenaient aucun office ou fonction publique,

Cette situation rendit les protestants soupçonneux et sectaires, ce qui influença défavorablement la vie intellectuelle de leurs Eglises. Beaucoup plus tard, l'effet de la politique religieuse de la Cour se faisait encore sentir.

Seule la noblesse défendait le régime des Ordres avec fidélité et conviction. Elle dominait, comme elle avait fait jusqu'alors, dans la vie politique des comitats, où elle élisait ses députés à la Diète (deux par comitat) et leur donnait ses instructions, sur lesquelles ils devaient régler leur conduite vis-à-vis des propositions royales. De cette manière, c'était dans les comitats que se décidait la conduite des Ordres. Le comitat, dont la noblesse élisait dans son propre sein les officiers, était en même temps l'autorité chargée d'exécuter les lois et les ordonnances royales. Non seulement les assemblées des comitats envoyaient au roi des adresses pour protester contre les mesures qu'elles considéraient comme illégales, mais souvent même elles en différaient l'exécution. Ces adresses permettent de mesurer combien la noblesse hongroise, qui résidait continuellement sur ses terres et ne s'occupait que de les faire valoir, était arriérée dans son développement intellectuel. Avec un certain formalisme juridique, la rhétorique latine faisait toute sa culture. La lutte incessante contre un gouvernement étranger l'empêchait de s'élever à des vues politiques plus hautes et ne lui permettait pas d'apercevoir les réformes qui, dans la plus grande partie de l'Europe, s'accomplissaient dans la société. Par malheur, en luttant pour la constitution, la noblesse défendait aussi les privilèges des Ordres, qui entravaient le développement de la nation. Mais tandis qu'ailleurs la défense des droits des Ordres ne signifiait pas autre chose qu'un attentat contre l'ensemble de la nation, — en défendant la constitution hongroise la noblesse remplissait une mission importante : elle rendait de nouveau possible le développement d'un État national.

Il manquait à la Hongrie un Tiers-État qui comptât pour quelque chose, une bourgeoisie qui pût appuyer la Cour dans ses efforts centralisateurs et ses essais de réformes, qui s'étendaient à tous les domaines de la vie

publique et économique. Les bourgeois des petites villes de la Haute-Hongrie et des villes « saxonnnes » de la Transylvanie ne pouvaient se comparer à la bourgeoisie citadine de l'Europe occidentale ni pour l'aisance ni pour la culture. Leur revenu, à cette époque encore, était constitué en premier lieu par la terre qu'ils possédaient sur les confins de la ville ; le commerce et l'industrie n'étaient pour eux qu'une occupation secondaire. Même pour une ville comme Sopron (Oedenburg), qui comptait pourtant au nombre des plus avancées, le bien-être matériel dépendait de la production du vin et des possibilités de placement. Au XVIII^e siècle, alors que par toute l'Europe, sous l'effet du mouvement capitaliste commençant, la culture économique et intellectuelle de la bourgeoisie urbaine croissait dans des proportions énormes, en Hongrie au contraire elle s'affaiblissait très nettement. Le faible rendement des mines de la Haute-Hongrie, qui commençaient à s'épuiser, puis des crises économiques dont la politique extérieure était la cause principale, enfin la politique économique de Vienne, amenèrent l'appauvrissement de la bourgeoisie urbaine. La prise de la Silésie par la Prusse et la guerre douanière ou plutôt la fermeture complète des frontières qui en fut la suite, entre la monarchie des Habsbourgs et Frédéric le Grand, la décadence, puis le partage de la Pologne, et l'acquisition de la Galicie, dont les autorités viennoises réussirent à fermer le territoire aux produits hongrois, ruinèrent le commerce du vin, jadis florissant, et de nombreuses branches du commerce de transit auxquels les bourgeois des petites villes se livraient avec leurs voisins septentrionaux. De nouveaux éléments s'introduisirent dans ces bourgs, autrefois orgueilleux de leurs privilèges, et dont la décadence économique facilita l'absorption par la population slovaque environnante. La perte de l'indépendance de la Transylvanie et le rattachement de ce pays au ressort des bureaux centraux, qui se souciaient peu des intérêts des diverses provinces et ne favorisaient que le développement économique de l'Autriche, s'accomplirent aux dépens des habitants des villes saxonnnes de Transylvanie dont les relations commerciales avec les Balkans, jadis très animées, furent presque entièrement

rompues et qui virent plus d'une branche florissante de leur industrie textile tomber en décadence par suite de l'importation des produits étrangers. Les malencontreuses conventions commerciales conclues avec l'empire ottoman, qui assuraient aux sujets turcs des avantages douaniers et un traitement plus favorable et dont la situation politique extérieure empêchait la modification, car on craignait de jeter la Porte dans le camp de Frédéric le Grand, scellèrent le sort de la bourgeoisie urbaine, dont l'existence était déjà des plus difficiles. Des marchands et des entrepreneurs grecs (koutzovalaques), serbes et arméniens émigrés des Balkans inondèrent le pays ; soit individuellement, soit groupés en grandes sociétés, ils s'emparèrent de tout le commerce, principalement sur les territoires du bas-pays naguère occupés par les Turcs et dont l'importance croissait de plus en plus, par suite de la colonisation et du développement économique. Il n'y eut pas une commune de quelque importance où ne s'établît un Grec ; quant aux domaines seigneuriaux, le rôle des marchands y était tenu par les Juifs. Il fallut de longues années pour que cet élément, étranger par l'origine et la culture, pût se sentir quelque chose de commun avec la population hongroise et devenir un facteur de l'évolution nationale.

La situation de la classe inférieure de la société féodale, celle des serfs, s'améliora quelque peu au xviii^e siècle. Il est vrai que les serfs, accablés sous le poids toujours croissant des charges publiques, devaient subvenir aux dépenses de la Cour et de l'administration comme à celles de l'armée, mais, précisément pour cette raison, les souverains prenaient leur défense contre leurs maîtres, autant que le permettait le régime des Ordres, et s'efforçaient tout au moins d'établir leurs devoirs envers les seigneurs, afin de les mettre à l'abri d'exigences illégales de leur part. Les charges publiques augmentaient, et les serfs ne les supportaient qu'avec peine. A chaque Diète, le souverain devait livrer aux Ordres de violents combats afin d'élever la contribution qui servait à couvrir les dépenses militaires. Les Ordres ne consentaient pas volontiers à

imposer de nouvelles charges à leurs serfs, car ils craignaient que ceux-ci ne perdissent leur capacité de satisfaire à leurs obligations.

Mais ils s'opposaient encore plus énergiquement aux efforts de la Cour en vue de mettre fin à l'exemption d'impôts dont jouissait la noblesse, bien que l'absolutisme fût parvenu partout à ce résultat, l'une des conditions cardinales du développement de l'Etat moderne. La Diète de 1741 n'eut pas de peine, dans la situation critique où se trouvait la monarchie, et pour prix du secours offert, à faire inscrire de nouveau au nombre des lois fondamentales l'immunité fiscale de la noblesse, à laquelle celle-ci continua fort conséquemment de montrer un attachement des plus tenaces. MARIE-THÉRÈSE, qui avait mis fin dans les provinces autrichiennes à ce privilège nobiliaire, se vit contrainte, par les charges financières croissantes de la monarchie, à faire tout son possible afin d'imposer aussi la noblesse hongroise. La guerre de Sept ans, que la reine soutint pour reconquérir la Silésie, occasionna une dépense extraordinaire de 260 millions de florins, à laquelle la Hongrie ne contribua que pour 7 %. A la Diète de 1764, les Ordres ne voulurent même pas entendre parler de renoncer au plus important de leurs privilèges, et le résultat fut une nouvelle aggravation des charges supportées par les serfs, auxquelles on ajouta encore les frais de la garde noble.

L'attitude de la noblesse causa tant d'humeur à la reine que plus jamais elle ne convoqua la Diète et qu'elle agit en toute chose de sa propre autorité, mais aussi que désormais elle n'opposa plus sa bienveillance personnelle envers les Ordres hongrois aux efforts, répétés depuis plusieurs dizaines d'années, des bureaux de Vienne qui en dirigeant le développement économique de la Hongrie tenaient compte exclusivement des intérêts des provinces héréditaires.

Depuis la réorganisation politique de la monarchie des Habsbourgs, la politique économique des autorités centrales de Vienne ne perdit jamais de vue que les provinces héréditaires supportaient la majeure partie des

charges publiques de la monarchie, tandis qu'en Hongrie la classe qui aurait eu le moins de peine à supporter ces charges ne contribuait même pas pour la plus faible part à l'entretien du mécanisme de l'Etat.

Par l'attitude qu'ils observèrent dans cette question, les Ordres commirent une faute irréparable : ils fournirent un fondement à l'oppression économique qui eut, au cours des générations suivantes, une influence si nuisible sur le développement de la Hongrie. On invoquait toujours, à Vienne, l'immunité fiscale de la noblesse hongroise, sans rechercher si par ailleurs la Hongrie ne supportait pas autant de charges que le lui permettaient ses capacités. Suivant des comptes officiels de Vienne, dès le dernier tiers du règne de Marie-Thérèse la Hongrie contribuait aux dépenses de la monarchie pour 26-29 % et même, — si l'on y ajoute, selon les calculs d'un homme d'Etat autrichien contemporain, les prestations en nature, impayées, effectuées pour le compte des troupes, — pour environ 38 % soit dans une plus grande proportion qu'après le Compromis de 1867. Mais les autorités de Vienne ne voyaient pas cela. Elles soutenaient toujours que, puisque les charges fiscales des provinces héréditaires étaient fixées par le gouvernement, tant que l'enrichissement de la Hongrie ne signifierait pas en même temps qu'elle supportait de plus grandes charges, il leur faudrait à tout prix, au besoin même aux dépens de ce pays, développer l'aisance dans les provinces héréditaires.

La seule province de la monarchie qui présentât un grand développement commercial et industriel, la Silésie, fut définitivement perdue dans la guerre de Sept Ans. Si l'on ne voulait pas livrer économiquement la monarchie aux intérêts étrangers et en faire un marché pour l'industrie prussienne, il fallait créer une nouvelle industrie au dedans des frontières. C'est dans la seconde moitié du règne de Marie-Thérèse que furent jetés les fondements de l'industrie manufacturière de la Bohême et de la Moravie ainsi que de la Basse-Autriche. Ce furent les grands seigneurs féodaux tchèques et la bourgeoisie tchéco-allemande qui, avec l'appui de la Cour, furent les fondateurs de l'industrie

manufacturière, plus tard florissante, de la Bohême. Si les grandes villes, qui constituent pour l'industrie des consommatrices de premier ordre, manquaient encore en Hongrie, certaines conditions qui dans les provinces héréditaires rendirent possible l'établissement de l'industrie, un certain degré de densité et de préparation industrielle de la population, se trouvaient aussi réalisées en Hongrie, notamment en Haute-Hongrie et en Transylvanie.

Entre 1760 et 1770, quand on croyait encore que la Cour voulait seconder en Hongrie l'industrie par les mêmes moyens qu'en Autriche, on vit se créer des fabriques, pour la plupart fondées par des aristocrates qui espéraient se concilier ainsi les bonnes grâces de la Cour. Mais comme celle-ci craignait pour l'industrie autrichienne la concurrence de ces établissements, elle réussit à les paralyser par des mesures douanières et à faire passer aux seigneurs hongrois le goût de pareilles entreprises.

Mais l'activité des bureaux de Vienne ne se bornait pas à empêcher le développement de l'industrie hongroise. Il fallait encore rendre la Hongrie commercialement dépendante des provinces héréditaires et assurer ainsi un marché à l'industrie autrichienne naissante, afin de prélever indirectement sur la Hongrie ce qu'elle ne payait pas directement en impôts. Pour fermer au commerce hongrois les marchés étrangers où il s'approvisionnait jusqu'alors, comme ceux de Leipzig et de Breslau, on mit sur tous les produits étrangers des droits de douane fort élevés, d'au moins 30 %, puis on interdit l'importation de certaines marchandises, tandis que les articles de l'industrie autrichienne ne payaient à leur entrée en Hongrie qu'un droit tout à fait insignifiant, de même que les articles étrangers qui pénétraient en Hongrie par l'intermédiaire des marchands des provinces héréditaires. L'exportation des produits hongrois bruts n'était autorisée que dans la mesure où elle ne lésait pas les intérêts autrichiens. Le bon marché des matières premières était assuré avant tout à l'industrie autrichienne et quant au blé, afin que l'agriculture autrichienne n'eût pas à redouter la concurrence des produits hongrois, moins chers, il n'était permis qu'en

temps de famine de l'exporter sur le seul marché possible, celui des provinces héréditaires. Le résultat de cette politique, poursuivie avec pertinence après le règne de Marie-Thérèse, fut qu'il y avait en Hongrie, en divers produits et matières premières, un excédent inutilisable, en même temps qu'il y régnait une pénurie d'argent. C'était en vain que les Ordres et la Chancellerie, avec le Conseil de lieutenance, dénonçaient cet état de choses et protestaient contre la politique de Vienne : on leur objectait l'immunité fiscale dont jouissait la noblesse et le bilan du commerce extérieur hongrois qui se soldait par un bénéfice annuel de 2-3 millions de florins. Les bureaux de Vienne ne connaissaient pas encore la notion de la balance de paiement, mais elle ne manquait jamais d'être défavorable. Avantager économiquement les provinces héréditaires aux dépens de la Hongrie devint, pour une bureaucratie ayant en horreur toute innovation, un dogme commode et qui, à coup sûr, nuisit au développement économique de la monarchie plus qu'il ne profita aux provinces autrichiennes, sans compter que la manière dont on choya certaines provinces contribua dans la plus grande mesure à développer les antipathies politiques.

C'est à la politique économique, qui veillait aussi au développement de l'agriculture et de la production des matières brutes, qu'il faut ramener la colonisation qui eut lieu au XVIII^e siècle. Mais tandis que toute la population du pays éprouvait nécessairement les effets malfaisants de la politique économique, la politique de colonisation ne fut funeste qu'à l'élément hongrois. Tandis que la première ne visait qu'à mettre la Hongrie sous la dépendance de l'Autriche, la seconde créait en Hongrie même un contrepoids à la population hongroise, afin de favoriser la réalisation constante de la politique de la Cour. Disposant d'immenses territoires, la Chambre fiscale en exclut pour ainsi dire entièrement la population hongroise, en quoi d'ailleurs elle était secondée par la répugnance bien explicable des propriétaires fonciers à laisser leurs serfs s'éloigner de leurs domaines. Ce grand mouvement de peuplement, dirigé par la Cour, qui de 1720 à 1787 porta de 31.000 à 227.000 habitants la

population du comitat de Bács-Bodrog et de 45.000 à 774.000 celle du Banat de Temesvár, s'accomplit sans utiliser la force d'expansion de la population magyare. L'accroissement de la population pendant ce laps de temps fut de plus de 200 %, mais sur ce chiffre 39 % seulement reviennent à l'élément magyar. Sur les territoires dont elles disposaient, les autorités de la Cour amenèrent en premier lieu des colons allemands dont l'immigration dura pendant tout le siècle. Comme ils jouissaient de certains privilèges depuis leur établissement dans le pays et de certains allègements en ce qui concernait les redevances seigneuriales, leur aisance s'accrut rapidement. C'est de ce temps que datent les colonies allemandes de Tolna, Baranya, ainsi que celles du comitat de Bács-Bodrog et du Banat. Sur ce dernier territoire, on établit toutes sortes de peuples, jusqu'à des Bulgares, et des Français venus de Lorraine ; ces derniers se germanisèrent peu à peu. La population hongroise se dirigea du nord et de l'est vers le bas pays, dépeuplé depuis l'invasion turque, et sa place fut bientôt occupée par les nationalités non-magyares descendues des montagnes : c'est ainsi que se forma ce large anneau que le traité de Trianon enleva à la Hongrie, en même temps d'ailleurs que des territoires peuplés de purs Hongrois (Magyars).

..

Tandis que MARIE-THÉRÈSE n'avait dirigé contre la nationalité hongroise aucune attaque violente et, malgré ses réformes, avait respecté pour la forme extérieure le régime des Ordres, son fils JOSEPH II, obéissant à des convictions que l'on pourrait presque qualifier de dogmatiques, mit de côté tout ménagement pour réaliser son rêve d'une grande monarchie unifiée dont le souverain n'a d'autre but que le bonheur de ses peuples, sans distinction de rang ni de nationalité. Vivant au siècle des lumières, il avait puisé dans la littérature du temps cette conviction que l'indépendance de la Hongrie était superflue et injustifiée, et qu'il fallait germaniser la nation hongroise dans l'intérêt de la monarchie, mais aussi dans son propre intérêt. Le fait

que les réformes de ses prédécesseurs n'avaient rencontré aucune résistance sérieuse était favorable à sa politique.

Afin de n'être pas entravé par le serment et la charte du couronnement dans ses futures attaques contre le régime des Ordres, il s'abstint de se faire couronner et de convoquer la Diète. Plus d'une de ses réformes semblait promettre d'heureux résultats. L'édit sur la tolérance assurait aux protestants et aux orthodoxes (Serbes, Roumains, Grecs) l'égalité de droits avec les catholiques et donnait au « roi en chapeau » des titres à leur gratitude. Les mesures qu'il prit dans l'intérêt des serfs étaient appelées à aplanir à la population entière la voie de l'égalité : il assura aux serfs le droit de déplacer librement leurs foyers et les affranchit d'un certain nombre d'obligations accablantes envers leurs seigneurs. Dans les cours seigneuriales, le maître jugeait ses propres serfs, il était donc à la fois juge et partie : Joseph II mit fin à cette situation impossible.

Le principal but de sa politique de réformes était l'imposition générale de la propriété foncière dans le sens des doctrines physiocratiques, selon lesquelles le budget de l'État ne peut être édifié que sur celle-ci. Dans un État organisé suivant les idées philosophiques du siècle, il ne pouvait y avoir de place pour l'immunité fiscale de la noblesse. Sachant bien que dans l'exécution de ses desseins il pouvait s'attendre de sa part à la plus vive résistance, Joseph s'attaqua à l'organe principal du régime des Ordres, au comitat. Il mit fin à l'autonomie des comitats, les fonctionnaires furent nommés par lui, et la Hongrie proprement dite aussi bien que la Transylvanie furent divisées en larges districts administratifs dont les chefs étaient chargés de contrôler l'exécution des édits impériaux. Le fait que pour la plupart de ces fonctions l'empereur n'eut pas de peine à trouver de bons Hongrois prouva qu'une partie des Ordres reconnaissait la nécessité de réformer l'administration et de transformer le régime des Ordres, qui ne répondait plus à l'organisation moderne de l'État. Mais dans la grande masse des Ordres les mesures arbitraires, la suspension complète de la constitution provoquèrent la plus vive antipathie à l'égard

du souverain qui avait fait transporter à Vienne, comme un objet inerte du Trésor, la Couronne de Saint-Étienne, symbole de la vie constitutionnelle hongroise. Mais ce fut surtout quand il fit de l'allemand la langue officielle auprès des autorités, qu'il exaspéra les passions nationales en ravivant la haine de l'Allemand. Une conséquence des mesures violentes prises par Joseph II fut que l'amour de la langue nationale se réveilla parmi les Ordres, qui dans les assemblées publiques et les affaires officielles, mais aussi dans la vie privée, parlaient généralement latin. Le mécontentement fut au comble quand l'empereur voulut attaquer les Ordres dans leur privilège le plus cher, l'immunité fiscale, et que pour préparer l'imposition des terres il en ordonna par tout le pays l'arpentage et le relevé cadastral.

Le changement dans la situation politique extérieure fournit bientôt aux Ordres une bonne occasion de manifester leurs dispositions hostiles. Allié à l'impératrice CATHERINE II, Joseph II déclara la guerre à la Turquie, avec l'intention de conquérir les Balkans. Mais la campagne fut mal conduite et le début (1788) en fut signalé par une défaite. Afin de pouvoir continuer les opérations et approvisionner ses troupes, il convoqua les assemblées des comitats, mais celles-ci réclamèrent la convocation de la Diète, seule appelée, selon elles, à voter des impôts et des levées d'hommes. Certains cherchaient à l'étranger, chez les ennemis de Joseph, chez le roi de Prusse FRÉDÉRIC GUILLAUME II, un appui en cas de soulèvement. D'autres voulaient asseoir sur le trône de Hongrie le prince de Weimar, CHARLES-AUGUSTE, mais la grande majorité des Ordres se serait déclarée satisfaite de voir la constitution rétablie. C'est à quoi Joseph fut contraint par les périls de sa situation. En Belgique, l'insurrection avait éclaté ouvertement contre le régime absolu ; en Hongrie, elle était en train d'éclater au moment même où le roi de Prusse menaçait de déclarer la guerre. Brisé dans ses forces physiques et morales, le souverain se vit forcé, au lit de mort, de révoquer une bonne part de ses mesures. Mais il mourut en 1790, avant d'avoir pu, conformément à sa promesse, convoquer la Diète et se faire couronner roi.

L'ouverture de la Diète eut lieu dans l'état d'esprit le moins cordial. Suivant les instructions d'un grand nombre de comitats, le règne de l'empereur avait rompu la continuité de la succession au trône de la branche féminine. La noblesse, dont les chefs se pressaient dans les loges maçonniques, voulait, influencée qu'elle était par les écrivains rationalistes français — dont elle interprétait les leçons à sa manière — conquérir toutes les libertés, mais sans y faire participer les serfs. Elle voulait une royauté élective, dont le pouvoir fût limité, avec une constitution que le roi de Prusse aurait garantie.

La position de LÉOPOLD II en présence des demandes des Ordres était considérablement affermie par le changement survenu dans la situation politique à la suite de la paix conclue avec les Turcs et de la Révolution française. Les Ordres durent se contenter du rétablissement de la constitution en lois, sans aucune garantie nouvelle. Une loi spéciale obligea le souverain à se faire couronner dans les six mois suivant son avènement au trône. Une loi déclare solennellement que la Hongrie constitue avec ses provinces annexes un royaume libre et indépendant que le roi héréditaire légalement couronné est tenu de gouverner selon ses lois et coutumes. La Diète seule peut autoriser le roi à lever des troupes et des impôts.

A la vérité, tout cela signifiait le plein rétablissement du régime des Ordres, mais ne pouvait absolument rien modifier à un état de choses séculaire ; les Ordres continuèrent à jouir de leurs privilèges, et rien ne fut changé à la dépendance du pays par rapport aux autorités centrales de Vienne ni à la prépondérance du souverain dans la vie constitutionnelle. De tout le beau zèle opposé aux réformes violentes de Joseph II, la langue et partant la littérature hongroises furent seules à tirer quelque profit. Le parler hongrois fut à la mode ; aux Diètes, les Ordres commencèrent de délibérer aussi en cette langue et déclarèrent qu'elle devait être enseignée dans toutes les écoles secondaires et supérieures.

Sous l'influence des réformes de Joseph, la grande majorité des Ordres reconnut qu'il ne suffisait pas de soutenir au

moyen de quelques piliers de fortune l'édifice constitutionnel ébranlé par des secousses violentes, mais qu'il fallait le rebâtir méthodiquement, en utilisant ce qu'il y avait encore dans la vieille maison de bon et de solide. La Diète délégua des commissions chargées d'élaborer des projets de réformes correspondant aux conceptions des Ordres ; toutes les sommités du temps y étaient représentées. Au prix d'un long et pénible travail, ces commissions préparèrent des projets de lois appelés à innover dans toutes les branches de la vie matérielle et intellectuelle de la nation, mais en gardant pour base l'état de choses ancien, tel qu'il était donné, et en se conformant aux circonstances et aux idées nouvelles.

Mais à l'ardent soleil de la Révolution française la frêle plante des réformes conservatrices ne tarda pas à dépérir. Le complot « jacobin » hongrois lui porta le dernier coup. Sous l'impression de sanglants événements, FRANÇOIS (1792-1835) et son frère, le Palatin ALEXANDRE-LÉOPOLD, son conseiller suprême dans les affaires de Hongrie, furent complètement affolés par une conspiration organisée au sein de sociétés secrètes par un prêtre de mœurs dépravées, ancien indicateur au service de Léopold II et qui était poussé principalement par des raisons d'ordre pécuniaire : Ignace MARTINOVICS. Le but de ce complot était la révolution et la république. En écrasant une fois pour toutes, impitoyablement, ce prêtre cupide et corrompu, avec les exaltés qu'il avait su égarer, ils voulurent montrer par un exemple éclatant comment seraient réprimées de pareilles tentatives.

Les horreurs de la Révolution française, les « conspirations » de Hongrie et de Vienne firent de la Cour ainsi que des cours suprêmes du gouvernement de Vienne des ennemies jurées de toute réforme. Ce même FRANÇOIS I^{er} qui dans les premières années de son règne mit fin au régime de dénonciations en faveur au temps de son père et aurait été tout disposé à prêter, dans l'esprit de son oncle Joseph, son appui à des réformes modérées, frémissait maintenant d'horreur à la seule idée d'une réforme.

Au temps des guerres avec la France, qui incitèrent les Ordres aux plus grands sacrifices, — impôts et recrues

étaient votés sans aucune résistance — quand ce n'aurait été que pour défendre la constitution nobiliaire, il ne fut pas question de réformes. Mais à peine furent venus des temps un peu plus calmes, les Ordres commencèrent à réclamer avec insistance, aux Diètes tenues pendant les premières années du XIX^e siècle, la discussion des projets de réformes. Mais le gouvernement sut toujours empêcher la réalisation des désirs exprimés par les Ordres. C'est ainsi que les réformes furent renvoyées d'une Diète à l'autre jusqu'à l'heure où — la Diète ne s'étant pas réunie après 1812 — l'occasion ne se présenta même plus pour les Ordres de formuler des désirs dans ce sens. L'ardeur réformatrice s'éteignit dans l'inanité de la lutte, la génération des années 1820-30 ne jugea pas propre à la réalisation l'œuvre de ses devancières, elle ne s'en soucia même pas.

Pendant les guerres avec la France, dont la durée fut presque celle d'une génération humaine, les Ordres remplirent loyalement l'obligation assumée par eux dans la Pragmaticque Sanction ; on ne songea plus à se soulever, encore moins à se séparer de la dynastie, et ce fut en vain que dans sa proclamation (Schönbrunn, 15 mai 1809) Napoléon tenta de séduire la nation hongroise. Mais à Vienne on crut avoir dûment reconnu cette loyauté et assuré le bonheur du pays en en garantissant sur le papier l'indépendance constitutionnelle. Lorsque Napoléon, en fondant la Fédération Rhénane, eut contraint François à déposer le titre d'empereur allemand et que, en guise de compensation, François eut pris le titre d'empereur héréditaire d'Autriche (1806), voulant apaiser les inquiétudes des Ordres, il adressa aux Hongrois une proclamation dans laquelle il les assurait qu'il continuerait à respecter la constitution de leur pays. La Diète de 1807 établit de nouveau l'indépendance du royaume et le caractère de l'union entre l'Autriche et la Hongrie, fondée sur la base d'une entente mutuelle. Mais ces nombreuses garanties n'empêchèrent pas les autorités de Vienne de maintenir comme par le passé le système gouvernemental du XVIII^e siècle.

Elles continuèrent sur le terrain économique la politique de Marie-Thérèse et de Joseph et restèrent sourdes à toutes les

plaintes provoquées par leur attitude. A la suite des grands sacrifices matériels que les guerres imposaient aux classes inférieures, la situation économique du pays ne fit qu'empirer, surtout depuis que le gouvernement, pour mettre une digue à l'énorme inflation monétaire et à la dépréciation de l'argent qui en résultait, eut réduit à $1/5$ la valeur des billets de banque (1811). La protestation de la Diète ne pouvait plus rien changer aux faits; les Ordres se refusèrent, comme précédemment, à endosser une part des dettes publiques, empêchant ainsi, en théorie, la formation de finances communes avec l'Autriche, tandis qu'en réalité le Ministère des Finances autrichien disposait sans aucun contrôle des recettes de la Hongrie.

Surannée elle-même et opposée à toute innovation, la constitution hongroise devait tout naturellement s'accommoder fort bien du régime réactionnaire qui suivit le congrès de Vienne. De fait, la majeure partie des Ordres était satisfaite du gouvernement de METTERNICH dans lequel elle voyait la garantie de ses privilèges. Ce fut, en Hongrie comme partout en Europe, le règne de la censure et de la police. Le développement politique du pays s'était en quelque sorte pétrifié; par suite de la politique douanière et des mauvaises communications, la crise économique empirait de jour en jour. Les écoles étaient entièrement au service du pouvoir absolu et de la germanisation, et rien ne troublait dans son triomphe l'absolutisme centralisateur.

BIBLIOGRAPHIE

L'époque de la prépondérance du pouvoir royal est le mieux caractérisée dans l'ouvrage de Béla GRUENWALD, *A régi Magyarország* (L'ancienne Hongrie), Budapest 1888; à comparer : Lajos MOCSÁRY, *A régi magyar nemes* (L'ancien gentilhomme hongrois), Budapest 1889. Sur la succession au trône et la Pragmatique Sanction, voir : Vilmos FRANKÓI, *A Habsburgház trónöröklési jogának megállapítása az 1687-88-ik évi országgyűlésen* (La fixation du droit de succession de la maison de Habsbourg à la Diète de 1687-88), Budapest 1922; Gustave TURBA, *Die Pragmatische Sanction mit besonderer Rücksicht auf die Länder der Stefanskronen* (La Pragmatique Sanction, considérée particulièrement du point de vue des pays de la couronne de Saint-Etienne), Vienne 1906, thèse autrichienne, et István CSEKEY, *A magyar trónöröklési jog* (Le droit de succession au trône hongrois). Bpest, 1917.

Sur le Conseil d'Etat : HOCK-BIEDERMANN, *Der österreichische Staatsrath* (Le conseil d'Etat autrichien) (1760-1848) I-II, Vienne 1868-79; sur la

cour des Habsbourgs, voir : Ivan ZOLGER, *Der Hofstaat des Hauses Oesterreich*, Vienne 1917.

Sur le règne de Marie-Thérèse, voir : Alfred von ARNETH, *Geschichte Maria Theresias* (Histoire de Marie-Thérèse) I-IX, Vienne 1863-1879, et Eugène GUGLIA, *Maria Theresia, ihr Leben und ihre Regierung* (Marie-Thérèse, sa vie et son règne) I-II, Munich 1917 ; sur la situation économique : Ferenc ECKHART, *A bécsi udvar gazdasági politikája Magyarországon Mária Terézia korában* (La politique économique de la Cour de Vienne au temps de Marie-Thérèse), Budapest 1922 ; sur le Banat : Jenő SZENTKLÁRAY, *Száz év Délmagyarország újabb történetéből* (Cent ans de l'histoire moderne de la Hongrie méridionale), Budapest 1879 ; sur Joseph II : Henrik MARCZALI, *Magyarország II. József korában* (La Hongrie au temps de Joseph II) I-III, Budapest 1881-1888 (l'auteur n'a pas utilisé les importants matériaux de Vienne) ; d'un caractère plus général est l'ouvrage de P. MITROFANOV, *Josef II. Seine politische und kulturelle Tätigkeit* (Joseph II. Son activité dans le domaine de la politique et de la civilisation), Vienne 1910 ; sur le mouvement de 1790 voir : Henrik MARCZALI, *Az 1790-91 évi országgyűlés* (La diète de 1790-91), Budapest 1907 ; Elemér MÁLYUSZ, *Sándor Lipót nádor iratai* (Les écrits du Palatin Alexandre Léopold), Bpest 1926 ; voir encore : GÉZA BALLAGI, *A politikai irodalom Magyarországon 1825-ig* (La littérature politique en Hongrie jusque'en 1825), Budapest 1888.

Sur l'influence des idées françaises au siècle des lumières : Sándor ECKHARDT, *A francia forradalom eszméi Magyarországon* (Les idées de la révolution française en Hongrie), Budapest 1924 ; cf. *Revue des ét. hongr.* 1924 [II], p. 117 et 1925 [III], p. 231 ; *Les livres français d'une bibliothèque privée en Hongrie*. *Rev. Et. hongr.* 1923, I, 145 ; voir encore, à ce sujet : Zoltán BARANYAI, *A francia nyelv és műveltség Magyarországon* (La langue et la culture françaises en Hongrie), Budapest 1920. Sur les « Jacobins » hongrois, voir : Vilmos FRANKÓI, *Martinovics élete* (Vie de Martinovics), Budapest 1921 ; sur le mouvement de séparation : Robert GRAGGER, *Preussen, Weimar und die ungarische Königskrone*. Berlin-Leipzig, 1923. Sur François I^{er} et son régime, voir : Victor BIBL, *Der Zerfall Oesterreichs* (Le démembrement de l'Autriche) I. Vienne 1922. Sur les tendances réformatrices des Ordres au début du XIX^e siècle voir : Elemér MÁLYUSZ, *A reformkor nemzedéke* (La génération de l'époque des réformes), Századok 1923 ; sur l'époque des guerres napoléoniennes, voir : Edouard WERTHEIMER, *Geschichte Oesterreichs und Ungarns im ersten Jahrzehnten des 19. Jhls*, I-II, Leipzig 1884 ; Sándor DOMANOVSKY, *József nádor iratai*. (Les écrits du palatin Joseph), I. Bpest, 1925.

CHAPITRE VII

L'ÈRE DES RÉFORMES.

Au commencement du XIX^e siècle, les Hongrois étaient encore très arriérés par rapport aux peuples occidentaux dans leur développement social et leur culture. Pour réparer la régression causée par la conquête turque, il aurait fallu les efforts combinés de la dynastie et de la nation. Mais, comme nous venons de le voir, les réformes ne purent s'accomplir au cours du XVIII^e siècle ; la cause en fut d'ailleurs l'attitude égoïste de la noblesse et le mariage forcé avec les provinces héréditaires. Tandis que dans les pays occidentaux l'essor industriel et commercial qui accompagna le développement du capitalisme créa des conditions d'existence plus douces et transforma la société féodale, ce qui entraîna des changements politiques, — en Hongrie, au contraire, la vie ne s'embourgeoisa pas, les besoins spirituels ne s'élevèrent pas, la société ne différa pas de celle du moyen-âge, et le régime des Ordres, maintenu dans son intégrité, excluait à l'avance tout changement politique. Beaucoup plus pauvrement dotée par la nature, mais favorisée par la politique de la dynastie, sa voisine immédiate, l'Autriche, la devançait de fort loin. Tandis qu'au commencement du XVIII^e siècle la monarchie danubienne des Habsbourgs était, dans son ensemble, organisée féodalement, — cent ans plus tard, la partie hongroise et la partie autrichienne divergeaient essentiellement l'une de l'autre, ce qu'un excellent économiste de cette époque, Gergely BERZEVICZY, caractérise fort bien dans le passage suivant : « Malgré leur prétendue stérilité, la population des provinces héréditaires dépasse de plus du double celle de la

Hongrie. Pour le commerce et l'industrie, la Hongrie ne saurait leur être comparée. Les paysans autrichiens vivent dans de meilleures conditions, plus confortables, plus agréables qu'en Hongrie la petite noblesse. A-t-on jamais entendu dire que des habitants de l'Autriche périssent dans la misère, meurent de faim comme cela s'est vu en Hongrie ? Comparons les villes, les villages, les hameaux, les habitations, le genre de vie ; ne constaterons-nous pas que tout cela est beaucoup plus brillant dans les provinces autrichiennes ? Tandis que, malgré l'abondance de nos moissons, nous nous débattons dans la pauvreté et que, dans notre grande pénurie d'argent, nous nous efforçons soigneusement de cacher dans notre bourse le denier que nous venons de gagner, pour que l'impitoyable nécessité l'en fasse bientôt sortir, les Autrichiens, conscients de leur supériorité et pleins de mépris pour nous, vivent dans l'opulence et regorgent de richesses. »

Le peuple hongrois peut-il, après avoir vaincu les obstacles placés à dessein sur son chemin et s'être vaincu lui-même, se hausser par ses propres forces jusqu'à ce degré de développement où sont déjà les peuples civilisés de l'Europe occidentale ? Telle était la question que se posaient les patriotes hongrois pendant la première moitié du XIX^e siècle. Mais combien peu, dans les années qui suivirent le congrès de Vienne, se rendaient compte de la tâche qui attendait la nation ! Les travaux des commissions de la Diète précédente ne pouvaient plus constituer un programme d'action. Comment la transformation devait-elle donc s'accomplir ? Si cette question devint le principal objet des préoccupations hongroises, si les hommes les plus éclairés eurent conscience de l'état arriéré du pays, et s'il put se former une opinion publique quant à la façon d'accomplir les réformes, le mérite en revient au comte Étienne (István) SZÉCHENYI. Cette Hongrie féodale, qui dans la jouissance des privilèges nobiliaires s'estimait libre et heureuse, il fallait l'arracher à sa béatitude, fondée sur cette notion que « *Extra Hungariam non est vita.* » L'aristocratie, qui de génération en génération vivait dans l'atmosphère de la cour, avait dépouillé tout caractère hongrois et ne possédait

plus qu'imparfaitement la langue nationale, ne pouvait être l'artisan de la réforme. La bourgeoisie, comme nous l'avons vu, n'existait pas, la faible population urbaine — allemande et serbe — restait étrangère à la vie nationale. Les serfs, en Hongrie comme partout ailleurs, étaient encore la masse laborieuse, inconsciente, située à un degré de civilisation peu élevé, qui accueillait avec gratitude tout soulagement à son sort, mais n'était pas encore assez forte pour se proposer des buts politiques et les atteindre. Restait donc la classe noble des moyens propriétaires, qui dans les questions touchant la nationalité faisait preuve de compréhension et d'une certaine éducation politique acquise dans la vie du comitat. Le sentiment national était devenu conscient dans cette classe sociale sous l'influence des tentatives de germanisation et de la renaissance littéraire, qui commença par la culture de la langue et, plus tard, avec les romantiques, mais principalement Sándor et Károly Kisfaludy et Mihály Vörösmarty, forma un public plus cultivé, auquel pouvait s'adresser un homme d'Etat. Combien Széchenyi appréciait l'importance du mouvement littéraire dans le développement national, c'est ce que prouve bien son début dans la vie publique, à la Diète de 1825 : faute de ressources pécuniaires, le projet concernant la fondation d'une académie appelée en premier lieu à développer la langue et la littérature hongroises allait échouer quand Széchenyi offrit pour ce but une année du revenu de ses domaines et, sa générosité ayant trouvé des imitateurs, posa les fondements de cette institution.

Dans toute son activité, le mobile de Széchenyi, qui explique comment aucune autre influence ne fut comparable à la sienne, était son ardent patriotisme, son individualité essentiellement hongroise. Il voulut sauver la Hongrie qu'il voyait déjà au bord de l'abîme ou, selon ses propres termes « conserver à l'humanité une nation, en maintenir intact le caractère propre et le développer dans toute sa pureté... enrichir le monde d'une nation nouvelle. » Chez Széchenyi, le point de vue principal n'est pas la réforme politique, laquelle n'est qu'un moyen, mais la nationalité. Ce qu'il entend par là, ce n'est pas la différence de langue,

mais cet ensemble psychique impossible à acquérir comme à transmettre, la conception éthique, la vie sentimentale et intellectuelle tout entière. Il voulut magyariser les Magyars, leur apprendre à connaître leurs propres défauts, qu'il soulignait fortement, introduire dans les affaires publiques, au lieu de mobiles d'ordre sentimental, le règne de la raison, enseigner à la nation d'autres manières de voir dans les questions de politique et de culture. Széchenyi ne voulait pas commencer la régénération nationale sur le terrain constitutionnel et politique, mais sur le terrain économique, le terrain de la culture matérielle, persuadé que les changements dans la situation intellectuelle et économique de la nation entraîneraient un changement au point de vue social comme au point de vue du droit public.

Pour propager ses idées, pour former une opinion publique, il déploya une vive activité littéraire ; ses écrits, qui sont de tout premier ordre — *Hitel* (Crédit), *Világ* (Monde), et *Stádium* — contiennent l'exposé de ses vues d'homme d'Etat. A son avis, si les Hongrois sont matériellement aussi arriérés, la faute n'en est pas au gouvernement, mais à la nation elle-même et surtout à l'inertie de la classe privilégiée. Ni la terre, ni le capital, ni le travail n'ont en Hongrie la valeur qu'ils ont dans les Etats occidentaux, dont la civilisation est plus avancée. Le propriétaire foncier est beaucoup plus pauvre que partout ailleurs, il n'a pas d'argent à investir, car des institutions datant de l'âge féodal, corvée, dîme, *fiscalitas* et *jus aviticum* lui rendent inaccessible l'obtention de crédit et l'empêchent de disposer librement de ses propriétés.

La *fiscalitas* et le *jus aviticum* étaient les principales entraves au développement économique de la Hongrie. A proprement parler, le droit privé hongrois ne connaissait pas de propriété complètement libre possédée par une seule personne. La propriété n'appartenait pas seulement au propriétaire : la famille entière de celui-ci y avait quelque droit, de même que tous ceux qui, en vertu d'une donation, remontant la plupart du temps à plusieurs siècles, pouvaient élever quelque prétention à son héritage. Le droit de libre disposition du propriétaire était restreint par les droits de

la famille et le droit de *fiscalitas*, en vertu duquel, si la famille venait à s'éteindre, la Couronne pouvait prendre possession de la propriété. Comme on pense bien, tout cela avilissait fortement la valeur de la propriété foncière et rendait impossible le crédit foncier. Le propriétaire ne pouvait jamais savoir s'il n'allait pas, sous quelque prétexte, être entraîné dans un procès que les lenteurs et les complications de la procédure pouvaient faire durer plusieurs dizaines d'années.

Un grand désavantage pour l'agriculture était, selon Széchenyi, l'absence du commerce, dont la cause était, à côté du manque d'argent et de la situation géographique défavorable, l'effroyable état des moyens de communication, le mauvais système douanier, mais surtout le fait que la production hongroise n'avait même pas un marché à l'intérieur du pays.

Széchenyi désigna les moyens par lesquels une amélioration pouvait être atteinte. Il fallait tout d'abord, et dans chaque domaine, des connaissances techniques, puis la concentration des forces sociales, la réforme de la justice, principalement par la création de tribunaux de commerce et connaissant des affaires de change, et enfin une bonne législation et un bon gouvernement, c'est-à-dire une révision de la constitution conformément à l'esprit du temps, et dont un des points serait l'abolition de l'immunité fiscale dont jouissait la noblesse. Il exprime sa ferme conviction que le peuple hongrois ne peut périr et qu'un bel avenir l'attend, et conclut ainsi son *Utet*: « Le passé a échappé à notre pouvoir, mais de l'avenir nous sommes les maîtres. Ne nous embarrassons donc pas de vaines réminiscences, mais faisons en sorte, par un patriotisme résolu, par une ferme union, que cette terre maternelle qui nous est si chère, puisse donner ses plus belles fleurs. Beaucoup pensent que la Hongrie a été..., pour moi, j'aime à croire qu'elle sera. »

L'effet de ces écrits fut tel que jamais encore un écrivain de langue hongroise n'en avait exercé de pareil. Le premier ouvrage de Széchenyi fut lu partout, et s'il est vrai que de nombreux partisans des franchises nobiliaires, et principalement les gentilshommes pauvres que seuls leurs

privilèges distinguaient des serfs, se sentant blessés par l'ironie de Széchenyi et craignant pour leur situation matérielle, vociférèrent contre le « comte pestois » qui prétendait leur enseigner la politique, et, dans plusieurs comitats, brûlèrent le *Hitel* en place publique, la semence jetée par Széchenyi trouva un sol favorable dans la partie la plus cultivée de la noblesse terrienne, chez divers membres de l'aristocratie, mais surtout dans la noblesse et chez les intellectuels. Ses œuvres provoquèrent la publication de nombreux écrits pour ou contre ses idées, mais qui tous contribuèrent à familiariser l'opinion publique avec la question des réformes.

L'activité que Széchenyi déploya dans le domaine social pour réaliser son programme ne fut pas inférieure en importance à son activité littéraire. Afin que l'aristocratie, à laquelle il destinait un rôle considérable dans ses projets de réformes, eût l'occasion d'échanger ses vues politiques, il fonda le *Nemzeti Kaszinó* (Cercle national), sur le modèle des clubs anglais. A l'exemple de Pest, il se forma en province un grand nombre d'institutions similaires, qui contribuèrent grandement à l'animation de la vie politique et à la propagation des idées de réformes. Les efforts de Széchenyi en vue du développement de Bude et de Pest, qui n'étaient alors que d'insignifiantes petites villes, servirent aussi la cause de la « concentration ». Entrevoiyant le grand avenir de ces villes, il exhortait infatigablement à bâtir. Son but était de faire des deux villes sœurs le centre de la vie économique et intellectuelle hongroise. A cet égard, la mesure la plus importante fut la construction du *Lánchíd* (Pont suspendu), due à son initiative ainsi qu'à l'immense agitation entretenue par lui. Il s'y rattache aussi l'un de ses plus beaux succès politiques : en vertu d'une décision de la Diète, chacun dut payer le péage, ce qui fut la première brèche dans les privilèges nobiliaires (1835). Il reconnut le premier combien la voie danubienne était importante au point de vue de la monarchie entière et commença, avec l'appui du gouvernement, la régularisation des Portes de Fer ; il prit aussi une part très vive à la fondation de la Société Danubienne de Navigation à vapeur. En outre, la Minoterie de

Budapest, l'introduction des courses de chevaux (dans l'intérêt de l'élevage), la régularisation de la Tisza; etc., montrent comment il sut transporter dans le domaine de la réalité son programme économique.

L'effet de ses enseignements et des ouvrages s'occupant de ses idées ne tarda pas à se montrer dans la vie politique. Dans les petits parlements qu'étaient les assemblées des comitats, tout l'intérêt se porta sur son programme national et sous l'influence de celui-ci, en même temps que de la Révolution de Juillet, les désirs de réformes alors renaissants occupent une place de plus en plus grande dans les instructions des députés. Les comitats trouvaient fréquemment l'occasion de se prononcer, car dans les dix dernières années du règne du sénile empereur François, les insuccès de la politique étrangère et le rôle de gendarme que Metternich, en gardien de légitimité, assumait dans l'Europe entière, forçaient la Cour à s'adresser de plus en plus souvent à la libéralité des Ordres hongrois afin de raffermir les fondements militaires et financiers de sa puissance. Mais peu à peu la nation se rendait compte d'un fait qui, aux Diètes, était bientôt devenu évident : que le gouvernement central n'était pas disposé à permettre en Hongrie des innovations libérales que, par tous les moyens en son pouvoir, l'empereur s'efforçait d'écarter de la Hongrie, estimant que de pareilles idées désorganisent les Etats et font le malheur des peuples. Personnellement, à la vérité, Metternich ne témoignait pas une raideur si inflexible à l'endroit des désirs de réformes et, bien qu'il fût d'avis que les innovations brusques, même conformes à l'esprit du temps, sont dangereuses, il estimait qu'on ne peut empêcher les réformes quand elles sont le fruit d'une lente évolution ; mais dans les questions de politique intérieure son influence cédait devant celle du comte KOLOWRAT, tchèque de cœur et magyarophile, qui dans les dernières années de François avait su se rendre indispensable au souverain. L'immutabilité du « système » existant, système traditionnel, et, dans une grande mesure, la méthode peu consciencieuse suivie par les employés des Cours du gouvernement qui, mal payés, atermoyaient avec toutes les nouveautés parce qu'elles

représentaient pour eux un surcroît de travail, furent causes que le mouvement réformateur hongrois resta confiné dans l'opposition.

A la Diète qui s'ouvrit en 1832, les revendications libérales qui, sous l'influence de la littérature politique occidentale, de plus en plus s'amplifiaient et s'écartaient du prudent programme de Széchenyi, avaient déjà d'aussi nobles représentants que Ferenc KÖLCSEY et Ferenc DEÁK. La Diète dura quarante mois, sans arriver à proprement parler à aucun résultat, car le gouvernement sut tirer parti de l'allure traînante des débats dans les réunions des Ordres et de la majorité qui lui restait chez les Ordres supérieurs (Magnats) pour faire échouer jusqu'à la réalisation de desiderata comptant autrefois au nombre des buts que les Cours du gouvernement de Vienne voulaient atteindre à tout prix. L'amélioration de la condition des serfs — qui au XVIII^e siècle était la pierre angulaire de la politique sociale de la dynastie — était considérée par le gouvernement comme une tendance subversive ; aussi faisait-il tout pour contre-carrer les vœux, à la vérité bien modestes, que l'opposition, qui ne songeait même pas à l'affranchissement complet des serfs, cherchait à faire adopter par la Diète. Dans les comitats, le gouvernement employait à ses fins les nobles sans fortune qu'il amenait, soit en les menaçant d'abolir toute différence entre eux et les serfs, soit en les régaland copieusement, à faire modifier, soit par leur vote, soit le gourdin au poing, les instructions des députés à la Diète, ainsi qu'à rappeler les députés d'opinion trop libérale. C'est ainsi que KÖLCSEY se sépara de la Diète et que les serfs n'obtinrent qu'une amélioration de leur situation matérielle, tandis qu'il ne survint aucun changement dans la question de la sécurité des personnes et des biens, des tribunaux seigneuriaux et de l'affranchissement de la propriété foncière. Tout ce que l'on put atteindre, et seulement en 1840, fut que les serfs pussent racheter à prix d'argent toutes les redevances seigneuriales et entrer ainsi en pleine jouissance de leurs propriétés.

On entendit à la Diète beaucoup de beaux discours sur

les revendications libérales, les Ordres s'enthousiasmèrent pour la liberté polonaise, mais le seul résultat fut que la méfiance s'accrut entre le gouvernement de Vienne et les Ordres hongrois. Le premier voyait dans les prétentions nouvelles, qui s'affirmaient de plus en plus, les progrès de l'esprit révolutionnaire ; la majeure partie des Ordres se convainquit de l'impossibilité qu'il y avait à reconstruire la Hongrie de concert avec le gouvernement central et cette conviction était la cause principale de l'antipathie grandissante pour les provinces héréditaires et pour l'union forcée avec elles.

C'est ainsi que le mouvement réformateur obliquait de plus en plus vers le terrain dont le programme de Széchenyi lui interdisait le plus nettement l'approche : le terrain du droit public. Széchenyi considérait la liaison de la Hongrie avec l'Autriche comme un fait définitif et immuable qu'il fallait accepter, à la forme duquel on ne pouvait rien changer, car agiter cette question, c'était évoquer, en présence du mouvement novateur, des puissances telles que la nation n'était pas capable de les réfréner, et qui ne manqueraient pas de mener à la catastrophe. A cet égard, la Diète de 1832-1836 subissait encore l'influence de Széchenyi. En 1833, les Ordres proposèrent de déléguer une commission qui, avec une commission autrichienne, à désigner par l'empereur, établirait une convention touchant les affaires de douanes et de finances, les plus importantes des questions intéressant les deux pays. La réponse qui arriva de Vienne était un refus fort net, le souverain voulant représenter lui-même les provinces héréditaires. C'est ainsi que dans sa terreur des innovations le gouvernement négligea une occasion favorable qui aurait rapproché l'une de l'autre les deux parties de la monarchie des Habsbourgs.

La clôture de la Diète fournit à la « Staatskonferenz », qui gouvernait depuis l'avènement de Ferdinand V, faible d'esprit, et à l'aide de laquelle Metternich avait acquis une influence croissante dans les affaires intérieures de la monarchie, l'occasion d'étouffer par des mesures de police violentes le mouvement réformateur, à son avis de plus en plus dangereux. Ces mesures ressemblaient beaucoup aux poursuites contre

les Jacobins au commencement du règne de François. Comme en ce temps-là, ces mesures visaient à ôter à tout chacun l'envie de se montrer plus avancé que le gouvernement ne le jugeait bon. Le baron Miklós WESSELÉNYI, l'un des chefs du mouvement libéral, fut poursuivi pour ses discours politiques et condamné à plusieurs années de prison. Pour avoir « fait profession d'opinions dangereuses », les chefs de l'union sociale, de la jeunesse de la Diète, qui représentait l'élément le plus avancé, furent jetés au cachot, où l'un de leurs inspirateurs, László LOVASSY, devint fou. Mais la plus grande sensation fut le procès de Louis KOSSUTH, dont le nom devint alors célèbre dans tout le pays.

Issu d'une famille de petite noblesse, sans fortune, du comitat de Zemplén, Kossuth prit part à la Diète de 1832-1836 comme représentant d'un magnat absent. Le gouvernement n'ayant pas accédé au désir des Ordres, qui demandaient que le compte-rendu des débats ne fût pas censuré, le public n'ayant pas d'autre moyen d'information sur ce centre de la vie politique, Kossuth commença la publication des *Országgyűlési Tudósítások* (Bulletins de la Diète), sous la forme de feuilles d'abord typographiées, puis, quand Vienne lui eut interdit ce mode d'impression, écrites par les jeunes membres de la Diète. Dans le style coloré et le ton peu mesuré qui le caractérisent, il soulignait l'importance des divers discours libéraux, ce qui ne contribuait pas peu à répandre les idées de réformes. Pendant la durée de la Diète, et pour des raisons politiques que l'on comprendra facilement, le gouvernement n'osait rien contre lui, mais quand, dans son nouveau journal manuscrit *Térvényhatósági Tudósítások* (Bulletins de la vie départementale), Kossuth publia des rapports sur la vie politique des comitats, le gouvernement le fit arrêter et condamner à quatre ans de prison (1837).

La sanglante persécution des Jacobins avait étouffé pour plusieurs dizaines d'années toute libre manifestation d'opinion politique, mais il n'était plus possible par de tels moyens d'extirper de la conscience publique les idées libérales. Le résultat fut le contraire de celui qu'attendait le

gouvernement. La Diète convoquée de nouveau, ce ne fut pas seulement l'opposition libérale, fortifiée de plusieurs membres considérés, tels qu'István BEZERÉDY et Gábor KLAUZÁL et dirigée par Louis KOSSUTH, qui demanda des réformes : les conservateurs eux-mêmes ne s'y refusaient point. Leur parti, conduit par un homme de grand talent, Aurélien DESSEWFY, enlevé prématurément, reconnaissait la nécessité des réformes, mais, suivant en cela le conseil de Széchenyi, ne s'en représentait la réalisation que de concert avec le gouvernement. La maladresse de la « Conférence d'Etat viennoise », l'irrésolution et la mesquinerie des Cours centrales du gouvernement, l'oisiveté et la négligence de la bureaucratie autrichienne firent que, même avec les conservateurs, l'accord sur les réformes n'eut pas lieu en temps opportun. Après que l'opposition eut obtenu la mise en liberté de ses membres, dont la condamnation ne pouvait se justifier par aucun argument juridique, la loi sur la lettre de change, qui mettait fin à l'incertitude dans les questions de dettes, et l'amélioration, dans une certaine mesure, des lois sur la propriété seigneuriale, furent les seuls résultats de la Diète de 1840. Dans l'intérêt du commerce, et sous l'influence des idées libérales, les Juifs obtinrent le droit de s'établir librement et de posséder des terres, sur quoi la Galicie déversa sur les parties septentrionales et orientales du pays un flot d'immigrants que d'ailleurs aucune mesure ne cherchait à endiguer. La méfiance qui régnait entre les Ordres et le gouvernement barrait la route à toutes réformes d'une portée un peu considérable.

..

Vers les années 1840 et suivantes, un tournant décisif se produit dans le développement de la Hongrie. Tandis que les idées politiques des quinze années précédentes peuvent être ramenées pour la plupart à l'activité de Széchenyi, dans la vie politique de la décade suivante, dans la mentalité, le tempérament, le choix des moyens règne un esprit essentiellement différent du sien, l'esprit de Louis KOSSUTH.

Libéré de ses trois ans de prison, Kossuth fonda un jour-

nal pour répandre ses idées, le *Pesti Hirlap*. Le gouvernement lui accorda l'autorisation, croyant soit que la captivité avait rendu Kossuth plus timoré, soit que par son agitation il provoquerait une scission dans le parti libéral. Le chef de l'opposition, qui depuis sa captivité jouissait d'une popularité sans égale, mettait une arme nouvelle, le journalisme, au service du mouvement réformateur. En des articles éloquents et pleins de verve — c'étaient eux, et non point les informations, qui constituaient le principal contenu du journal — il exposait ses idées politiques, qui dans leur essence s'accordaient avec les idées de Széchenyi et des libéraux. Les articles de tête réclamaient l'abolition du *jus avilicum*, la suppression du féodalisme, l'égalité devant l'impôt, le changement du système de représentation à la Diète, etc. Mais tandis que dans la réalisation des réformes Széchenyi destinait à l'aristocratie le plus grand rôle, Kossuth voulait pousser le mouvement dans une direction démocratique et lui donner une allure plus rapide, suivre une politique plus radicale.

Lui voulait agir sur la petite noblesse — un demi-million de gentilshommes qui allaient s'appauvrissant de plus en plus — et la convaincre de la nécessité des réformes. Cette classe sociale, le gros de la société privilégiée, il comptait la gagner, et la gagna d'ailleurs à sa cause, en la prenant par sa haine pour l'aristocratie qui, à la « Table-Haute », faisait échouer toutes les réformes fiscales équitables, et ne manquait jamais d'utiliser sans aucun ménagement pour la noblesse son pouvoir politique et économique. Széchenyi ne demandait que des sacrifices à la noblesse, dont une grande partie possédait pour tout bien ses privilèges ; Kossuth lui promettait l'égalité avec l'aristocratie, la place qui lui revenait dans la société nouvelle, après les grandes réformes, enfin la prospérité matérielle.

Széchenyi estimait que dans l'œuvre réformatrice la consolidation matérielle était le plus important, tandis que Kossuth insistait justement sur la nécessité des changements politiques comme sur la condition fondamentale des changements matériels. Széchenyi se gardait d'effleurer ce qui touchait la liaison de la Hongrie avec les autres parties

de la monarchie ; c'était justement cette liaison que Kossuth aspirait à modifier, persuadé que le développement national de la Hongrie n'était possible qu'à ce prix. Le premier voulait éviter d'éveiller les passions nationales, redoutant une collision avec la dynastie, dont la puissance était supérieure à celle de la nation : le second s'efforçait justement d'éveiller ces passions, sans lesquelles il était impossible d'entraîner les masses, et Kossuth estimait que sans l'aide de celles-ci la dislocation des anciens cadres sociaux et la formation d'un Etat moderne étaient irréalisables.

Il était arrivé à cette conception en considérant la situation économique du pays. Le système douanier et commercial du XVIII^e siècle qui, ainsi que nous l'avons mentionné plus haut, portait préjudice aux intérêts vitaux de la Hongrie, subsistait encore au XIX^e siècle, bien qu'avec de légères modifications. Au commencement du siècle, les Ordres désiraient la liberté du trafic avec les provinces héréditaires, croyant que c'était le moyen le plus facile d'assurer un marché à leurs produits agricoles. Bien que l'idée d'abolir les barrières douanières eût déjà été agitée à Vienne au XVIII^e siècle, — le grand chancelier de Marie-Thérèse, KAUNITZ, préconisait cette réforme comme le but final de toute mesure nouvelle douanière — dans son attachement maladif au système en vigueur, qui suivant elle assurait le mieux les intérêts de l'Autriche, la bureaucratie ne permit pas ce changement.

A la vérité, Széchenyi était partisan du libre-échange, mais il n'attribuait à ces questions qu'une importance minime, car c'était de l'accroissement de la consommation intérieure, et non de l'exportation, qu'il attendait un relèvement de la production nationale. Kossuth raisonnait autrement. Quand, en 1839, les Etats allemands eurent renouvelé leur union douanière (*Zollverein*), beaucoup d'esprits désirèrent que la monarchie habsbourgeoise s'y ralliât, afin de créer ainsi une union douanière de l'Europe centrale. Metternich et Kossuth reconnurent la portée de ce projet. Le chancelier en était partisan, craignant que l'Autriche ne se trouvât exclue de l'Allemagne, mais il ne pouvait songer à faire adopter ses vues, la monarchie étant divisée en deux

domaines douaniers où le système fiscal n'était pas le même. Pour que, vis-à-vis de l'étranger, la monarchie pût avoir les mains libres dans les questions douanières et connaître un essor économique analogue à celui des Etats compris dans l'union douanière allemande, les dirigeants de Vienne se proposèrent, dès 1840, d'établir dans la monarchie un territoire douanier unique. C'est ce qui explique le changement de leur politique dans la question des réformes économiques en Hongrie.

Mais juste à cette époque l'opinion publique hongroise en cette matière était en train de changer, à la suite de la campagne de presse menée par Kossuth. Celui-ci consacra une série d'articles à la question de la participation à l'union douanière allemande. Il l'estimait préjudiciable à la Hongrie pour deux motifs : le *Zollverein* reposait sur une base nationale allemande et Kossuth voyait combien il avait déjà fait pour l'unité du peuple allemand. Il est vrai que les Hongrois n'avaient pas à craindre d'être germanisés, pour le cas où cette union se réaliserait, mais elle empêcherait l'absorption de la bourgeoisie urbaine allemande dans la population hongroise et le développement de la classe bourgeoise hongroise, sans laquelle il ne jugeait pas possible la formation d'un Etat moderne. Mais Kossuth allait encore plus loin. Sous l'influence de Friedrich List, le grand économiste allemand, dont l'ouvrage intitulé *Das nationale System der politischen Oekonomie*, paru en 1841 et aussitôt connu en Hongrie, y avait eu un grand retentissement, il exigeait même pour la Hongrie un système de défense douanière, l'instrument le plus efficace entre les mains d'un pays faible — selon les doctrines de List — pour se débarrasser d'une concurrence plus forte, se créer une industrie — et atteindre l'indépendance politique. Le résultat de l'agitation à laquelle se livra Kossuth, jointe au voyage de List, qui fut fêté au siège du comitat de Pest comme un ami de la nation, fut que les sympathies de la majorité se détournèrent de la liaison économique avec l'Autriche pour se porter dans la direction opposée, alors que l'on élaborait à Vienne, pour réaliser les réformes économiques, un système conforme aux récents désirs des Hongrois.

C'est ainsi que Kossuth porta l'agitation sur le terrain des questions politiques sur lesquelles on se montrait le plus susceptible à Vienne et contre la discussion desquelles l'initiateur des réformes, Széchenyi, ne cessait de mettre en garde ses compatriotes. Aux séances des comitats, sous l'influence des articles de Kossuth, les nouvelles théories politiques ne tardèrent pas à accaparer l'attention. Széchenyi observait avec angoisse la direction que prenait la vie politique, car il craignait que l'activité de Kossuth ne conduisit à un conflit avec le gouvernement et ne provoquât une révolution. Dans le livre qu'il intitula *Kelet Népe* (Peuple d'Orient, 1841), il attaqua Kossuth, dont il reconnaissait d'ailleurs le talent extraordinaire, les intentions idéalistes et l'éloquence sans égale, mais dont il critiquait le ton révolutionnaire et la mauvaise tactique dans la lutte pour les réformes, lui reprochant de mener la nation à la catastrophe. Il n'épargna pas non plus à son adversaire une autre accusation : celle de s'exagérer sa propre valeur et de courir après la popularité. La querelle littéraire qui s'engagea autour du livre de Széchenyi et qui marque l'apogée dans le développement de l'art des publicistes hongrois, prouva que l'opinion publique ne considérait plus Széchenyi comme son chef. Non seulement Joseph Eötvös, l'un des hommes d'Etat les plus cultivés de la Hongrie, mais le modéré François DEÁK lui-même prirent le parti de Kossuth. La popularité de Széchenyi était sur son déclin. La nation ne voulait plus entendre parler de tutelle, mais écoutait ceux qui — sans égard aux obstacles — préconisaient une allure plus rapide et des moyens plus radicaux dans la réalisation des réformes. Les nouveaux conservateurs eux-mêmes, sous la conduite des Comtes Aurél et Emile DESSEWFFY, reprochaient à Széchenyi son pessimisme et le ton peu mesuré de ses attaques. Cet échange d'idées contribua dans une grande mesure à tirer au clair la situation des partis politiques.

La tâche principale de la Diète qui se réunit en 1843 devait être le règlement de la question fiscale dans le sens du projet du gouvernement qui, stimulé par Széchenyi, ne pouvait plus se refuser systématiquement à toute réforme.

Non seulement les libéraux, mais les conservateurs eux-mêmes, voyaient que l'immunité fiscale de la noblesse ne pouvait être maintenue plus longtemps, car elle rendait impossible toute innovation dans la vie économique hongroise. KOSSUTH, dans le *Pesti Hirlap*, agitait contre cette immunité, pendant que, dans ses *Alföldi levelek* (Lettres du bas-pays), le comte Emile DESSEWFFY signalait l'injustice du système fiscal. Mais la partie prépondérante de la noblesse, les petits gentilshommes sans fortune que ce privilège seul élevait au-dessus des serfs et qui pouvaient prendre part individuellement aux séances des comitats et y exercer une influence sur les instructions des députés, pensaient tout autrement. Ils ne voulaient pas être rangés avec les paysans. Il en résultait, aux séances des comitats, des scènes tumultueuses et maintes fois sanglantes, et la petite noblesse empêchait l'assemblée d'envoyer à la Diète des partisans de l'imposition. Deák et de nombreux membres du parti libéral se trouvèrent ainsi exclus de la Diète. De cette manière, la majorité des députés se composait d'adversaires de l'égalité fiscale, et dès lors il devint évident qu'à moins d'une forte agitation et d'une violente pression extérieure la réforme ne pourrait se réaliser. A la « Haute-Table », le parti conservateur, sous un chef jeune et capable, le comte Georges APPONYI, avait la majorité.

En de pareilles circonstances, la seule question qui pût être réglée définitivement fut celle de la langue officielle de l'Etat hongrois, question sur laquelle il n'y avait aucune divergence de vues entre les partis et qui, sous l'influence des « Aufkläristes », avait été mise sur le tapis en 1790, pour être dorénavant l'objet d'une lutte presque incessante entre les Ordres et le gouvernement. Se servir des Slaves pour combattre la langue et la nationalité hongroises afin de centraliser la monarchie, était devenu à Vienne un principe de gouvernement. Les Ordres hongrois luttèrent en vain, pendant de longues années, pour que la langue hongroise fût substituée à la langue latine à tous les degrés de l'administration. Tandis que les aspirations nationales tchèques trouvaient toujours l'appui de KOLOWRAT, qui partageait le pouvoir avec METTERNICH, ce même homme d'Etat était pour les

aspirations hongroises l'adversaire le plus violent. En favorisant les autres nationalités, en appliquant le principe « *divide et impera* », le gouvernement ne faisait qu'envenimer la question nationale. Par une conséquence naturelle des revendications libérales, le désir de voir la nationalité s'affirmer de la manière la plus libre, la langue nationale régner sans obstacle dans tout le domaine de la vie politique, devenait toujours plus ardent. Au temps de VÖRÖSMARTY, de PETÓFI et d'ARANY, personne ne pouvait contester pareil droit à la langue hongroise. Sur ce terrain, les Ordres arrachèrent, après 1830, des concessions au pouvoir central, et votèrent des lois qui faisaient du hongrois la langue des débats à la Diète, celle de tous les degrés de l'administration, de la justice, de l'instruction publique et de l'état-civil. Mais, en 1844, comme l'édifice des lois sur la langue hongroise allait enfin être couronné, il fallut vaincre non seulement la résistance du gouvernement mais encore celle des députés croates, résistance dont le sentiment national était aussi l'origine. En assurant par la voie législative le libre développement de la nationalité hongroise, il fallut bien s'apercevoir que les frontières ethniques ne coïncidaient pas avec les frontières du pays et que la lutte engagée pour cette nationalité ne restait pas sans effet sur les autres peuples du royaume, inférieurs en culture, mais supérieurs en nombre.

L'évolution de l'Etat et de la société dans le sens libéral-démocratique, de 1840 à 1848, évolution qui était le fait de cinq millions de Hongrois, ne pouvait manquer de poser l'épineux problème, impossible à resserrer entre des barrières politiques et territoriales, du libre développement des autres éléments ethniques, représentés par huit millions d'habitants. Ce problème, en Hongrie pas plus qu'ailleurs, ne pouvait être résolu ni par des mesures violentes ni par l'octroi de privilèges ; et dans les diverses parties de l'Europe il ne fut réglé — pour un temps plus ou moins long — que par des conflits de plus en plus sanglants. Ce qui en Hongrie aggrava ce problème — que l'on devait principalement à l'occupation turque — ce fut la politique, fatale à l'unité territoriale, du gouvernement central et de la

dynastie, qui croyaient que leur intérêt consistait à chercher parmi les habitants non-magyars un appui contre la population hongroise, obstacle à l'unité de la monarchie. Au temps du réveil national qui suivit le règne de Joseph II, les Serbes et les Roumains avaient été déjà soutenus par Vienne dans leurs revendications nationales, qu'avait fait naître en eux la situation privilégiée de leur Eglise. Une autorité centrale, la Chancellerie illyrienne, avait même été organisée en faveur des premiers. Au commencement du XIX^e siècle, l'agitation « panslave » éveille le sentiment national des Slovaques. Si l'on peut reconnaître dans ce mouvement l'œuvre d'agents de la Russie, il n'en est pas moins vrai que les Tchèques, dont la renaissance a commencé, voient dans le peuple frère l'objet d'une conquête nationale facile à réaliser et veulent faire de leur propre langue la langue littéraire des Slovaques. C'est dans le poème épique de JÁN KOLLÁR, *Slavy dcéra* (1827), que les visées panslaves revêtent pour la première fois une forme littéraire ; d'ailleurs, dès le début du mouvement, les Slovaques, sous la conduite de STÚR et HURBAN, voulurent maintenir à côté des Tchèques leurs particularités nationales.

La question croate, soulevée elle aussi par l'esprit de l'époque, fut beaucoup plus grave dans ses conséquences. La Croatie avait toujours eu, dans une certaine mesure, le caractère d'un Etat. Elle réglait ses affaires intérieures au moyen des lois votées par l'Assemblée de ses propres Ordres, d'où elle déléguaient des députés à l'Assemblée des Ordres hongrois. Jusque vers 1830, abstraction faite de certains différends de nature religieuse causés par le caractère purement catholique de la Croatie, rien n'avait troublé les rapports entre ce pays et la mère-patrie. En 1830 encore, les trois comitats croates, Zagreb, Varazdin et Kőrös, donnaient à leurs députés des instructions tendant à ce que la langue hongroise fût introduite dans les écoles croates à titre de matière obligatoire. Le comitat de Zagreb jugeait même que les instituteurs ne pouvaient être employés dans ces écoles qu'à condition de savoir aussi le hongrois. Mais cet état d'esprit ne tarda pas à changer en Croatie à la suite de l'agitation à laquelle se livra Ljudevit GŃ qui emprunta à

Kollár l'idée « panslave » et la propagea au moyen de journaux et de périodiques. Cette littérature, qui transplantait en croate les idées de réformes de Széchenyi, provoqua le mouvement nationaliste croate, qui conquist dans la société une place de plus en plus large et dont l'« Illyrie » panslave, l'union des Slaves du sud habitant le triangle compris entre Scutari, Varna et Villach, fut l'idéal politique. L'appui moral et matériel que ce mouvement trouva auprès de Metternich et de la Cour contribua dans une grande mesure à le rendre encore plus fort. Dans le changement des relations de droit public unissant la Croatie à la Hongrie, Vienne croyait trouver le contrepoids attendu à l'accroissement de forces de la nationalité hongroise. Grâce à l'appui du ban et des autorités locales, on réussit en peu de temps à briser le parti magyarophile, et dès la Diète de 1844 les instructions données aux députés croates leur enjoignaient de s'opposer au projet de loi favorisant la langue hongroise. La loi promulguée, qui au bout de six ans obligeait les Croates eux-mêmes à se servir de la langue hongroise à la Diète et rendait l'enseignement de cette langue obligatoire dans les écoles secondaires et supérieures de la Croatie, n'était pas seulement inapplicable : elle excita chez les Croates la haine la plus violente envers les Hongrois, en qui ils virent les plus grands ennemis de leur mouvement national. La duplicité de la politique de Vienne, qui accomplissait à Pest les vœux des nationalistes hongrois pendant qu'à Zagreb elle intimidait les magyarophiles, ne tarda pas à porter ses fruits.

Après la Diète de 1844, ce fut surtout dans le domaine économique, où les masses sont le plus accessibles, que Kossuth poursuivit la campagne qu'il menait pour les réformes. La crise économique était ressentie par toutes les classes de la population. A une adresse envoyée en 1844 par la « Basse-Table », qui dépeignait les graves conséquences de la politique douanière et réclamait un système de défense douanière conforme aux intérêts de l'industrie nationale, Vienne répondit par un refus. C'est pourquoi Kossuth voulut suppléer par l'association aux moyens poli-

tiques qui lui faisaient défaut. Avec l'appui de plusieurs partisans, il fonda une union défensive nationale dont le but était de seconder, en organisant le boycottage des produits autrichiens, le développement de l'industrie hongroise. En 1845, la société comptait déjà 138 affiliations, avec près de 100.000 membres. Mais le résultat fut médiocre, l'industrie autrichienne ne subit pas grand dommage. On ne saurait créer une industrie du jour au lendemain, et l'enthousiasme ne pouvait suppléer au capital ni à l'expérience. Mais le mouvement eut un grand effet sur la population et gagna entièrement aux aspirations nationales la bourgeoisie urbaine allemande, qui n'avait jamais eu à se réjouir de la politique commerciale du gouvernement viennois. D'autres fondations, comme la Société anonyme pour l'établissement de Fabriques, la Société Commerciale hongroise et la première Caisse d'épargne pestoise montrent combien avait crû l'intérêt du public.

Ce mouvement était l'expression des grands progrès du sentiment national, qui se manifestèrent aussi dans les discussions engagées par les partis au sujet des programmes politiques. Kossuth ayant quitté le *Pesti Hirlap* — à la suite d'une altercation avec son éditeur — ce journal, le plus répandu, tomba aux mains d'un groupe de politiciens qui, bien qu'appartenant sincèrement à l'opposition, n'étaient pas d'accord, sur certaines questions, avec Kossuth. Celui-ci, et avec lui la majorité du parti libéral, voulaient maintenir — abstraction faite des exigences fondamentales du libéralisme — l'autonomie du comitat, jugeant que, même avec un gouvernement parlementaire responsable, cette garantie si souvent éprouvée serait nécessaire à la défense de la constitution, bien qu'ils ne vissent pas clairement comment concilier ces deux exigences. Les centralistes, par contre, les politiciens les plus cultivés et les plus érudits, comme László SZALAY, le baron József EÖTVÖS, Antal CSENGERY et Ágost TREFORT, exposaient dans le *Pesti Hirlap* comment le régime parlementaire et l'autonomie du comitat s'excluent réciproquement, le gouvernement devant disposer du pouvoir exécutif.

Pour le gouvernement de Vienne, dont le chef, le chance-

lier Metternich, voyait enfin qu'on ne pouvait plus s'opposer en Hongrie aux changements qui allaient s'accomplir, la scission survenue dans l'opposition arrivait fort à propos, car il se proposait de diriger, à l'aide du parti conservateur, la reconstruction de l'Etat hongrois. Le comte Georges APPONYI devint chancelier de Hongrie ; SZÉCHENYI, que l'agitation radicale à laquelle se livrait Kossuth éloignait de plus en plus de l'opposition, était à la tête du Département des communications, organisé dans le sein du Conseil de lieutenance. Le gouvernement ayant élaboré un programme de réformes qui comportait, une fois institués l'égalité fiscale et le monopole des tabacs — toutes choses existant déjà en Autriche — la suppression du cordon de douanes intérieures et la réalisation d'autres projets économiques, Széchenyi se crut obligé de soutenir le gouvernement. Dans son nouvel office, il commença la régularisation du cours de la Tisza (1846), par laquelle un immense territoire fut conquis à l'agriculture.

Afin de s'assurer la majorité à la Diète en se servant du gouvernement local dans les comitats dont les « fôispán » (préfets) n'exerçaient que nominalement leur office et n'habitaient pas dans le comitat, le gouvernement nomma des « administrateurs » dont la tâche consistait à influencer l'opinion publique du comitat en corrompant la noblesse besogneuse ou même, s'il le fallait, en recourant à la violence, de manière que l'on élût des fonctionnaires fidèles au gouvernement et que l'on donnât aux députés des instructions conformes à la politique gouvernementale. Ces « administrateurs » fournissaient aux libéraux une excellente occasion pour se livrer à une agitation contre le gouvernement, agitation d'autant plus efficace que, comme le parti conservateur dans son programme publié en 1846, le gouvernement avait réservé son opinion sur les questions politiques les plus importantes, représentation du peuple, égalité devant la loi, etc. Le Comte Széchenyi prit de nouveau la plume dans l'intérêt du gouvernement et du parti conservateur. Dans ses *Politikai programmtöredékek* (Fragments de programme politique, 1847), il voulut anéantir la popularité de Kossuth et opposer une digue à la marche de l'évolution politique, qui prenait une tournure de

plus en plus dangereuse. Ce pamphlet constitue l'attaque la plus violente contre la politique et la personne de Kossuth, que Széchenyi adjure, avec l'expression de la passion et du désespoir, de cesser d'agiter le pays, faute de quoi il le rendrait responsable de la catastrophe qui ne manquerait pas de se produire.

Le seul effet de cet écrit sur l'opinion publique fut de resserrer plus étroitement l'union des libéraux. Ceux-ci chargèrent Deák de rédiger une déclaration ne contenant que ce qui pouvait se concilier avec les vues de chacune des fractions de l'opposition et n'exprimant leurs principes que d'une manière très circonspecte, et seulement sur les questions les plus importantes, comme l'abolition des redevances seigneuriales. Ils estimaient que dans les rapports entre l'Autriche et la Hongrie la confiance mutuelle n'était possible que si les provinces héréditaires elles-mêmes étaient dotées d'une constitution. Ces rapports ne pouvaient être réglés que sur la base de la Pragmatique Sanction, et de telle sorte que les intérêts de la Hongrie ne pussent être subordonnés aux intérêts autrichiens.

BIBLIOGRAPHIE

Les citations de Gergely BERZEVICZY sont tirées de son ouvrage : *De commercio et industria Hungariae. Leutschoviae 1797*, p. 64. Une histoire politique de l'ère des réformes est : Mihály HORVÁTH, *Huszonöt év Magyarország történetéből* (Vingt-cinq années d'histoire hongroise) I-III, 3^e édition, Budapest 1886. Le meilleur exposé du programme de Széchenyi est l'ouvrage de Gyula SZEKFI, *Három nemzedék* (Trois générations), qui traite l'histoire des cent dernières années, l'ère du libéralisme hongrois, 2^e édition, Budapest 1922. Les plus importants ouvrages sur cette époque sont : István FRIEDREICH, *Gróf Széchenyi István élete* (Vie du comte Etienne Széchenyi) I-II, Budapest 1915 ; GRÜNVALD, *Az új Magyarország* (La nouvelle Hongrie), Budapest 1890 ; AKOS BEÖTHY, *A magyar államiság fejlődése, küzdelmei* (Le développement de l'Etat hongrois, les luttes qu'il a soutenues). I-II, Budapest 1900 ; Antoine SPRINGER, *Geschichte Oesterreichs seit dem Wiener Frieden* I-II, Leipzig 1863-1865. Sur les questions économiques et douanières : Gyula KAUTZ, *A nemzetgazdasági eszmék fejlődési története Magyarországon* (Histoire de l'évolution des idées sur l'économie politique en Hongrie), Pest 1868, et Rodolphe SIEGHARDT, *Zolltrennung und Zolleinheit, die Geschichte der österreichisch-ungarischen Zwischenzolllinie*, Vienne 1915 (cf. notre article dans *Századok*, 1915). Sur le rôle de Metternich à l'égard de la Hongrie, voir : WERTHEIMER, *Fürst Metternich und die Staatskonferenz*, Oesterr. Rundschau 1907 ; on trouvera des données nouvelles sur ce sujet chez Hans SCHLITZER, *Aus*

Oesterreichs Vormärz III. Ungarn, Vienne 1920. Sur Széchenyi avant la révolution, voir : Lajos Kovács, *Gróf Széchenyi István közéletének három utolsó éve 1846-48* (Les trois dernières années de la vie publique du comte Etienne Széchenyi, etc.), Budapest 1889. Sur le mouvement des nationalités en Hongrie : Gyula SZEKFÜ, *Adatok a magyar államnyelv kérdésének történetéhez 1790-1848* (Contributions à l'histoire de l'avènement du hongrois, comme langue officielle), Budapest 1926; sur la question croate : Gyula MISKOLCZY, *A horvát kérdés története* (Histoire de la question croate), Budapest 1927.

CHAPITRE VIII

LA RÉVOLUTION DE 1848 ET SES CONSÉQUENCES.

Tandis que libéraux et conservateurs s'efforçaient, au moyen d'une grande agitation dans les comitats, de s'assurer la majorité, mourait le populaire archiduc JOSEPH, presque hongrois de cœur, et qui depuis un demi-siècle revêtait la dignité de palatin. Le « vieux Rákóczi » — comme on le nommait à Vienne par dérision — s'était entremis souvent entre le gouvernement central et la nation. Plus d'une fois Metternich et son entourage l'avaient soupçonné d'être en rapports avec l'opposition et avaient envoyé des mouchards pour épier chacun de ses pas. Dans la grande époque qui suivit la transformation politique, sa mort fut une perte considérable. Pour élire un nouveau palatin et exécuter les projets gouvernementaux de réformes, on convoqua la Diète, à laquelle chacun des deux partis parut en nombre à peu près égal. Parmi les libéraux, c'était la tendance radicale qui l'emportait, sous la conduite de KOSSUTH. Au nombre des conservateurs appartenait SZÉCHENYI qui, pour contrebalancer l'activité de Kossuth, s'était fait élire aussi à la Basse-Table.

Le roi ouvrit la Diète le 12 novembre 1847 par un discours en langue hongroise qui provoqua un grand enthousiasme. Après que l'archiduc ETIENNE eut été élu palatin à la place de son père Joseph, la discussion qui s'engagea au sujet de la réponse à faire aux projets royaux prouva que, grâce à son talent oratoire, Kossuth dominait la Diète, qui jusqu'en février 1848 perdit son temps en débats interminables et oiseux.

La nouvelle des événements de Paris, de la fuite du roi-

citoyen et de la proclamation de la République produisit sur les Ordres une impression profonde. Le 3 mars, après de violentes attaques contre le régime Metternich, Kossuth, qui prévoyait les conséquences de la révolution, réclama dans un discours entraînant l'égalité devant les charges publiques, l'abolition du servage, la représentation du peuple et, pour couronner ces réformes radicales, la nomination d'un gouvernement hongrois responsable au lieu des chancelleries d'Etat de Vienne, mais aussi une constitution pour l'Autriche, afin que les intérêts communs des deux pays pussent être plus facilement défendus. Une adresse en ce sens, votée à l'unanimité, fut portée au roi, à Vienne, par une députation conduite par le Palatin, l'archiduc ETIENNE. Après la victoire de la révolution à Vienne et la chute de Metternich, entraînant celle du Comte Georges APPONYI, il était impossible de ne pas accéder aux demandes hongroises. Sur la proposition du Palatin, Ferdinand nomma président du conseil le comte Louis BATHYÁNY, chef de l'opposition à la Haute-Table, et invita la Diète à rédiger les lois désirées et à déterminer le ressort des nouveaux ministères en ayant égard aux obligations que la Pragmatique Sanction imposait au pays envers la monarchie. Afin que le mouvement radical de Pest qui, le 15 mars, s'était déjà avéré le maître de la rue, ne lui arrachât pas des mains la conduite des événements, et que l'agitation qui par tout le pays se manifestait parmi les paysans n'éclatât pas en une révolte ouverte, la Diète travailla fiévreusement aux lois nouvelles qui pendant un demi-siècle, après le compromis, formèrent la base du gouvernement constitutionnel, et réalisa en trois semaines le programme libéral que Széchenyi comptait exécuter au bout de plusieurs dizaines d'années d'évolution. Le roi, après avoir entendu ses conseillers, et malgré les multiples manifestations de répugnance de la « camarilla » et des conservateurs, nomma le nouveau ministère et, le 11 avril, ratifia les lois.

Le cabinet BATHYÁNY comprenait pour ainsi dire toutes les nuances de la Diète, mais les modérés en formaient la partie prépondérante. A côté de DEÁK, SZÉCHENYI, EÖTVÖS, KLAUZÁL et du prince PÁL ESTERHÁZY, qui maintenait la liaison

avec la Cour, KOSSUTH, en qualité de ministre des finances, et Bertalan SZEMERE, ministre de l'intérieur, représentaient l'élément radical ; plus d'une fois, à cause d'eux, le Conseil fut la scène d'altercations passionnées ou d'animosités étouffées à grand'peine.

La nouvelle constitution, modelée sur celle de la Belgique, trahit sur plus d'un point la hâte avec laquelle elle fut élaborée. Le roi exerce le pouvoir exécutif par l'intermédiaire d'un ministère responsable ; sans le contre-seing des ministres ses dispositions n'ont aucune vigueur (art. 3). La Diète est convoquée annuellement à Pest, les membres en sont élus pour trois ans. Le roi a le droit de dissoudre la Diète avant ce terme, mais en pareil cas il est tenu de convoquer dans les trois mois une Diète nouvelle. La dissolution ne peut avoir lieu avant que le budget pour l'année suivante ne soit établi. La Diète se compose de deux Chambres : Chambre des députés et Chambre des magnats (art. 4). Le droit de vote dépendait du cens, dont exemptaient les études dans les écoles secondaires et supérieures ; la connaissance de la langue hongroise était une condition de l'éligibilité (art. 5). Avec la loi électorale pour les comitats et les municipalités, et aussi le cens électoral plus élevé exigé en Transylvanie (pays réuni à la Hongrie), telles étaient les mesures au moyen desquelles les Hongrois voulaient préserver le caractère national de leur nouvel Etat.

Les conquêtes libérales devinrent le bien commun de la population entière, sans distinction de nationalité ; mais, en raison de son radicalisme national, la législation de 48 négligea de fixer les droits des minorités nationales au point de vue de l'emploi des langues, croyant que la population hongroise (magyare), plus avancée en civilisation, pouvait à bon droit désirer que sa langue régnât sans conteste dans tous les domaines de la vie publique. Une autre faute, plus funeste encore, fut que l'on n'arrêta pas législativement quels seraient, dans les nouvelles conditions de la vie publique, les rapports de la Hongrie avec les autres parties de la monarchie habsbourgeoise. Surtout on manqua de délimiter avec précision le ressort des Ministres des Finan-

ces et de la Guerre, ce que les milieux réactionnaires de Vienne ne tardèrent pas à mettre à profit. Mais le reproche que l'on a fait au premier ministère hongrois, d'avoir voulu, sous l'influence de Kossuth, changer les rapports politiques de la Hongrie avec l'Autriche, est injustifié. Peu après son entrée en fonctions le ministère hongrois s'adressa au ministre PILLERSDORF, par l'intermédiaire du Prince ESTERHÁZY, en vue de déléguer une commission chargée de délibérer sur les affaires communes. Le délégué hongrois, Ferenc PULSZKY, engagea même les pourparlers, que l'on ajourna, du côté autrichien, jusqu'au moment où ils devinrent superflus par suite de la tournure que prirent les événements.

La partie de la législation où se trahit le plus distinctement la marque d'un travail précipité est celle qui, principalement sous une pression étrangère, prépara la transformation radicale de la société et causa sans nécessité la ruine matérielle de la plus grande partie de la noblesse. La dîme toutes redevances féodales furent abolies (art. 9 et 13). La question du dédommagement à accorder aux seigneurs fut placée sous « l'égide de l'honneur national », mais dans le tourbillon révolutionnaire il ne fut même plus possible de la discuter. On décréta l'égalité devant l'impôt, on supprima le *jus avilicum* et l'on proclama, conformément au programme libéral, l'égalité de toutes les confessions et la liberté de la presse.

La Chambre des Députés élue en vertu de la nouvelle constitution présentait le même tableau que la dernière Assemblée des Ordres. La sage attitude que les classes privilégiées observèrent dans ces temps d'effervescence créa, dans toutes les classes de la population hongroise, une unité de sentiment dont l'importance apparut par la suite.

Il n'en fut pas de même chez les nationalités non-magyares, où se fit sentir l'effet de la politique perfide de la Cour, qui n'attendait que l'occasion favorable pour retirer la nouvelle constitution, à son avis imposée par la contrainte.

Afin d'atteindre ce but, quelques jours avant la nomination du ministère hongrois, elle fit nommer ban de Croatie et général commandant la zone-frontière le populaire et

magyarophobe JELLAČIĆ, pour qu'il y eût une puissance qui engageât le combat avec le gouvernement hongrois. C'est lui qui organisa l'attaque des Slaves du sud contre le nouvel Etat hongrois, en lutte avec les difficultés du début. Sous sa direction, la Diète croate décida la rupture complète avec la Hongrie et le rattachement direct à Vienne. A Karlovci, sous la conduite de leur métropolite RAJAŠIĆ, les Serbes élurent un voïvode, exigèrent un statut territorial particulier et, renforcés par des bandes venues de Serbie, se rallièrent à Jellačić, qui avait pris les armes contre l'Etat hongrois comme menaçant les intérêts de « l'ensemble de la Monarchie ». A leur tour, les Roumains de Transylvanie votèrent, au cours d'une assemblée qu'ils tinrent à Balázsfalva, des résolutions dangereuses pour l'unité de la Hongrie, et commencèrent bientôt une guerre d'extermination contre les propriétaires fonciers hongrois. Des officiers de l'empereur conduisaient ces troupes sauvages et les menaient au combat contre tout ce qui était hongrois. Au nord, enfin, ce dangereux anneau était fermé par un soulèvement que fomentaient des agitateurs slovaques panslaves.

Tout cela était l'œuvre de la Cour qui, à la vérité, reconnaissait ouvertement le cabinet BATHYÁNY, mais en secret encourageait Jellačić à la lutte. Au centre des intrigues était l'énergique archiduchesse SOPHIE, femme de François-Charles et belle-sœur de Ferdinand, dont la politique était suivie dans l'intérêt de son fils François-Joseph, héritier présomptif du trône, par le parti militaire, le prince WINDISCHGRETZ qui avait réprimé l'insurrection de Prague et disposait de nombreuses troupes, et RADETZKY, commandant les forces d'Italie, très populaire dans l'armée.

Pour éclaircir la situation, le gouvernement hongrois envoya BATHYÁNY à Innsbruck, où l'on avait fait fuir l'empereur, pour qu'il fût entièrement soumis à l'influence de sa parenté. Le Président du Conseil réussit à obtenir du roi qu'il déposât le ban, et se hâta d'en réprendre la nouvelle, afin de s'assurer l'appui des officiers de l'empereur et faciliter ainsi la position du gouvernement. Mais quelques jours après JELLAČIĆ fut reçu avec distinction par la parenté immédiate de Ferdinand et son entourage, et encouragé

au combat. En de pareilles circonstances, le ban n'était pas disposé à reconnaître sa destitution ; il refusa d'obéir au gouvernement hongrois.

L'influence de Kossuth, qui voyait un conflit armé inévitable, et avec la sienne celle des éléments radicaux, grandissaient de plus en plus dans le Conseil des ministres et dans le pays entier. Dans son *Hirlap*, il faisait une agitation violente contre l'accord financier avec le gouvernement autrichien, qui désirait que la Hongrie assumât une partie de la dette publique ; cela bien que le Conseil des Ministres se fût déclaré prêt à déposer un projet de loi dans ce sens. Pour parer l'attaque de Jellačić, le gouvernement commença l'organisation de la « garde nationale » et au commencement de juillet, afin que le pays et la constitution ne fussent pas une proie facile pour cette attaque injustifiée, demanda l'autorisation de lever 200.000 soldats, ainsi qu'un crédit de 48 millions que la Chambre des Députés vota au milieu d'un grand enthousiasme après un discours éloquent de Kossuth (11 juillet 1848). Le roi refusa de ratifier cette loi : c'était rompre manifestement avec la nation et se prononcer pour Jellačić et les autres nationalités.

Les grandes victoires remportées par Radetzky en Italie fournissaient à la *camarilla* le moyen de ne pas faire mystère de ses desseins, qui tendaient à restituer l'ensemble organique formé par la monarchie des Habsbourgs. Un décret royal, où le souverain exprimait sa haute satisfaction pour les services rendus par Jellačić, rétablit celui-ci dans ses fonctions, qu'en fait il n'avait jamais quittées. On s'imagine quel fut l'effet sur le public et les officiers hongrois, qui jusque-là n'avaient pu voir en Jellačić qu'un rebelle insultant à la volonté manifeste du roi. Le ministère Baththyány démissionna. Ses membres modérés se retirèrent de la vie politique ; quant à Széchenyi, qui avec sa passion et son exagération coutumières s'accusait lui-même, comme père et propagateur des idées de réformes, d'avoir poussé la nation au combat contre la dynastie, désespéré de la catastrophe qui frappait la Hongrie, il perdit la raison. Le Palatin, déjà tenu à l'écart, démissionna. Kossuth seul

montrait une énergie inébranlable et en peu de temps eut organisé le combat. A ses discours enflammés, les *honvéds* (défenseurs de la patrie) se rassemblaient par milliers, dans le bas-pays, — autour des drapeaux du roi de Hongrie, au nom duquel s'engageait la lutte. Elle devint inévitable quand, à la grande consternation des milieux officiels, une foule surexcitée eut tué le comte LAMBERG, envoyé de Vienne à Pest pour commander les troupes hongroises (28 sept.). Vienne répondit en nommant Jellačić gouverneur et commandant en chef de l'armée entière. La Diète hongroise se vit obligée de déclarer traîtres à la patrie Jellačić et tous ceux qui lui obéissaient, et élut un « Comité de Défense nationale » investi de pouvoirs extraordinaires, à la tête duquel fut placé Kossuth.

Les premiers succès de l'armée nationale, repoussant en territoire styrien Jellačić qui avait pénétré en Transdanubie, encouragèrent les Hongrois. L'organisation de la lutte était favorisée par la révolution qui venait d'éclater de nouveau à Vienne : le peuple y empêcha le départ des troupes envoyées au secours du ban et pendit à la lanterne le ministre de la guerre, LATOUR, qui en avait donné l'ordre (6 oct. 1848). La Cour s'enfuit à Olmütz. Mais les troupes de Windischgrätz eurent vite raison de la résistance mal organisée des révolutionnaires viennois, au secours desquels les troupes hongroises, arrêtées par le camp de Jellačić, s'étaient vainement efforcées d'accourir. Après le plein succès remporté par eux en Autriche, le commandant en chef des armées impériales et le nouveau ministre SCHWARZENBERG étaient à même de battre les « rebelles » hongrois. Ferdinand et son frère François-Charles furent contraints d'abdiquer en faveur du fils de ce dernier, FRANÇOIS-JOSEPH (2 déc.), afin que le nouveau souverain, exempt des obligations attachées au serment du sacre, pût exécuter sans égard pour les lois d'avril « la transformation de la monarchie entière » et « l'éveiller à une vie nouvelle. » L'abdication de Ferdinand ayant eu lieu sans qu'elle fût consultée, la Diète hongroise ne la reconnut pas, et continua de le considérer comme le roi couronné. Pour donner plus de poids à la thèse autrichienne, WINDISCHGRÄTZ, que les

troupes hongroises, mal exercées encore, étaient incapables d'arrêter, occupa la capitale (5 janv. 1849), après que le gouvernement révolutionnaire se fut réfugié à Debrecen ; il refusa de recevoir une députation de la Diète et exigea une reddition sans conditions.

La cause hongroise, qui déjà semblait désespérée, fut sauvée pour un temps par le talent militaire d'Arthur GÖRGEI qui, abandonnant avec son armée les bords du Danube pour se retirer en Haute-Hongrie, se joignit aux autres armées hongroises dans la vallée supérieure de la Tisza, pendant que les troupes impériales se consumaient dans l'inaction. Après une tentative malheureuse, l'armée hongroise fut forcée de se retirer derrière la Tisza, sur quoi le prince annonça à Olmütz que la révolution était complètement réprimée. Là-dessus, la Cour proclama une nouvelle constitution générale (4 mars 1849) : la Hongrie aurait été, dans un empire uni et gouverné, comme jusqu'alors, par le pouvoir central, une province toute pareille à la Croatie et Slavonie, à la « grande principauté transylvaine » rétablie et à la nouvelle « voïvodie » serbe, qui n'avait jamais existé auparavant et grâce à laquelle prenaient corps les projets sud-slaves des nouveaux venus de Serbie. Grâce aux victoires gagnées par GÖRGEI autour de Bude et de Pest, aux succès remportés par le général BEM, le héros polonais, en Transylvanie, d'où il balaya complètement l'ennemi, grâce enfin à la répression du mouvement serbe dans la Hongrie méridionale, le gouvernement de Kossuth fut momentanément maître du pays entier. En réponse à la constitution de mars, Kossuth fit proclamer à Debrecen par la Diète, qui dans le feu de son enthousiasme était incapable de juger sainement la situation, la déchéance de la maison de Habsbourg (14 avril), bien que le victorieux général en chef dût particulièrement réprouver cette mesure, qui rendait impossible la réconciliation avec la dynastie.

Le régime de Kossuth fut de courte durée. Ne pouvant rappeler d'Italie les troupes de Radetzky, le gouvernement de Vienne demanda le secours du tzar NICOLAS I^{er}, qui avait déjà promis au grand-père de François-Joseph l'appui de son armée pour le cas où des mouvements populaires mena-

ceraient le régime absolutiste. Alors encore il craignait, si le succès de la révolution hongroise était durable, un soulèvement des Polonais, dont beaucoup combattaient sous les drapeaux hongrois. La reprise de Bude (21 mai 1849), malgré la vaillante résistance de Hentzi, marque pour l'armée nationale hongroise l'apogée de ses triomphes, après quoi survinrent un prompt déclin, l'inéluctable désastre, un ennemi supérieur en nombre envahissant le pays de tous côtés, la retraite, les défaites et la capitulation de Világos (13 août 1849).

La vengeance de la dynastie et de la camarilla fut impitoyable. A l'anniversaire de l'assassinat de Latour, l'infortuné Louis BATHYÁNY paya de sa vie, avec d'autres patriotes, le crime de n'avoir pas voulu se faire, au temps où il était Président du Conseil, l'aveugle instrument de la duplicité politique de Vienne. A Arad, 13 généraux hongrois devinrent, sous la main du bourreau, les martyrs de la guerre de l'indépendance. Les exécutions, les emprisonnements jurèrent innombrables. L'élite de la nation fut dans l'impossibilité de faire entendre sa voix. Ceux qui, et Kossuth en tête, cherchèrent à l'étranger un refuge devant la sanglante vengeance de la Cour, cessèrent de participer au cours de l'évolution historique. La Turquie fut la première à prendre sous sa protection les émigrés ; ils se répandirent ensuite dans toutes les parties de l'Europe, où ne pouvait les atteindre la main de la réaction viennoise. La manière d'agir de la Cour n'était pas seulement impitoyable, elle était impolitique aussi. La méfiance germa dans de larges couches de la nation hongroise : l'animosité et la haine développèrent ce germe au point qu'il en sortit un arbre puissant.

..

Le principe fondamental d'où partirent le ministère SCHWARZENBERG et ses successeurs pour organiser le gouvernement du royaume ainsi subjugué était la « Verwirkungstheorie », d'après laquelle, à la suite de leur « rébellion » et de la proclamation de l'indépendance, les Hongrois avaient perdu tous leurs titres aux droits historiques de leur pays.

Seule la loi du vainqueur pouvait régner en Hongrie. Telle fut la base du régime d'Alexandre BACH, ministre de l'intérieur de l'Autriche, qui de révolutionnaire était devenu le plus fervent partisan de l'absolutisme. La sanglante dictature militaire de Haynau fit bientôt place à un gouvernement civil puis, en 1851, à celui de l'archiduc ALBRECHT. Le but avoué de la nouvelle administration était de fondre entièrement la Hongrie en une monarchie centralisée, soumise à tous égards à un gouvernement unique et arbitraire. Pour atteindre plus facilement ce but, le pays fut démembré : la Transylvanie et la Croatie, cette dernière augmentée des comitats slaves (Szerém, Požega et Veróce), ainsi que du Muraköz et de Fiume devinrent, des lieutenances spéciales et le Banat de Temes fut même séparé du corps du pays, dont le territoire restant fut divisé en cinq districts gouvernementaux. Les « főispán » placés à leur tête recevaient directement leurs instructions du Ministre de l'Intérieur. La constitution de mars 1849 étant elle-même abolie, on gouverna le pays au moyen de patentes impériales et de décrets ministériels ; toute garantie constitutionnelle ou même autonome cessa. Conformément au plan établi dès 1848 en vue de l'unification, l'on supprima la barrière douanière entre les provinces héréditaires et la Hongrie. Après que l'on eut introduit en Hongrie le monopole des tabacs, la loi sur le timbre ainsi que tout un système de contributions directes, d'impôts sur la consommation et de droits, la monarchie ne forma plus qu'un seul territoire douanier (1850). L'exécution des mesures législatives de 1848, au sujet de l'exemption de charges dont bénéficiait la propriété foncière, et l'imposition générale de celle-ci, qui en était la conséquence, n'attendaient pour être réalisées que l'absolutisme. L'application en commença dès 1853 et fut l'une des grandes causes de la ruine de la classe moyenne hongroise, la noblesse, principal facteur de la vie politique. Car d'une part on fixa des indemnités beaucoup plus faibles dans les comitats où les moyens propriétaires nobles étaient le plus grand nombre. Et d'autre part l'indemnisation, n'ayant pas lieu d'un seul coup mais par termes, pouvait d'autant moins être consacrée à de grands

investissements que les propriétaires touchaient des obligations négociables seulement très au-dessous de leur valeur nominale. Pour mieux unifier l'administration, la langue allemande fut introduite dans bureaux et écoles. Les abus de la censure mirent fin à la liberté de la presse ; les Eglises elles-mêmes ne furent pas à l'abri de l'arbitraire : l'autonomie des protestants aussi bien que l'indépendance de l'Eglise catholique furent l'objet d'une attaque dont le but était de fondre dans l'unité de l'empire l'organisme ecclésiastique, fruit d'un long développement historique et étroitement lié au droit public hongrois.

Malgré son administration en une langue étrangère, l'allemand, malgré une corruption sans mesure introduite dans tous les domaines par des fonctionnaires étrangers, pour la plupart tchèques et galiciens, malgré une tyrannie policière qui plus d'une fois jeta le ridicule sur ce régime, le gouvernement de Bach eut du moins un très bon effet : il unit tous les partis hongrois, toutes les confessions et même toutes les nationalités non-magyares dans la haine de l'absolutisme. Le parti conservateur lui-même entra dans la lutte. Quelques-uns de ses membres s'étaient retirés de la vie politique pendant la révolution ; d'autres, maudissant Kossuth, s'étaient rangés ouvertement du côté de la Cour ; mais maintenant tous se proposaient pour but le rétablissement du régime constitutionnel de 1847. Leur programme politique était une large autonomie hongroise au sein de la monarchie commune, mais en premier lieu le rétablissement de l'autonomie du comitat. Germanisation et centralisation aliénèrent au gouvernement ses alliées du temps de la révolution, les nationalités. La Croatie elle-même, qui avait rendu de si grands services, perdit son autonomie : la Diète et l'autonomie départementale y furent supprimées et la langue allemande introduite tout comme en Hongrie. Il ne pouvait plus être question de réaliser les projets sud-slaves, de fonder un empire illyrien. En Transylvanie, le vœu des Roumains, qui auraient voulu une administration nationale dans une province les unissant tous, resta au domaine des utopies ; le gouvernement fit même arrêter, sans motif bien fondé, le héros national des

Roumains, Avram JANCU, qui avait organisé et conduit l'insurrection contre le gouvernement hongrois. Les Saxons de Transylvanie eux-mêmes perdirent leurs anciens privilèges et leur autonomie, qu'avant 1848 rien n'avait troublés.

S'il était des Hongrois qui avaient passé au service de l'absolutisme pour devenir des « hussards de Bach », la plus grande partie de la nation attendait dans une résistance passive la venue de temps meilleurs ; elle suivait en cela l'exemple de François DEÁK, qui condamnait la contre-révolution de la Cour comme il avait condamné les mesures révolutionnaires de Kossuth, et vivait retiré sur ses terres. Après la chute de Kossuth, la popularité du modéré Deák grandit d'une manière inouïe. Chacun voyait en lui le représentant de la nation, celui qui, après tant de déceptions douloureuses, et grâce à une saine modération, devait trouver le moyen de sortir de cette effroyable crise. D'entre ses amis politiques, les membres les plus importants de l'ancien parti national libéral, il ne restait en Hongrie que le baron Joseph EÖRVÖS et le baron Zsigmond KEMÉNY. Ce dernier ne tarda pas à exercer sur l'opinion publique une grande influence au moyen de son *Pesti Napló*, journal quotidien rédigé dans l'esprit de Deák.

Bien que l'administration eût à lutter en Hongrie avec des difficultés de plus en plus lourdes, l'animosité de la nation croissant de jour en jour, bien que les grands impôts ne pussent être levés sans le secours de la force armée, bien que les excès de l'administration bureaucratique et les énormes dépenses de ce régime policier entraînaient la monarchie au bord de l'abîme financier, BACH eut l'audace, dans un ouvrage inspiré par lui et intitulé *Rückblick auf die jüngste Entwicklungsperiode Ungarns* (1857), de prétendre faire accroire à l'opinion étrangère, égarée — selon lui — par les émigrés, que son régime avait fait le bonheur de la population. Le comte Etienne SZÉCHENYI, qui avait cherché dans une maison de santé de Döbling, près Vienne, un soulagement à ses maux et, sa santé rétablie, ne quitta plus cet asile, condamnait le régime de Bach avec toute la passion de son patriotisme ; dans un ouvrage paru sans

nom d'auteur, à l'étranger, il répondit au *Rückblick* par une satire mordante. Avec une âpre ironie, le *Blick auf den anonymen Rückblick* flétrissait le ministre qui s'encensait ainsi lui-même ; en exposant à la risée publique le conseiller le plus intime de l'empereur, cet ouvrage contribua dans une grande mesure à la décision qu'il prit de se retirer sous le poids d'attaques de plus en plus multipliées, en même temps que les affaires de l'empire allaient de plus en plus mal. Széchenyi vécut assez pour voir la chute de son adversaire, mais son âme angoissée pour le sort de sa patrie ne put supporter les vexations de la police, qui épiait tous les gestes de l'auteur du *Blick* ainsi que de son entourage ; pour échapper à ces tortures morales il mit fin à ses jours (7 avril 1860).

La chute du régime Bach, et par contre-coup le faible allègement qui s'ensuivit dans le despotisme pesant sur la Hongrie, furent provoqués par certains événements de politique extérieure. L'attitude observée par l'Autriche à l'égard de la Russie, au temps de la guerre de Crimée, lui aliéna cette alliée, dont elle était l'obligée depuis 1849 ; la politique dont elle ne s'écarta jamais dans la question d'Orient rendit à jamais impossible un nouveau rapprochement entre les deux empires, qui pendant un siècle avaient vécu en bonne amitié. L'Autriche ne pouvant tolérer le protectorat russe sur les peuples orthodoxes des Balkans, l'hostilité était inévitable entre Vienne et Saint-Pétersbourg. D'autre part, l'oppression de l'Italie excluait tout rapprochement avec la France, qui en 1859 accorda son appui à la Sardaigne pour la réalisation de l'unité italienne. NAPOLÉON III se mit aussi en relations avec le chef de l'émigration hongroise, KOSSUTH, qui dès lors fit ses préparatifs pour fomenter une révolution en Hongrie avec l'assistance française. Mais les choses n'allèrent pas si loin. Après la victoire de Solférino, Napoléon, redoutant une attaque de la Prusse, conclut soudain la paix avec l'Autriche qui, en raison de sa situation intérieure, était disposée à faire le sacrifice de la Lombardie. Désespérant de réaliser ses projets de révolution, Kossuth se retira à Turin.

Après les défaites d'Italie, François-Joseph lui-même dut reconnaître que l'absolutisme ne pouvait être maintenu dans toute sa rigueur et qu'un gouvernement ne saurait poursuivre à l'extérieur une politique de grande envergure, et qui pèse d'un grand poids, quand il a sur ses derrières des sujets pleins d'animosité et d'exaspération. C'est pourquoi, Bach renvoyé, l'empereur se rapprocha du régime constitutionnel et, par l'acte d'octobre 1860, donna à ses Etats une constitution nouvelle. Les affaires communes à tous les pays devaient être réglées par une assemblée centrale et uniforme où les assemblées provinciales enverraient un certain nombre de membres. Le gouvernement était dirigé par un ministère commun, à la tête duquel fut placé un libéral, SCHMERLING. Les anciennes magistratures furent rétablies en Hongrie, avec la Chancellerie, le Conseil de lieutenance, l'autonomie des comitats. Schmerling, voulant affermir la position de l'Autriche en Allemagne pour compenser les pertes subies en Italie, avait besoin que la Hongrie envoyât ses députés à l'Assemblée commune, afin que la Monarchie habsbourgeoise pût entrer en totalité dans la Confédération des Etats allemands et y eût ainsi plus de poids. Mais du côté hongrois cette solution n'était pas acceptable : elle ne signifiait pas autre chose que la réalisation, sous des formes constitutionnelles, de l'Etat unifié de Bach. La Hongrie ne pouvait renoncer à son antique constitution, et la nation entière, sous la conduite de Deák, le « sage de la patrie », s'en tenait au principe de la continuité juridique, souhaitant que l'on reconnût les lois de 1848, sur lesquelles l'Etat hongrois devait être édifié.

En 1861 la « patente de février » convoqua la Diète hongroise afin qu'elle délèguât 85 membres au Parlement central de Vienne. Le résultat des élections fut loin de répondre à l'attente des conservateurs, qui occupaient des fonctions de magistrature. On vit presque exclusivement à la Diète des députés partageant au sujet de la constitution le point de vue déjà connu. Personne ne voulait prendre part à l'Assemblée du Parlement central, et deux partis seulement se partageaient la Diète : le premier refusait d'engager des

pour parler avec le roi (qui n'était pas couronné), et voulait proclamer par voie de *résolutions* les revendications du pays ; l'autre, dont Ferenc (François) DEÁK était le chef, se proposait d'envoyer une *adresse* au souverain pour lui faire connaître les vœux de la Hongrie. Quand on en vint aux voix, ce fut ce dernier parti qui l'emporta ; cette circonstance montre bien que la nation voulait éviter la rupture et chercher la base d'un accord. Dans l'adresse au roi, Deák exposait en termes convaincants comment la réconciliation avec la Hongrie ne pouvait avoir lieu que sur la base de son antique constitution, et que les conditions en étaient la réunion au pays des parties qu'on en avait séparées, la reconnaissance des lois fondamentales, la nomination d'un ministère responsable devant la Diète et le couronnement du souverain. Dans sa réponse, l'empereur insista sur ce point que, dès avant 1848, la Hongrie n'était pas seulement unie à l'Autriche par la personne du souverain, et qu'en relâchant ces liens les lois de 1848 avaient précipité la monarchie dans un grave péril. Là-dessus, Deák rédigea une nouvelle adresse, déclarant que la nation était résolue à continuer de subir l'oppression plutôt qu'à renoncer à sa constitution. La Diète fut dissoute. SCHMERLING voulait attendre que la Hongrie se montrât plus souple ; afin de hâter la chose, il organisa de nouveau un gouvernement militaire et despotique : un « *provisorium* », comme il disait, ne voulant le maintenir que jusqu'à ce que le pays envoyât des députés au Parlement central. Le gouverneur de la Hongrie fut un général, la justice fut rendue par des cours martiales et la constitution des comitats suspendue. Les mesures prises par Schmerling ne menèrent pas au résultat désiré ; seule, la Diète de Transylvanie envoya quelques députés roumains et saxons (allemands) à Vienne, où Croates et Serbes eux-mêmes refusèrent de paraître. Schmerling n'en persista pas moins dans sa « *Verwirkungstheorie* », à laquelle un professeur de Vienne, LUSTKANDL, donna une base juridique dans un ouvrage intitulé *Das österreich-ungarische Staatsrecht* : suivant lui la Hongrie n'a jamais constitué sous les Habsbourgs un Etat indépendant (1865). A l'encontre de cette théorie, Deák démontra dans ses *Adalé-*

kok a magyar közjoghoz (Contributions au droit public hongrois) qu'aux termes de la loi la Hongrie a toujours été indépendante, même dans les questions militaires et de politique étrangère.

Mais la situation politique extérieure empirant toujours, la Cour ne tarda pas à se montrer plus conciliante. La situation devenait de plus en plus tendue entre Autriche et Prusse par suite de la question de l'hégémonie allemande. BISMARCK était résolu, comme on pouvait le conclure de ses déclarations, à chercher sur le champ de bataille la solution à ce problème vieux de plusieurs générations. La guerre du Schleswig-Holstein (1864) où les deux rivales luttèrent côte à côte, accrut encore leur antagonisme. Bon gré mal gré, François-Joseph dut tirer les conséquences de la situation : avec une Hongrie hostile sur ses derrières, l'Autriche était impuissante en Allemagne. Ce fut dans ces circonstances que Deák — encouragé par des gens tenant de près à la Cour — écrivit dans le *Pesti Napló* son fameux article de Pâques, exposant que le rétablissement de la constitution n'excluait pas la communauté de certaines affaires et l'heureux développement de l'Autriche. Les tendances séparatistes de la Hongrie avaient toujours été provoquées par les mauvais conseillers du souverain qui voulaient que ce pays se fondît entièrement dans l'empire autrichien.

L'article de Pâques eut un grand retentissement, surtout quand Deák eut exposé dans un journal de Vienne quelles affaires de la vie publique il estimait communes et comment elles pourraient être réglées. François-Joseph résolut de se rapprocher de la Hongrie. Schmerling renversé, le chancelier hongrois fut Georges MAJLÁTH, qui était en relations avec Deák ; puis on convoqua la Diète, dont l'immense majorité reconnut Deák pour chef. Les conservateurs étaient en petit nombre. Une grande partie des émigrés désiraient eux aussi la réconciliation, et le « parti de 49 » avait perdu un grand nombre de ses fidèles, surtout depuis qu'avait été publié le projet de Kossuth : réunion politique de la Hongrie avec les Etats danubiens, « Confédération danubienne ». Mais de grands obstacles s'opposaient encore au compromis, car l'empereur ne voulait pas reconnaître

les lois de 1848. D'autres difficultés étaient causées par la *camarilla* militaire, qui tenait encore la Hongrie pour un pays conquis, ainsi que par les ministres autrichiens, avec le comte BELCREDI à leur tête, qui étaient partisans d'une constitution fédéraliste et d'une monarchie unifiée. Ces difficultés furent résolues par la guerre avec la Prusse, en 1866. Avant le début des hostilités, Deák soumit en hâte à une commission de la Diète élue à cet effet un projet qu'il avait élaboré en commun avec le comte Jules ANDRÁSSY. Le désastre de Sadowa et l'exclusion de l'Autriche du *Bund* allemand accrurent considérablement les chances d'accord. Au cours même de la guerre, François-Joseph appela à Vienne Deák, qui n'alla pas plus loin dans ses désirs que ce qui avait été fixé avant ces événements. Après de longues consultations, Deák et Andrassy réussirent à convaincre François-Joseph que le seul moyen d'assurer la tranquillité de la monarchie était une réforme de la constitution dans le sens dualiste, chacune des parties gardant son indépendance. Un pas décisif fut fait par la nomination d'un ministère hongrois responsable, à la tête duquel était Jules ANDRÁSSY. Après la réunion de la Transylvanie à la mère-patrie, la Diète inscrivit parmi les lois l'abdication de Ferdinand V, accorda au souverain des droits plus étendus en ce qui concernait la dissolution de l'Assemblée et, sur un puissant discours de Deák, vota le Compromis.

BIBLIOGRAPHIE

Sur la révolution, voir Mihály HORVÁTH, *Magyarország függetlenségi harcának története* (Histoire de la guerre de l'indépendance hongroise), I-III, 2^e édition, Pest 1871-72 ; Ervin SZABÓ, *Társadalmi és pártarcok a 48-49-es magyar forradalomban* (Les luttes sociales et de partis dans la révolution hongroise de 48-49), Bécs, 1921 ; Arthur GÖRGEY, *Mein Leben und mein Wirken in Ungarn in den Jahren 1848-49*, Leipzig, 1852 ; baron Jos. Alex. von HELPERT, *Der ungarische Winterfeldzug und die oktroyierte Verfassung, 1848 bis März 1849*, Prag, 1886 ; Hans SCHLITZER, *Versäumte Gelegenheiten, Die oktroyierte Verfassung v. 4. März 1849*, Vienne, 1920.

Sur l'absolutisme, voir : Walter ROGGE, *Oesterreich von Világos bis zur Gegenwart*, I-III, Leipzig, 1872-1873 ; Henri FRIEDJUNG, *Oesterreich von 1848 bis 1860* (L'Autriche de 1848 à 1860), I-II, Stuttgart, 1908 ; Albert BERZEVICZY, *Az abszolútizmus kora Magyarországon* (L'ère absolutiste en Hongrie), I-II, Budapest, 1922-25, un chapitre publié dans la *Revue des Etudes hongroises* (1926) : *L'Emigration hongroise et la Campagne d'Italie*

en 1859; Arpád KÁROLYI, *Gróf Széchenyi István döblingi irodalmi hagyatéka* (Les écrits posthumes du comte Etienne Széchenyi trouvés à Döbling), I-II, Budapest, 1921-1922, dans l'introduction du tome I^{er}; *Szögyény-Marich László Emlékiratai* (Mémoires de László Szögyény-Marich), I-III, Budapest, 1908-1918. — Sur l'émigration, voir : Louis KOSSUTH, *Ira-talm az emigrációból* (Mes écrits pendant l'émigration) I-X, Budapest 1881-1904, une édition française en a paru en un volume : *Souvenirs et écrits de mon exil*. Période de la guerre d'Italie. Paris, 1880. — Sur le Compromis et ses antécédents, voir : Edouard WERTHEIMER, *Graf Julius Andrassy*, I-III, Stuttgart, 1910-13, ouvrage qui naturellement embrasse aussi l'activité d'Andrassy comme Ministre des Affaires Etrangères de l'Autriche-Hongrie; Manó KÓNYI, *Deák Ferenc beszédei* (Discours de François Deák), I-VI, 2^e édition, Budapest, 1903. — Sur les rapports austro-hongrois au point de vue du droit public, voir : LUSTKANDL, *Das ungarisch-österreichische Staatsrechtl*, Vienne 1863; François DEÁK, *Ein Beitrag zum ungarischen Staatsrecht*, Pest 1865; comte Jules ANDRÁSSY [fils], *A magyar állam fennmaradásának és alkotmányos szabadságának okai* (Les causes de la survivance et de la liberté constitutionnelle de l'Etat hongrois), I-II, Budapest, 1901; Louis EISENMANN, *Le compromis austro-hongrois de 1867*, Paris, 1904; Harald STEINACKER, *Zur Frage der rechtlichen Natur der öst.-ung. Gesamtmonarchie*, Vienne, 1910; comte Albert APPONYI, *Die rechtliche Natur der Beziehungen zwischen Oesterreich und Ungarn*, Vienne 1910. Le plus récent ouvrage traite sur une base historique la question de la constitution est celui de Joseph REDLICH, *Das österreichische Staats- und Reichsproblem*, I-II. Leipzig, 1920-26. Une vue rapide de l'histoire de la constitution hongroise: C^{te} A. Apponyi, *L'évolution constitutionnelle de la Hongrie*. Budapest, [1927]. Nous signalons encore deux travaux d'ensemble en français : A. de BERTHA, *La Hongrie moderne de 1849 à 1901*, Paris, 1901 (point de vue hongrois libéral), Ch. SEIGNOBOS, *Histoire politique de l'Europe contemporaine*, t. II, (7^e éd.). Paris, 1926, pp. 545 ss. et 714 ss. (très sévère pour la Hongrie).

CHAPITRE IX

L'ÉPOQUE DU DUALISME.

L'accord de 1867, dont le couronnement de FRANÇOIS-JOSEPH (8 juin) marque la consommation, prétendait mettre fin à une lutte de trois siècles et demi qui avait pour origine la domination de la dynastie sur des pays plus puissants que la Hongrie, et pour conséquence le contraste entre les lois hongroises et l'état des choses existant. L'accord ne pouvait donc être qu'un compromis. Il fallait compter avec les ressources et la puissance de la partie de la monarchie habsbourgeoise située au delà de la Lajta, en face de laquelle, ainsi que l'histoire l'avait prouvé si souvent, la nation hongroise avait vainement tenté de préserver sa pleine indépendance. L'œuvre de DEÁK et ANDRÁSSY avait pour point de départ la Pragmatique Sanction, qui établit la communauté de souverain et l'obligation commune et mutuelle de la défense ; elle en déduisait d'abord sous une forme déterminée les devoirs des deux Etats l'un envers l'autre, devoirs dont elle désignait le mode d'exécution ; elle complétait ainsi les lois de 1848 et, tout en respectant l'indépendance des deux pays, en arrêtait le mode d'union, le dualisme. François-Joseph, qui avait participé à sa création, y resta fidèlement attaché jusqu'au bout, pendant un demi-siècle, si bien qu'il subsista jusqu'à la catastrophe finale qui démembra la monarchie. La loi XII de l'année 1867 déclare communes les affaires militaires et étrangères, en tant qu'instruments de la défense, ainsi que les affaires financières servant à y pourvoir. Le souverain commun veille à la conduite et à l'organisation intérieure de l'armée ;

l'offre de recrues destinées aux troupes qui doivent être complétées par la Hongrie, la fixation de la durée du service ainsi que l'établissement et le changement de l'organisation militaire, appartiennent aux attributions de l'Assemblée nationale. Les affaires communes sont confiées à des ministres communs qui, les Hongrois se refusant à établir un Parlement commun, sont responsables devant une Commission déléguée, suivant les lois de l'égalité la plus rigoureuse, par les Parlements des deux pays. Les « Délégations », qui se réunissent tous les ans, établissent le budget commun, prennent des décisions sur propositions des ministres communs, ne communiquent entre elles que par écrit et ne siègent ensemble, pour voter en commun, que s'il leur est impossible autrement d'arriver à un accord. Une fois ratifiées, leurs décisions ont force de loi. Les Parlements de chacun des deux Etats n'envoyant que leurs membres les plus éminents aux Délégations, le niveau des débats de celles-ci était plus élevé que celui des séances parlementaires. La contribution des deux Etats aux dépenses communes est fixée de temps à autre par une commission spéciale déléguée par les deux Parlements ; si l'on n'arrive pas à un accord, c'est le souverain qui décide. Après de longs pourparlers, la *quote-part*, comme on nomma la contribution aux dépenses communes, fut fixée pour la Hongrie à 30 %, mais portée progressivement à 37 % dans les derniers temps du dualisme.

Mais le Compromis donna aussi une forme légale à d'autres aspects de la communauté, qui ne pouvaient être déduits de la Pragmatique Sanction. Considérant que ses intérêts s'accordaient avec ceux de l'Autriche, la Hongrie se déclara prête à conclure avec elle, pour un temps déterminé, une alliance commerciale et douanière, à se concerter avec elle au sujet de traités de commerce communs avec les Etats étrangers, à s'entendre sur certaines questions ferroviaires et à régler les impôts sur la consommation suivant des principes uniformes découlant de l'Union douanière. Une autre conséquence en était l'uniformité du système et du taux de la monnaie, qui d'autre part avaient pour condition l'unité de direction, c'est-à-dire de

banque. La Banque Nationale Autrichienne, transformée en 1878 en Banque Austro-Hongroise, obtint le droit exclusif d'émettre des billets et veilla à satisfaire aux besoins de crédit économique des deux Etats.

Dans les circonstances données, ce compromis était la meilleure solution possible ; mais il ne pouvait satisfaire d'une manière durable aux exigences d'une nation en voie de développement : les principales fonctions de la vie politique échappaient au droit de disposition exclusive de la nation. De par la nature même des choses, et malgré tous les soins de DEÁK, le régime dualiste faisait que chacun des deux Etats était intéressé aux affaires intérieures de l'autre. Ainsi donc, pendant un demi-siècle l'œuvre de Deák assura au pays la possibilité d'une évolution pacifique, puisqu'elle réglait les rapports des deux Etats gouvernés par un souverain commun et affermissait au dehors la puissance de la monarchie habsbourgeoise en ordonnant l'aménagement intérieur ; mais ne satisfaisant point parfaitement les aspirations à l'indépendance politique, elle laissait la voie ouverte à la mésintelligence entre les deux pays et aux conflits de droit public, où se consuma pendant le demi-siècle suivant le meilleur de l'énergie nationale. Le parti que dirigeait la puissante individualité de Deák assurait au compromis la majorité parlementaire, mais ne comblait pas les vœux de la masse de la population hongroise.

Dès le début, KOSSUTH accusa Deák d'avoir trahi les droits de la nation, dont il ne pouvait défendre à tous égards la pleine souveraineté ; et même par la suite, le « Gouverneur » — dont les déclarations, venues de son lieu d'exil, accompagnaient toutes les manifestations de la vie politique hongroise — ne négligea aucune occasion d'échauffer les passions nationales contre la politique modérée dont Deák avait posé les fondements. L'opposition, qui se plaçait sur le terrain du droit public, et dont le programme était celui de Kossuth, était faible à l'origine. Mais, avec l'expansion du culte de Kossuth, les fatals événements de 1849 commençaient de tomber dans l'oubli. La nouvelle génération ces-

sait de voir en certains hommes la cause des malheurs de la nation et s'enthousiasmait uniquement pour la plénitude de l'indépendance nationale. L'opposition devint beaucoup plus forte, et précisément dans les régions purement hongroises-magyares ; elle prit en 1884 le nom de « Parti de l'indépendance et de 48 » : Son programme empêchait *a priori* qu'elle pût parvenir au pouvoir par des voies normales et supporter le fardeau de la responsabilité politique. Quant à une révolution, étant données les circonstances et les forces en présence, elle ne pouvait y songer ; elle ne pouvait d'ailleurs en avoir envie, pour peu qu'elle connût l'état d'esprit du pays et des électeurs. Ce parti politique ne voulait précipiter l'Etat dans une crise inextricable, ne pouvait souhaiter d'avoir pour lui la majorité ; il rendait très difficile le développement d'une vie parlementaire normale et, loin d'en faciliter la solution le moins du monde, il n'était à même, dans son irresponsabilité, que d'envenimer les différends entre la nation et la dynastie.

Pendant un demi-siècle de dualisme, la Hongrie n'eut pas d'autre parti d'opposition capable de gouverner, abstraction faite de faibles fractions sans autres bases que l'immense autorité personnelle de leurs chefs : — qu'il nous suffise d'évoquer ici les grandes figures du comte Albert APPONYI et de Dezső SZILÁGYI. Ces partis se succédaient par intervalles et, si leurs chefs trouvaient une occasion de succès, retournaient, faute de programme, au « parti de 67 », qui formait le gouvernement, ou bien au « parti de 48 », dont la politique était la négation, reprenant et continuant par là la tradition politique des anciens *kuruc*. C'est en de pareilles conditions que le premier de ces partis, nommé d'abord « parti Deák », puis, après la fusion, « parti libéral », et enfin, après un interrègne de tous les partis d'opposition coalisés révélant les conditions anormales de la vie politique, « parti du travail national », supporta ce fardeau de plus en plus pesant : défense du Compromis et conciliation des intérêts dynastiques et autrichiens avec les prétentions hongroises à l'indépendance, qui croissaient de plus en plus avec l'essor intellectuel et économique de la nation. S'il ne voulait exposer le pays aux dures épreuves tant de fois subies et en-

traver la voie du développement économique, qui depuis le Compromis prenait de puissantes proportions, il lui fallait par tous les moyens rester au pouvoir. Ses chefs, les Présidents du Conseil hongrois, devaient concilier les intérêts dynastiques et l'état d'esprit public, de plus en plus exigeant ; ils risquaient continuellement ou de perdre les bonnes grâces du souverain en se faisant les représentants des désirs nationaux qui, sous la pression des menées oppositionnelles, visaient à la pleine indépendance ou, en apportant trop de vigueur à la défense des institutions communes, de rendre leur position parlementaire impossible. Souvent une minorité infime les contraignait à s'éloigner.

Déjà le cabinet ANDRÁSSY et le parti DEÁK eurent à supporter le poids de cette situation équivoque. L'opposition, le parti centre-gauche de Kálmán TISZA et de Kálmán GHICZY, s'appuyait sur l'état d'esprit général de la nation, peu satisfaite du compromis, particulièrement dans la question de l'armée. Tisza avait déjà commencé d'utiliser les comitats comme porte-paroles de l'opposition. Par la suite elle les considéra toujours comme les organes de la résistance nationale ; c'est pourquoi, à aucune condition, elle ne permit de réaliser l'étatisation, si souvent mentionnée et d'ailleurs réellement nécessaire, de l'administration publique, départementale ou urbaine. Le cabinet Andrassy, dont on attendait une organisation nouvelle du pays, dut s'accommoder aux circonstances et, pour ne pas menacer le Compromis avec l'Autriche, se contenter de demi-mesures en matière de réformes.

Sa plus grande tâche, la réconciliation avec les nationalités non-magyares, lui non plus ne la résolut pas ; et d'ailleurs il ne le pouvait. Et pourtant les événements de 1848 en avaient prouvé clairement l'importance. Il est vrai, les relations avec la Croatie, au point de vue du droit public, furent réglées, au prix d'un sacrifice territorial de la part de l'Etat hongrois qui, par esprit de conciliation, renonça aux comitats de Slavonie. Mais à la longue le sentiment national croate en fut aussi peu satisfait que le gros du peuple hongrois l'avait été du Compromis

de Deák. L'autonomie dont la Croatie avait joui jusque là fut élargie, et sous des formes constitutionnelles. Avec sa Diète et son Gouvernement, à la tête duquel était placé le Ban, responsable devant le Gouvernement hongrois, il s'en fallait de peu qu'elle ne formât un Etat séparé. Sa représentation au Parlement hongrois était une députation de 40 membres, mais qui ne prenait part aux débats que s'il s'agissait des affaires communes, au sujet desquelles les décisions de l'Assemblée obligeaient aussi la Croatie-Slavonie.

Les nationalités non-magyares, qui depuis 1848 se considéraient comme des nations politiques de même rang que la nation hongroise-magyare, visaient à une situation analogue, au point de vue du droit public, à celle de la Croatie, et désiraient que les comitats fussent répartis suivant le principe national, afin d'arriver à une confédération. Dès 1861, Roumains et Slovaques formulèrent des vœux en ce sens. Un fait rendait plus difficile encore la situation des gouvernements hongrois dans la question des nationalités : craignant que le dualisme ne mît en danger l'existence de la monarchie habsbourgeoise, certains milieux proches de la Cour, milieux militaires principalement, mais aussi différents partis autrichiens continuaient, même après le Compromis, la politique traditionnelle observée par le Gouvernement viennois avant la révolution, à l'égard des allogènes : en soutenant leurs visées affaiblir l'influence hongroise. L'organisation dualiste excluait toute satisfaction de ces prétentions politiques. La chose n'eût été possible qu'avec un système fédéral. Aussi certains milieux influents, et les grands seigneurs tchèques en premier lieu, s'efforçaient-ils d'arriver à supprimer le dualisme en cultivant les prétentions des nationalités non-magyares. Ils ne voyaient pas que l'irrédentisme, croissant à mesure que s'élevait le niveau de la culture des nationalités, amènerait forcément, en cas de tentative pour transformer l'Autriche-Hongrie en une fédération de peuples, l'anéantissement de la monarchie habsbourgeoise.

Le Compromis ne pouvait satisfaire ces aspirations, mais la « loi des nationalités », création du parti de Deák (loi XLIV

de l'année 1868), qui garantissait à tout citoyen l'usage de sa langue nationale dans l'administration et devant la justice, en était aussi peu capable. La loi sur l'instruction publique, promulguée la même année, permettait à chacun de fonder des écoles et d'en déterminer la langue d'enseignement. Seul l'enseignement supérieur devait se donner dans la langue de l'Etat, en hongrois. Mais les nationalités non-magyares demandaient l'emploi de la langue de la majorité, par comitat, dans tous les ressorts inférieurs de l'administration, le libre usage et l'entière égalité de leur langue jusque dans le Gouvernement central.

Or tandis que le progrès des nationalités non-magyares sur le terrain culturel et économique était assuré, les mouvements irrédentistes empêchaient l'exécution totale et rigoureuse de la loi de 1868 sur les nationalités. Vis-à-vis des tendances centrifuges, les gouvernements hongrois se virent obligés de défendre l'unité politique du pays, sans penser pourtant à la dénationalisation d'aucun citoyen de langue non-magyare.

Une attitude plutôt germanophile en 1870 et après la formation de l'empire allemand avait prédestiné ANDRÁSSY à diriger la politique extérieure de la monarchie. Son éloignement, ainsi que le grand âge de François DEÁK, eussent entraîné la ruine du parti Deák et la crise de l'Etat, dont le Compromis avec l'Autriche et la mauvaise gestion économique avaient bouleversé le budget, si le parti de Kálmán TISZA, mieux organisé, disposant de plus de talents politiques, et s'appuyant sur la classe des moyens propriétaires, n'avait pris comme plateforme, sans réserve, le Compromis. Avec la « fusion » de 1875 commence l'époque du gouvernement de Kálmán TISZA, qui dura 15 années, et affermit l'œuvre du Compromis et le régime qui en était la suite. Ce ne fut qu'en exerçant la domination la plus sévère que Tisza et son parti purent assurer pendant quinze ans une évolution pacifique et exempte de crises, malgré les aspirations à l'indépendance nationale qui se répandaient de plus en plus à mesure que disparaissait la génération de 48, éprouvée par tant de malheurs. Tous les moyens gouvernementaux et administratifs furent

mis au service du parti au pouvoir ; il récompensait de la manière la plus diverse, depuis les distinctions et promotions, témoignages de la faveur du souverain, jusqu'à l'octroi de bourses scolaires, les services des particuliers et des circonscriptions électorales. Comme c'étaient justement les grandes masses purement hongroises du bas-pays qui se rangeaient sous l'étendard du parti de l'indépendance et de 1848, les circonscriptions des territoires habités par les nationalités non-magyares, comptant moins d'électeurs et ainsi plus faciles à influencer, procuraient une forte majorité aux représentants du parti libéral, parmi lesquels Tisza savait maintenir une bonne discipline. En conséquence ces circonscriptions bénéficiaient des investissements dépendant du gouvernement dans une plus grande mesure que les régions purement hongroises et d'esprit *kuruc*, qui restaient ainsi plus arriérées au point de vue des institutions modernes, économiques ou intellectuelles. Cette politique de parti, garantissant à tout prix le Compromis avec l'Autriche, et d'ailleurs imposée par la situation à Kálmán Tisza et ses successeurs, ne contribua pas dans une faible mesure à élever le niveau économique des nationalités non-magyares, ainsi qu'à rendre possible et à fortifier parmi elles le développement d'une classe cultivée. D'autre part, le ministère Tisza avait déjà senti l'influence paralysante des difficultés de droit public qui découlaient de plus en plus des affaires communes. Le renouvellement du Compromis, en 1877, prouva que l'adversaire avec lequel le Gouvernement hongrois devait périodiquement engager des pourparlers n'était pas animé de bonnes dispositions. Mais les plus grandes excitations, l'exaspération des passions politiques hongroises, furent occasionnées par l'armée commune, qui ne laissa plus en paix l'opinion publique ; une fraction du parti de l'indépendance était prête, à tout moment, à causer des difficultés au gouvernement en formulant à ce propos des exigences populaires. Entre toutes les affaires communes, l'armée austro-hongroise était en effet celle que, grâce au service obligatoire, chacun avait l'occasion de connaître par expérience personnelle. Il devenait clair pour chacun que le nouvel ordre de choses datant de 1867 se

traduisait tout au plus, dans l'armée, par quelques changements extérieurs et d'importance minimée, mais que l'esprit en était resté le même. Avec son équipement défectueux et l'absence de certaines armes — tout au moins jusqu'au développement qu'elle dut, après 1890, au baron Géza FEJÉRVÁRY — l'armée nationale hongroise (*honvédség*) jouait un rôle effacé à côté de l'armée commune, qui fut pendant toute notre époque une institution nettement anti-hongroise incarnant la vieille idée d'une Autriche centralisée. De par son éducation et sa composition, son corps d'officiers suivait avec une sympathie non dissimulée les visées fédératives des nationalités non-magyares de la Hongrie. Ses généraux, l'archiduc ALBRECHT en tête, qui pendant longtemps exerça sur l'armée plus d'influence que le souverain lui-même, n'étaient enclins à aucune espèce de concession envers le sentiment national et le souverain en personne veillait avec une obstination extraordinaire à l'unité de son armée, comme de l'unique organe de la « monarchie commune » où il ne laissait pas pénétrer de germes de « dissolution ». La langue en étant l'allemand et la conception politique proprement autrichienne, les fils des propriétaires hongrois ne pouvaient, comme cela se produisait ailleurs, entrer en foule dans le corps des officiers. L'opinion publique nationale voyait dans l'armée l'ennemie de l'Etat hongrois, rôle qu'elle avait joué dans le passé et auquel elle pouvait encore être appelée à l'avenir. Quel était l'antagonisme entre la nation et ses protecteurs jurés, c'est ce qui se manifesta pour la première fois, à la consternation générale, au jour anniversaire de la prise de Bude et de la mort du général impérial Hentzi qui défendit la citadelle contre les Hongrois : après un discours solennel, JANSZKY, commandant de la garnison de Budapest, couronna, la statue de ce soldat de l'Empereur (1886). On s'aperçut dès lors combien, entre la nation et la dynastie, la situation du Président du Conseil hongrois était difficile dans la question de l'armée. Kálmán Tisza ne trouva pas en haut lieu l'appui dont il aurait eu besoin en présence des procédés, outrageux pour la piété nationale, que s'étaient permis les officiers. Sa situation parlementaire devint impossible au milieu des scènes orageuses

qui accompagnèrent bientôt les débats sur l'armée ; en échange du vote de nouvelles classes militaires, l'opposition exigea d'abord que certaines concessions fussent accordées à la nation ; malgré les apparences ce fut là l'occasion immédiate de sa chute.

Au temps du gouvernement de Kálmán TISZA, la question des nationalités fut le feu qui couve sous la cendre. Si la politique étrangère d'Andrássy, dont l'axe était l'alliance allemande, imprima l'énergie nécessaire à l'action impérialiste dans les Balkans par l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine (1878) après la guerre turco-russe, elle fut absolument impropre à gagner les nationalités. L'occupation, qui ne réglait même pas définitivement la question, heurta l'opinion publique de la Hongrie et de la monarchie tout entière, à l'exception de celle des Croates, qui se sentaient rapprochés d'un pas de la réalisation de leurs rêves impérialistes. Depuis lors, les tendances au nationalisme devinrent de plus en plus fortes et l'on assista au curieux spectacle d'un Benjamin KÁLLAY, créateur de l'administration dans les provinces nouvellement occupées, soutenant plutôt les Serbes contre les aspirations croates et facilitant ainsi le développement économique et intellectuel de la nationalité qui, dans le mouvement irrédentiste, marchait toujours en tête. A cette époque, il est vrai, la Serbie était, du fait de la dynastie des Obrenovitch, l'obligée de la monarchie ; mais cette dépendance pesa aussi peu dans la balance, plus tard, lors de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine (1908), que l'amitié de la Roumanie pour la Triplice : cette amitié n'empêchait pas les milieux non officiels d'appuyer les menées irrédentistes des Roumains de Transylvanie. La « Ligue pour la Culture » (*Liga culturală*) employait même les finances de l'Etat roumain à l'entretien du mouvement des extrémistes roumains de Transylvanie, arrivés à la majorité depuis 1890, et qui ne jugeaient même pas nécessaire de traiter avec le Gouvernement hongrois, mais, se considérant comme une « nation constitutive » de la « monarchie », firent parvenir directement au souverain un *memorandum* exposant leur programme et leurs griefs. Le procès intenté à cette occasion aux chefs du mouvement par le Gouvernement hon-

grois, par l'intermédiaire duquel l'adresse leur avait été retournée sans avoir été décachetée, donna à la *Ligue pour la Culture* l'occasion d'éveiller parmi les peuples latins, mais aussi dans l'opinion publique européenne, l'intérêt pour les Roumains de Transylvanie. Des mesures vigoureuses, comme la dissolution du « Comité national » (1894) réduisirent les Roumains à la passivité, de sorte qu'à la fin du siècle passé un calme relatif régnait dans les relations des Hongrois avec eux.

L'activité politique du Parlement hongrois et des ministères qui suivirent celui de Kálmán TISZA fut absorbée par les luttes au sujet du droit public découlant de la communauté avec l'Autriche. La paix européenne, qui dura une génération, fut employée par des politiciens sans valeur sérieuse, non pas à de grandes créations nationales, mais à de mesquines disputes parlementaires, à l'obstruction, par toutes sortes de moyens, au fonctionnement normal du Parlement. Quant à la violence révolutionnaire et à la conquête, armes en main, de droits présumés, aucun de ces politiciens n'y songeait. Personne cependant ne pouvait croire que s'opposer aux nécessités normales de la vie de l'Etat fût le moyen d'arriver au but.

Faisons abstraction des lois touchant la politique religieuse ; dans ce pays habité par une population très divisée au point de vue confessionnel, elles avaient mis fin efficacement aux empiètements des Eglises, souvent dénoncés dès le temps du régime des Ordres, et ne purent être réalisées qu'une fois vaincue la résistance de la Cour et des Ordres supérieurs. Restent dès lors à mentionner tout au plus la réglementation du change, la stabilisation du cours des billets de banque à la parité de l'or — réforme dont aujourd'hui l'importance n'échappe à personne — comme autant de faits qui n'étaient pas destinés à faire face aux besoins journaliers de l'Etat selon les formes établies dans le Compromis. Ces deux réformes sont attachées au nom de Sándor WEKERLE qui d'abord, en qualité de ministre des finances de Kálmán Tisza, rétablit l'équilibre du budget, inconnu depuis 1870, et plus tard dirigea le pays comme Président du Conseil (1892-1894).

Le Millénaire, le millième anniversaire de la conquête du pays (1896), fut célébré par la population hongroise tout entière, en apparence du moins, au sein de la plus grande concorde avec son souverain. Sous l'effet d'une longue paix extérieure la nation s'était élevée à un degré de bien-être inconnu jusqu'alors ; mais en dépit de sa puissante floraison l'arbre de l'Etat hongrois était rongé par un ver intérieur. Tandis que le monarque vieillissant était incapable d'aucune initiative et considérait comme son devoir unique le maintien de l'ordre existant, la monarchie panachée des Habsbourgs accusait les signes d'une décomposition, que les pays étrangers et les voisins suivaient avec une attention vigilante. En Autriche, après la chute du ministère TAAFFE qui, en accordant des concessions aux Slaves, particulièrement aux Tchèques et aux Polonais, et en sacrifiant les intérêts allemands, avait, bien qu'au prix de forts cahots, fait avancer le « char de l'Etat » sur la route raboteuse du parlementarisme, il devint pour ainsi dire impossible de satisfaire par voie parlementaire aux besoins de l'Etat, qui fut gouverné — abstraction faite d'intermèdes constitutionnels de courte durée — à la manière absolutiste, en appliquant le § 14 de la loi fondamentale autrichienne. La dislocation nationale s'étendait de plus en plus en Autriche ; non seulement les Tchèques et les Slovènes étaient les ennemis jurés du dualisme, mais il se forma jusqu'au centre du germanisme un parti, celui des chrétiens sociaux, organisé par LUEGER, qui attendait du fédéralisme la création d'une Grande-Autriche, avec l'appui des nationalités non-magyares de Hongrie, principalement des Croates et des Roumains. Ceux qui mettaient en œuvre toutes ces menées étaient les grands seigneurs féodaux germanotchèques et leur ami politique, l'archiduc FRANÇOIS-FERDINAND, devenu l'héritier présomptif du trône après la mort tragique (1889) du populaire RODOLPHE, très hongrois de cœur.

Cette transformation, aux dépens du dualisme créé par Deák, de la partie de la monarchie située au delà de la Lajtha, mouvement très net, de plus en plus accentué, et qui attendait sa victoire de la mort du vieux souverain, ne pouvait demeurer sans effet ni sur la situation politique hongroise,

qui déjà ne permettait qu'au prix de difficultés considérables d'assurer les besoins de la communauté, ni sur les prétentions, qui se ranimaient et croissaient, des nationalités non-magyares de la Hongrie. Le culte de KOSSUTH, qui atteignit son apogée avec les funérailles du grand émigré (1894), le retour de son fils FRANÇOIS et sa tournée dans l'Alföld, gonfla également les voiles du parti de l'indépendance. Mais le jeune Kossuth, qui devint le chef du parti, n'avait pas assez d'énergie pour le diriger, et plus d'une fois les rênes lui tombèrent des mains ; il ne disposait pas non plus d'assez de talent ni d'expérience politiques pour atteindre des résultats importants, effectivement propres au développement national, au lieu de subordonner la politique de son parti à des points de vue de droit public. Ce fut le parti national, placé sous la conduite du comte Albert APPONYI et qui s'éloignait de plus en plus de la base de 67, qui agita le premier la question des « conquêtes nationales », qui pendant les vingt dernières années domina la vie politique de la Hongrie. Ce fut seulement au prix de concessions de ce genre à l'opposition que l'on parvint à voter les dépenses normales de l'État et assurer une majorité conforme aux principes de 67. Le vote du budget, du contingent régulier de recrues, du moindre développement de la force armée, était noyé dans la mer de l'obstruction et des scandales parlementaires, alors que l'Europe s'armait fiévreusement en vue de la lutte des grandes puissances, lutte qui pouvait éclater tôt ou tard. La Hongrie eut mainte fois le spectacle de l'« ex-lex » (consistant entre autres à ne pas appeler les recrues) quand, à l'extérieur, la situation ne faisait qu'empirer, par suite de l'impuissance de la diplomatie austro-hongroise après le temps de Bismarck et d'Andrássy. D'autre part, l'attitude des chefs de l'armée n'était guère propre à tempérer les aspirations des partis de l'opposition. Grâce à l'agitation de l'opposition ainsi que d'une presse effrénée, l'avènement du hongrois comme langue du commandement, la question des insignes militaires nationaux, et en un mot celle de l'armée indépendante hongroise occupèrent de plus en plus de place parmi les vœux politiques de la nation, auxquels se joignit ensuite

celui de l'indépendance économique : territoire douanier autonome, banque nationale ; et tantôt l'un tantôt l'autre entravait le fonctionnement du mécanisme de l'Etat.

Au Parlement, le règlement intérieur de la Chambre des Députés permettait à une infime minorité d'empêcher la réalisation des vœux de la majorité. La vigueur du baron Dezső BÁNFFY, trop énergique vis-à-vis des nationalités, comme celle de Kálmán SZÉLL, maître dans l'art délicat de concilier pacifiquement les différends entre les partis, et ensuite celle du Comte KHUEN-HÉDERVÁRY, s'épuisèrent en vaines escarmouches parlementaires.

Le comte István (Etienne) TISZA était le seul parmi les hommes politiques hongrois de marque qui fût convaincu de la nécessité du maintien immuable de la base posée en 1867 et vit avec anxiété le péril entraîné par le déclin de la vie politique du pays. Lorsqu'il voulut, pour sauvegarder la monarchie tout entière, assurer le fonctionnement normal du parlement en procédant par la violence à la revision du règlement intérieur de la Chambre des Députés, l'opinion publique, qui sous l'influence de la presse budapestoise se berçait exagérément dans l'illusion des prétentions oppositionnelles, lui refusa son appui. Et quand les scandales où dégénéraient les événements parlementaires l'eurent forcé de faire dissoudre la Chambre (1905), pour la première fois depuis 1867 les élections donnèrent une majorité dont le programme ne reposait pas sur la base du Compromis.

Quand le Parti de l'indépendance et les partis proches eurent conquis la majorité, on s'aperçut, ce qui pour des hommes politiques un peu clairvoyants ne pouvait guère être resté un secret, que pour transformer le dualisme, fondement du droit public en vigueur, il ne suffisait pas que l'une des deux nations en exprimât le désir. François-Joseph ne voulait rien céder non plus du terrain où il s'était placé jusqu'alors dans l'intérêt de l'existence même de la dynastie et de la monarchie : c'est d'ailleurs ce qu'il exposa aux chefs des partis. De leur côté, ceux-ci ne pouvaient renoncer à leur programme, à moins de s'exposer eux-mêmes à l'accusation d'avoir été simplement à l'affût du pouvoir. Pour assurer la marche régulière du gouverne-

ment, le roi choisit un soldat, le baron Géza FEJÉRVÁRY, homme sans détours et correct à tous égards (1905). On assista à cette situation bizarre : les partis coalisés, représentants des revendications nationales, organisant la résistance des comitats contre les mesures d'un gouvernement non-parlementaire, tout en sachant fort bien que ce n'était pas le moyen d'arriver au but. Cette lutte sans aucune chance de succès dura jusqu'à ce que le ministre de l'intérieur de ce cabinet Joseph KRISTÓFFY, se disposât, sur des encouragements venus de Vienne, à fonder parmi les nationalistes non-magyars et les ouvriers social-démocrates un groupement dont le programme comportait le suffrage universel et qui, à dater de ce temps, commença de jouer un rôle politique, bien que d'abord hors du parlement, et d'insister sur la nécessité de la réforme électorale, en vue d'obtenir une influence politique. Grâce à cette conduite, le Gouvernement réussit à obtenir que l'opposition coalisée abandonnât pour un temps ses revendications et, sous la conduite d'un homme politique hors parti mais attaché aux principes de 1867, Sándor WEKERLE, prit la direction des affaires (1906), afin de pourvoir d'une manière normale aux besoins de l'Etat. Il fallait bien qu'elle sentit enfin que les projets fédéralistes viennois, qui avançaient de plus en plus au premier plan à mesure que se gâtaient la situation politique et les rapports entre la dynastie et la Hongrie, ne pouvaient demeurer sans action sur les nationalités.

Les aspirations de ces dernières à l'indépendance, qui se poursuivaient parallèlement avec les conquêtes nationales, provoquèrent tout d'abord en Croatie un mouvement dont le parti — la coalition serbo-croate — d'abord soutenu par l'opposition hongroise en tant qu'opposition au gouvernement, alors attaché aux principes de 67, causa plus tard à ce même parti des difficultés insurmontables, de par son caractère national et indépendant. Les Roumains, sortis de nouveau, en 1901, de la passivité politique, s'attachaient surtout à l'expansion économique et à la propagande à l'extérieur, tandis qu'en Roumanie ils déployaient une agitation tendant à un changement de direction dans la politique étrangère,

afin d'être prêts quand sonnerait l'heure de la grande épreuve entre la Russie et la monarchie austro-hongroise. A Prague, M. Thomas G. MASARYK professait la nécessité de l'union tchéco-slovaque et élevait parmi la jeune génération les champions de cette idée. La crise dont l'annexion de la Bosnie fut l'occasion, puis la guerre balkanique, qui augmenta considérablement la puissance militaire des petits-Etats et leur confiance en eux-mêmes, développèrent dans une telle mesure les aspirations des nationalités non-magyares, que toute perspective d'entente pacifique devint impossible.

Mais au milieu des disputes sur le droit public, la Hongrie méconnaissait la véritable situation politique où elle était engagée, en tant que membre de la monarchie habsbourgeoise, du fait de l'isolement de l'allié allemand et de la formation d'une vaste coalition, et continuait à se livrer aux lamentables luttes parlementaires où elle se déchirait. Le gouvernement formé du parti de 1848, mais gouvernant conformément aux principes de 1867, depuis qu'il ne jouait plus le rôle de l'opposition, finit par se dissoudre, faute de discipline. Sous la conduite de Gyula JUSTH, un grand nombre de membres de ce parti, ne pouvant se résigner à un rôle incompatible avec la chasse à la popularité et qui ne leur permettait pas de jongler avec les grands mots, trouvèrent une nouvelle plateforme politique et demandèrent une banque indépendante (1909). Le résultat fut la résurrection du parti fidèle au compromis de 67 ; le pays, désabusé par la corruption et les quelques années de gouvernement de la coalition, lui assura dans le Parlement une majorité considérable. En s'appuyant sur cette majorité István TISZA, qui était le seul à voir combien la situation devenait de jour en jour plus menaçante pour la monarchie, voulut rétablir l'ordre dans l'Etat hongrois. En qualité de Président de la Chambre, puis de Président du Conseil (1913), il usa d'abord de toute son énergie pour mettre un terme à l'anarchie parlementaire, sans se soucier des attaques passionnées, souvent insensées et criminelles, dirigées contre sa personne, en homme convaincu de l'importance de sa besogne. Puis il fit voter des lois tendant au développement des

forces militaires, car les leçons de la guerre balkanique ne permettaient aucun atermoiement à cet égard. Afin de s'assurer des alliés, l'opposition, qui cependant, quand elle était elle-même au pouvoir, n'avait pas su régler le problème du droit électoral, s'efforça constamment de s'en servir pour lui créer des difficultés.

La balle meurtrière qui mit fin aux jours de l'archiduc FRANÇOIS-FERDINAND (28 juin 1914) alluma enfin le grand incendie qui eut pour effet de rétablir en Hongrie la concorde la plus parfaite. Les partis politiques et l'opinion publique eurent soudain conscience du fait que le sort même du pays était en question, et qu'il s'agissait de savoir si les menées irrédentistes et destructrices entretenues par l'étranger aboutiraient à un résultat. Pour qui connaît les luttes parlementaires dont nous avons brièvement esquissé l'histoire, luttes dont l'armée était la première à souffrir, et se rappelle que, lorsque la guerre éclata, l'armée austro-hongroise n'était prête au point de vue ni des effectifs ni de l'armement, et que la faute en était avant tout à ces luttes, il est superflu de prouver que personne en Hongrie ne voulait la guerre, et moins que tout autre le chef politique du pays à l'heure où les hostilités commencèrent : le comte István (Etienne) TISZA. C'est que, même en cas de victoire, la nation hongroise n'avait rien à gagner à une guerre. Dans l'esprit de tous les Hongrois, les frontières millénaires étaient à jamais fixées ; une visée impérialiste, une annexion — de quelque nature qu'elle fût — n'auraient fait qu'augmenter les difficultés causées depuis cent ans par la multiplicité des langues, ce legs de la domination turque. En dépit de toutes les protestations de la Serbie, de l'excitation entretenue par elle depuis de longues années et de l'attentat méthodiquement préparé de Serajevo, TISZA s'opposait résolument à des démarches politiques qui ne pouvaient manquer d'entraîner une guerre. Ce ne fut que lorsqu'on l'eut convaincu, à Vienne, que « nous avons la corde au cou », comme il le dit dans une de ses lettres, et que la guerre éclaterait tôt ou tard, qu'il donna son consentement à la campagne de Serbie, à condition que la monarchie ne reti-

rât de la guerre aucune conquête territoriale. Et c'est à ce principe qu'il resta attaché pendant tout le cours de la guerre, même quand la fortune des armes était favorable aux puissances centrales.

Autant il lui en avait coûté de donner son consentement aux démarches qui déclenchèrent les hostilités, autant il se dépensa dans la lutte, s'y consacrant corps et âme et mettant tout en œuvre pour tendre en vue de la victoire toutes les forces du pays.

C'est dans la vallée de la Marne, dans les champs abreuvés de sang de la France du Nord, et sous l'effort d'un blocus fatal à toute espèce de vie, que le sort de la Hongrie se régla, ainsi que celui de ses voisins au profit de qui elle a été morcelée. Survenue à la suite d'un complet épuisement, la défaite, en Hongrie comme dans les autres pays vaincus, entraîna la débâcle.

Le programme de droit public — la pleine autonomie et indépendance de la nation — s'est réalisé brusquement, au milieu de secousses qui ont balayé tout lien avec le passé : l'union avec l'Autriche et la dynastie qui en était l'essence. Après le grand bouleversement, les partis hongrois dont les racines plongeaient dans l'histoire de la Hongrie perdirent leur raison d'être ; car il était dès lors avéré que les luttes dans lesquelles ils s'étaient épuisés n'avaient pas eu pour objet des questions intéressant essentiellement la vie nationale. Il n'y eut plus, lors de la débâcle, qu'une seule formation politique dont le programme ne fût pas constitué par des questions de droit public et dont l'organisation fût restée intacte : la social-démocratie, transplantée en Hongrie, comme ailleurs, à la suite du capitalisme, mais restée à peu près étrangère par ses chefs et par sa culture, et qui n'était capable que pour peu de temps de garder le pouvoir, car en raison des circonstances économiques elle ne pouvait prendre racine que dans une faible fraction du peuple hongrois. Sous l'impression du démembrement territorial, la grande masse de la nation se cramponnait, comme un homme près de se noyer, à tout ce qui pouvait lui permettre un espoir de salut, depuis les soi-disant relations internationales des radicaux et des socialistes jusqu'à la résistance

armée que l'on pouvait attendre de l'aide du bolchevisme international.

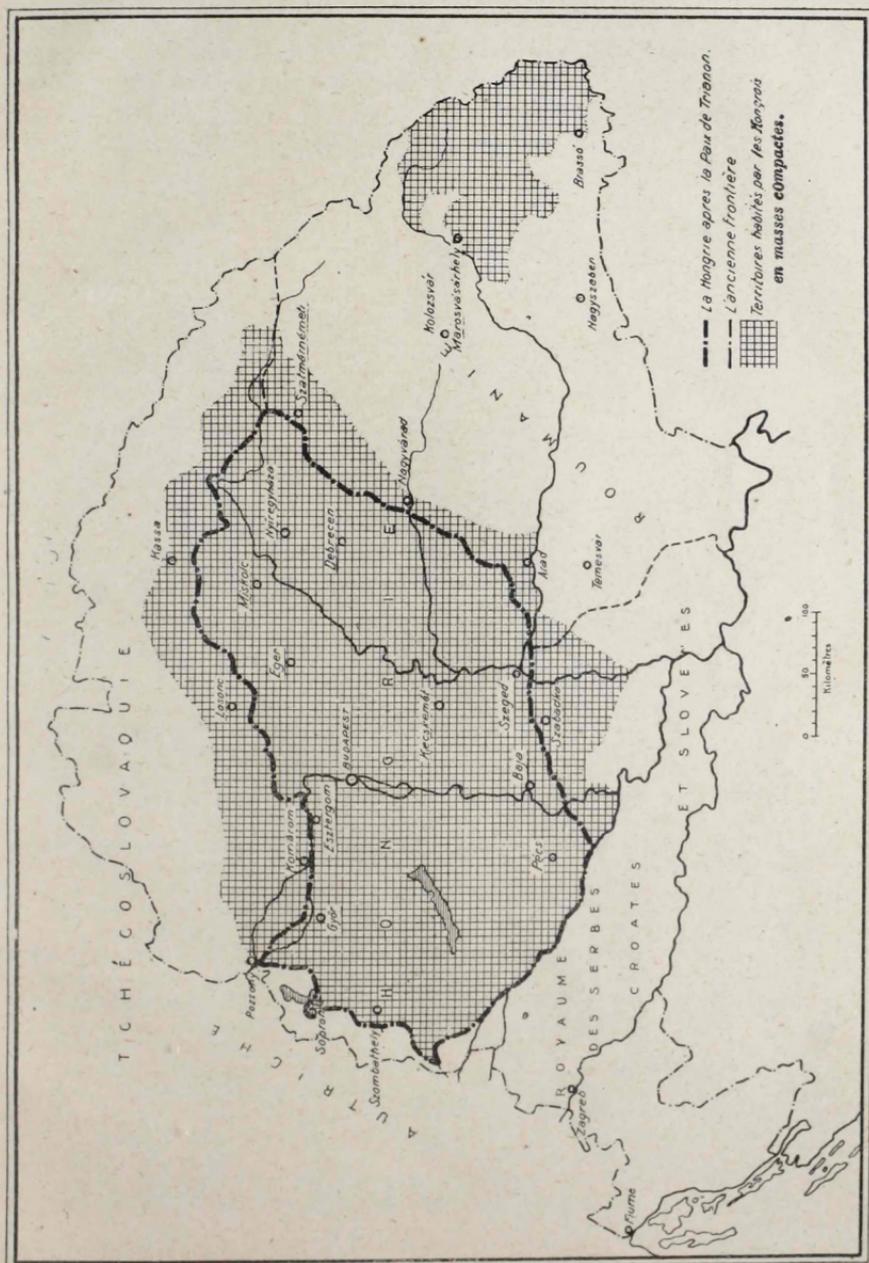
Les grandes proportions de la débâcle intérieure qui suivit la catastrophe militaire, les quelques mois, épuisants pour le pays, du règne de la « République du Peuple » du comte Michel KÁROLYI et, après la « dictature du prolétariat », c'est-à-dire le régime coalisé de la social-démocratie et du bolchevisme asiatique transplanté de Russie (21 mars-6 août 1919), la réaction qui se produisit ensuite, l'occupation roumaine, qui occasionnèrent de grands ravages à la nation et satisfirent aux dépens des grandes masses les intérêts égoïstes de certains petits groupes — tout cela est, sinon explicable, du moins plus compréhensible pour qui connaît la complète décadence de la vie politique hongroise et les conditions sociales du pays à cette époque.

Pendant que le peuple hongrois passait par les bouleversements les plus terribles, la plus grande partie de son territoire, restée sans défense, devenait pour les voisins une proie facile. Avec une rigueur impitoyable, la paix de Trianon (1920) tira les conséquences de la défaite et fixa des conditions qui imposèrent à la Hongrie de plus lourds sacrifices qu'aux autres pays vaincus. D'un territoire de 282.870 kilomètres carrés, la Hongrie n'en conservait que 91.114, et d'une population dépassant 18 millions d'âmes elle était réduite à 8 millions. La Hongrie fut le seul des Etats vaincus auquel le Conseil Suprême, siégeant à Paris, enleva encore un morceau pour le donner à l'un de ses anciens alliés, à l'Autriche, — au nom de ce principe des nationalités qu'on semblait perdre de vue lorsqu'il s'agissait de la Hongrie. Des 10 millions d'hommes représentant la population magyare, près d'un tiers passa sous une domination étrangère : sous des prétextes tantôt d'ordre stratégique, tantôt d'ordre économique ou autre, l'appétit des Etats voisins aboutit à un tracé de frontières tel qu'on en chercherait vainement un autre exemple dans l'histoire de l'Europe. Le peuple hongrois se trouve, depuis Trianon, en présence de problèmes beaucoup plus graves que tous les précédents. La vie nationale se poursuit non seulement en Hongrie où, à

l'exception de quelques faibles îlots constitués par des Allemands et des Slovaques, la population est purement hongroise, mais encore dans les pays environnants, auxquels la volonté des vainqueurs a incorporé une bonne part de la population hongroise, sans considérer qu'elle soumettait un peuple de culture supérieure et de culture occidentale à des Etats de traditions diverses pour la plupart. Le sort de ces parties détachées de la Hongrie ne saurait être indifférent au peuple hongrois, le maintien ou la perte de leur nationalité intéresse de la manière la plus directe la Hongrie actuelle.

Les quelques années écoulées depuis la conclusion de la paix ont déjà montré que les minorités hongroises sont traitées dans les nouveaux Etats tout autrement que les sujets de langue non-hongroise l'étaient dans l'ancienne Hongrie. Tandis que les gouvernements hongrois accordaient aux institutions ecclésiastiques et scolaires les plus diverses appartenant aux nationalités allogènes des subventions très considérables, les Etats successeurs mettent des entraves à la vie culturelle des minorités. La lutte qui y est engagé à peu près partout à propos de la réforme agraire ou de la politique scolaire et religieuse souligne d'un trait douloureux le martyre de la nation hongroise hors de ses frontières.

Mais d'autres problèmes, intérieurs ceux-là, résultent de la mutilation du pays. La Hongrie, qui dans le domaine économique formait auparavant une unité organique, a perdu par le traité de paix la plus grande partie des matières premières nécessaires à son industrie. Elle se voit forcée aujourd'hui d'importer en grandes quantités des marchandises comme le bois et le sel, dont elle faisait auparavant une grande exportation, et d'autre part les régions montagneuses de la Haute-Hongrie et de la Transylvanie, qui constituaient autrefois pour ses produits agricoles le marché le plus sûr, lui ont été enlevées. Aussi l'agriculture hongroise se trouve-t-elle dans une situation critique. Un problème social important s'ajoute encore à tant de difficultés : celui de la classe intellectuelle hongroise. Les nouveaux Etats ont expulsé plusieurs milliers d'intellectuels hongrois



LA HONGRIE APRÈS LA PAIX DE TRIANON.

CARTE N° IV.

qu'après le bouleversement des conditions économiques et sociales, avec le surcroît d'intellectuels qu'il comptait déjà, le pays mutilé est incapable de nourrir.

Les graves problèmes de la Hongrie nouvelle projettent déjà leur ombre sur l'histoire des temps à venir.

BIBLIOGRAPHIE

Sur l'époque du dualisme voir : Karl-Maria KERTBENY, *Ungarns Männer der Zeit, Biographien und Charakteristiken hervorragender Persönlichkeit*, Leipzig, 1872 ; Imre HALÁSZ, *Egy letűnt nemzedék* (Une génération disparue), Budapest, 1911 ; Comte Albert APPONYI, *Emlékirataim* (Mémoires), I, Budapest, 1922 ; discours de Dezső SZILÁGYI, publiés par Gyula Fayer, I-III, Budapest, 1910 ; *Kossuth Ferenc harminc politikai beszéde* (Trente discours politiques de Ferenc Kossuth), publiés par Móric Szatmári, Budapest, 1906.

Sur la situation des partis, voir : Gy. SZEKFÜ, *Három nemzedék* (Trois générations) 1920 ; sur la question des nationalités non-magyares, voir : Benedek JANCsó, *A román nemzetiségi törekvések története és jelen állapota* (Histoire et état actuel des aspirations de la nationalité roumaine), I-II, Budapest, 1896-1899, et *A román irredentista mozgalmak története* (Histoire des mouvements irrédentistes roumains), Budapest, 1920 ; SCOTUS VIATOR, *Racial problems in Hungary*, London, 1908, *Absolutismus in Kroatien* (L'absolutisme en Croatie), Vienne, 1909. — Sur l'activité financière de Wekerle, voir : Sándor MATLEKOVITS, *Wekerle Sándor emlékezele* (A la mémoire de Wekerle), Budapest, 1922. Sur l'ère du gouvernement Fejérváry, voir : Bertalan LÁNYI, *A Fejérváry-Kormány* (Le ministère Fejérváry), Budapest, 1909 ; et L. MANGOLD, *Zur Geschichte des Kabinetts Fejérváry*, Leipzig, 1909. — Sur la guerre mondiale et ses préliminaires politiques : Bertrand AUERBACH, *L'Autriche et la Hongrie pendant la guerre*, Paris, 1925, ouvrage quelque peu tendancieux (voir compte-rendu *Revue des Etudes hongroises*, 1927, pp. 400-6) ; et André de HEVESY, *L'agonie d'un empire, l'Autriche-Hongrie*, Paris, 1923. — Sur le bolchévisme en Hongrie voir deux ouvrages, tous deux plus littéraires qu'historiques : J.-J. THABAUD, *Quand Israël est roi*, Paris, 1920 et Cécile TORMAY, *Le livre proscrit*, Paris, 1925. Sur l'idéologie du régime Károlyi lire : Jules NYIRI, *Ce que fut la Révolution d'octobre 1918 en Hongrie*, Paris, 1926. — Les ouvrages du Comte István TISZA sont en cours de publication dans l'édition de l'Académie Hongroise : *Gr. Tisza István összes munkái*. Ont déjà paru quatre volumes de correspondances (Budapest, vol. I-IV de la série II.)

Sur la question juive, voir : Alajos KOVÁCS, *A zsidóság térfoglalása Magyarországon* (L'expansion juive en Hongrie), Budapest, 1922 ; sur la situation après Trianon, voir : Ladislav BUDAY, *La Hongrie après le traité de Trianon*, Paris, Roustan, 1922, exposé objectif de la situation économique.

Sur la question des minorités et leurs droits, voir : Zoltán BARANYAI, *A kisebbségi jogok védelmének kézikönyve* (Manuel de la protection du

droit des minorités), II^e éd. Berlin, 1925 ; sur la situation de la minorité hongroise en Roumanie, lire l'ouvrage fondamental de Zsombor Szász, *The minorities in Roumanian Transylvania*. London, 1927. — Sur les minorités hongroises en général : Douglas LOCKHART, *Seeds of war*. 2^e éd. London, 1926.

APPENDICE I^{er}

LES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE L'HISTOIRE HONGROISE SUIVANT L'ORDRE CHRONOLOGIQUE

- Vers 896. Les Hongrois occupent la Hongrie actuelle.
- 899-970. Incursions et pillages dans l'Europe occidentale et méridionale.
955. La grande défaite d'Augsbourg met fin aux invasions dans l'empire allemand.
1000. Couronnement du roi Etienne.
1046. Grande révolte païenne.
- 1051-1052. Campagnes de l'empereur Henri III contre la Hongrie.
1083. Canonisation du roi Etienne. La fête de son nom (le 20 août) est devenue une fête nationale et il est révééré comme le patron de la Hongrie.
1091. Conquête de la Croatie.
- 1097-1102. Conquête de la Dalmatie.
- Vers 1150. La grande immigration allemande (des Saxons pénètrent en Transylvanie et des Allemands dans la région de Szepes).
- 1151-1168. Guerres contre Manuel, roi de Byzance.
- 1217-1218. Croisade conduite par Endre (André) II.
1222. Pour la première fois la noblesse s'assure des droits aux dépens de la Couronne, droits qui seront fixés par la « Bulle d'or ».
- 1241-1242. Invasion des Tartars (Mongols).
1278. Rodolphe de Habsbourg et Ladislas (László) IV, roi de Hongrie, brisent le pouvoir d'Ottokar II, roi de Bohême, dans la bataille de Dürnkrut.
1301. La dynastie des Arpád s'éteint.
- 1347-1350. Campagnes de Louis le Grand dans le royaume de Naples.
1351. Inscription de l'aviticité (*jus aviticum*) parmi les lois.
1366. Premier conflit avec les Turcs.
1381. Victoire de Louis le Grand sur Venise. La paix de Turin.

1396. Le roi Sigismond, à la tête d'une armée européenne, composée entre autres des Français, perd contre les Turcs la grande bataille de Nicopolis (Nikápoly).
- 1442-1456. Guerres de Jean de Hunyad contre les Turcs.
1456. Grande victoire de Jean de Hunyad remportée sur le sultan Mahomet II, à Belgrade.
1485. Le roi Mathias occupe Vienne, qui restera jusqu'à la mort de Mathias sous la domination hongroise.
1514. Grande révolte des paysans. Werbóczy codifie le droit hongrois.
1515. Ulászló II conclut avec l'empereur Maximilien le traité familial, dans lequel il assure aux Habsbourgs le trône de la Hongrie.
1521. La Hongrie perd Belgrade, une de ses plus anciennes forteresses de frontière.
- 1526 (29 août). La défaite du roi Louis II à la bataille de Mohács a des conséquences fatales. L'unité du pays se dissout, les Turcs commencent leurs conquêtes à l'intérieur du pays.
1541. Occupation de Bude, la capitale du pays, par les Turcs. Commencement de la domination turque qui dure pendant 145 ans.
1566. Chute de Szigetvár après la mort héroïque de Miklós Zrinyi (Septième campagne de Soliman II contre la Hongrie).
- 1591-1606. L'insurrection de Bocskay avec la paix de Vienne assure les droits des protestants et le régime des Ordres.
- 1620-1626. Gábor Bethlen, prince de Transylvanie, allié aux protestants allemands, conduit trois campagnes contre l'empereur Ferdinand II.
1664. Le roi Léopold I^{er} conclut à Vasvár une paix malheureuse avec les Turcs. La conquête turque atteint sa plus grande étendue.
- 1678-1682. Insurrection de Imre Thököly contre Léopold I^{er}, avec l'appui des Français et des Turcs.
- 1683-1699. Le pays est délivré de la domination turque.
1686. Charles, duc de Lorraine, reprend Bude à la tête d'une armée européenne.
- 1703-1711. Insurrection de François II Rákóczi, aidée par Louis XIV.
1711. L'insurrection se termine par la paix de Szatmár.
1722. Acceptation de la « Pragmatique Sanction » qui institue la succession au trône de la branche féminine de la maison des Habsbourg.
1741. A la diète de Presbourg, les Ordres décident avec enthousiasme

- siasme d'appuyer Marie-Thérèse contre ses nombreux ennemis.
1765. Marie-Thérèse règle les charges et les droits des serfs.
1775. Marie-Thérèse annexe Fiume à la Hongrie.
1781. Edit de Joseph II sur la tolérance.
1784. Révolte des paysans roumains de Transylvanie.
1790. Joseph II révoque ses mesures prises contre le régime des Ordres et pour la germanisation de la Hongrie.
- 1790-1791. Diète de Presbourg sous l'influence des idées françaises de la réforme.
1795. Exécution des « Jacobins hongrois ».
1803. Fondation du Musée national.
1809. Dernière insurrection nobiliaire : la guerre contre Napoléon se termine par la défaite à la bataille de Győr (Raab).
1811. Réduction de la valeur des billets de banque par suite des guerres napoléoniennes.
1825. Débuts d'Etienne Széchenyi. Fondation de l'Académie Hongroise des Sciences.
- 1832-1836. Diète qui règle la situation des serfs.
- 1848 (mars-avril). Sous l'influence de la révolution de Paris on abolit le régime des Ordres et on crée une constitution moderne.
- 1848-1849. François-Joseph, appuyé par les Russes, réussit à grand-peine à vaincre la révolution dans ses Etats. Fin de la guerre d'indépendance de Hongrie (Világos, Komárom).
- 1849-1867. Régime de l'absolutisme impérial.
1867. Compromis entre la Hongrie et l'Autriche.
- 1875-1890. Gouvernement de Kálmán Tisza.
1878. Occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche-Hongrie.
- 1892-1894. Difficultés intérieures à cause de la politique libérale du Gouvernement en matière confessionnelle.
1894. Mort de Louis Kossuth.
1896. La Hongrie fête le millième anniversaire de son existence.
- 1898-1904. Les obstructions continuelles de l'opposition empêchent le travail normal du parlement.
1905. L'opposition du compromis de 1867 gagne la majorité.
- 1906-1910. Gouvernement de coalition des partis oppositionnels.
1912. Etienne Tisza fait voter une loi renforçant la défense nationale.
- 1913-1917. Gouvernement d'Etienne Tisza.
- 1914 (28 juillet). L'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie.
- 1914-1918. La guerre mondiale suivie d'une débâcle complète de la Monarchie.

- 1918-1919 (nov.-mars). La République dite « populaire » sous la présidence du comte Michel Károlyi.
- 1919 (21 mars-2 août). Le bolchevisme en Hongrie.
- 1920 (4 juillet). Signature du traité de paix de Trianon.
- 1922 (18 sept.). Admission de la Hongrie dans la Société des Nations.
-

APPENDICE II

LES ROIS DE LA HONGRIE

I. — *De la dynastie des Arpád.*

- 1000-1038. SAINT ETIENNE.
1038-1041. PIERRE.
1041-1044. SAMUEL (de la famille ABA).
1044-1046. PIERRE (pour la deuxième fois).
1047-1060. ENDRE I^{er} (André).
1060-1063. BÉLA I^{er}.
1063-1074. SALOMON.
1074-1077. GÉZA I^{er}.
1077-1095. SAINT LADISLAS (László).
1095-1116. KÁLMÁN.
1116-1131. ETIENNE II.
1131-1141. BÉLA II.
1141-1161. GÉZA II.
1161-1173. ETIENNE III.
1162. LADISLAS II.
1162-1163. ETIENNE IV.
1173-1196. BÉLA III.
1196-1204. IMRE.
1205. LADISLAS III.
1205-1235. ENDRE II (André).
1235-1270. BÉLA IV.
1270-1272. ETIENNE V.
1272-1290. LADISLAS IV.
1290-1301. ENDRE III (André).

II. — *Rois des dynasties différentes.*

- 1301-1304. VENCEL (Venceslas) (de Bohême).
1304-1308. OTTO (de Bavière).
1308-1342. CHARLES I^{er} (d'Anjou).

- 1342-1382. LOUIS LE GRAND (d'Anjou).
 1383-1385. MARIE (d'Anjou).
 1385-1386. CHARLES (le Petit) II (d'Anjou).
 1387-1437. SIGISMOND (de Luxembourg).
 1437-1439. ALBERT (de Habsbourg).
 1440-1444. ULÁSZLÓ I^{er} (Jagellon).
 1445-1457. LADISLAS V (de Habsbourg).
 [1446-1452. JEAN DE HUNYAD, régent].
 1458-1480. MATHIAS (de Hunyad).
 1490-1516. ULÁSZLÓ II (Jagellon).
 1516-1526. LOUIS II (Jagellon).

III. — *Rois de la dynastie de Habsbourg et de Habsbourg-Lorraine.*

- 1526-1564. FERDINAND I^{er} 4.
 1564-1576. MAXIMILIEN.
 1576-1608. RODOLPHE.
 1608-1619. MATHIAS II.
 1619-1637. FERDINAND II.
 1637-1657. FERDINAND III.
 1657-1705. LÉOPOLD I^{er}.
 1705-1711. JOSEPH I^{er}.
 1711-1740. CHARLES III (le dernier des Habsbourg).
 1740-1780. MARIE-THÉRÈSE.
 1780-1790. JOSEPH II de Habsbourg-Lorraine.
 1790-1792. LÉOPOLD II.
 1792-1835. FRANÇOIS I^{er}.
 1835-1848. FERDINAND V.
 1848-1867-1916. FRANÇOIS-JOSEPH I^{er}.
 1916-1918 (13 novembre). CHARLES IV.

Les princes de Transylvanie.

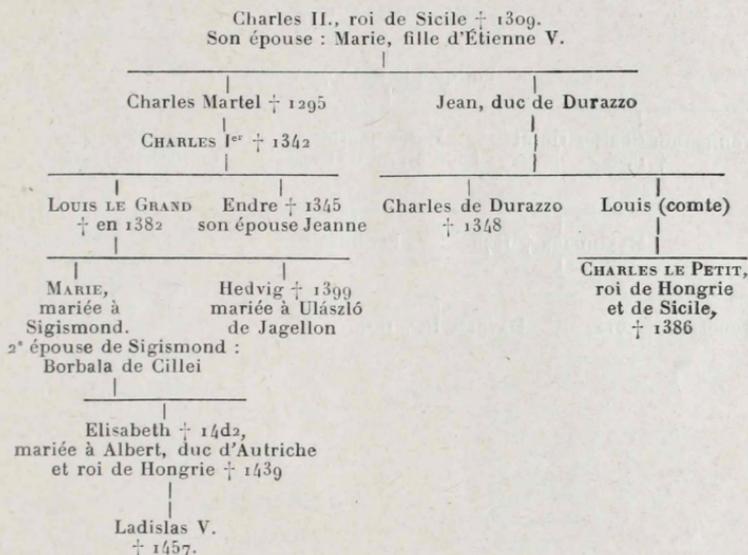
- 1541-1551. ISABELLE.
 [1551-1556. La Transylvanie est réunie à la Hongrie].
 1556-1559. ISABELLE (pour la deuxième fois).
 1559-1571. JÁNOS ZSIGMOND (Jean-Sigismond, fils de Jean Szapolyai).
 1571-1581. ISTVÁN BÁTHORY.
 1581-1586. CHRISTOPHE BÁTHORY.
 1586-1598. ZSIGMOND BÁTHORY.

1. 1526-1540. JÁNOS SZAPOLYAI (roi national),

- 1598-1599. ENDRE BÁTHORY.
[1599-1603. Le roi RODOLPHE.]
1603. MÓZES SZÉKELY.
[1603-1605. Le roi RODOLPHE.]
1605-1606. ISTVÁN BOCSKAY.
1606-1608. ZSIGMOND RÁKÓCZI.
1608-1613. GÁBOR BÁTHORY.
1613-1629. GÁBOR BETHLEN.
1629-1630. CATHERINE DE BRANDEBOURG.
1630. ISTVÁN BETHLEN.
1630-1648. GYÖRGY I^{er} RÁKÓCZY.
1648-1660. GYÖRGY II RÁKÓCZY.
1658-1659. FERENC RHÉDEY.
1659-1660. AKOS BARCSAY.
1660-1662. JÁNOS KEMÉNY.
1662-1690. MIHÁLY APAFI.
1705-1711. FRANÇOIS II RÁKÓCZY.
-

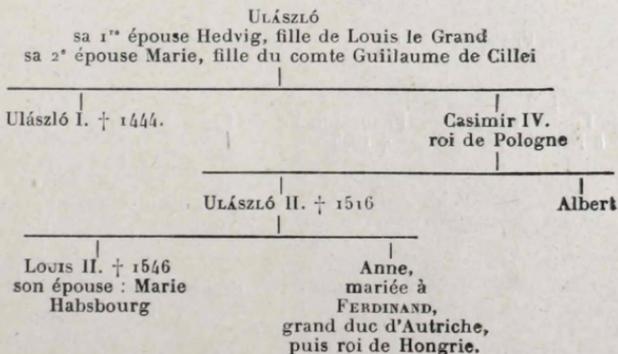
APPENDICE IV

Généalogie des Anjou et de leurs successeurs.



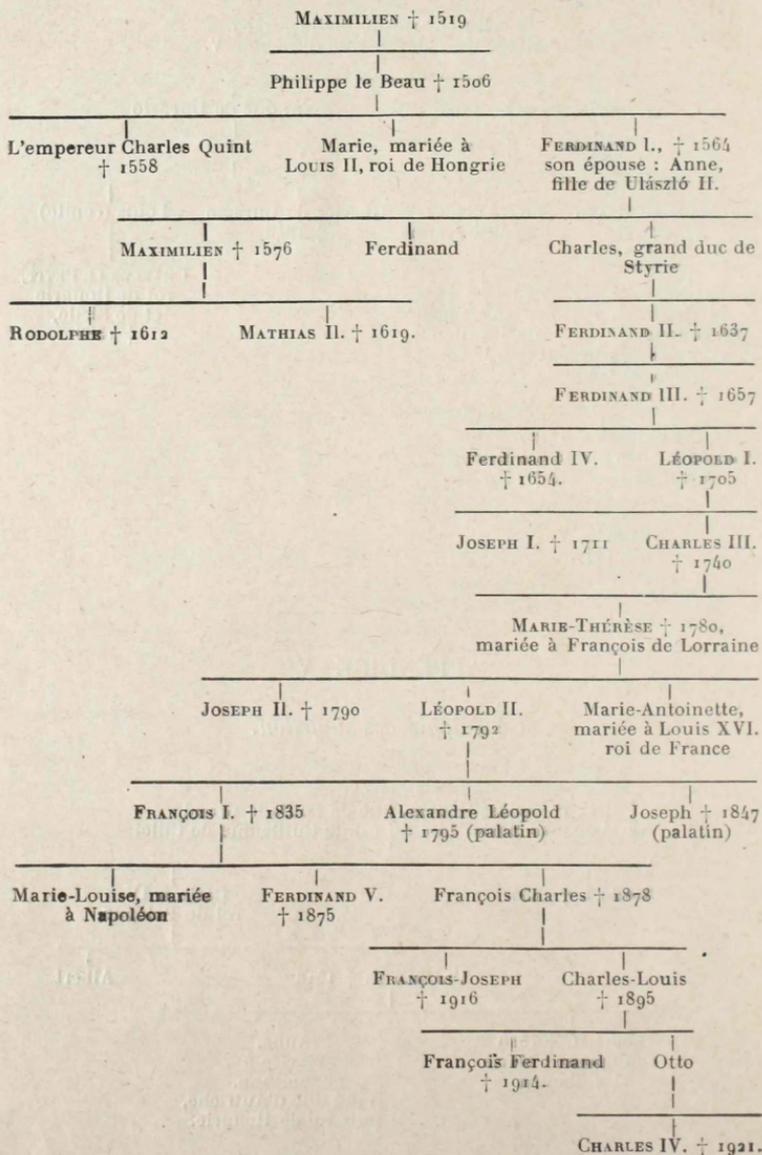
APPENDICE V

Généalogie des Jagellon.



APPENDICE VI

Généalogie de la maison de Habsbourg et de Habsbourg-Lorraine



INDEX

- Abolition (des redevances seigneuriales), 117.
 Abolition (du servage), 120.
 Absolutisme, 64, 67, 75, 84, 94, 128, 129, 130, 132.
 Académie (fondation de l'), 94.
 Accord (de 1807), 137.
 Administrateurs, 116.
 Administration, 20, 55, 56, 76, 130.
 Adriatique (mer), 38.
 Affaires (communes), 138.
 — (étrangères), 77, 79.
 Affranchissement (de la propriété foncière), 103.
 Agriculture, 86, 87, 100, 157.
 Albe Royale, voir Székesfehérvár.
 Albert, 40, 41, 55.
 Albrecht (archiduc), 145.
 Alexandre-Léopold (palatin), 92.
 Almos, 13.
 Alföld, voir Bas-Pays.
Alföldi Levelek (Lettres du Bas-Pays), 111.
Alispán, 56, 57.
 Allemagne, 61, 108, 132, 134.
 Allemands, 24, 79, 88.
 Allemande (langue), 129, 156.
 Allemandes (colonies), 88, 156.
 Alliance (commerciale), 138.
 Amadé, 35.
 Andrassy [Gyula (Jules)], 135, 137.
 — (cabinet—), 141, 143, 146, 149.
 André I, 22.
 — II, 29.
 — III, 33.
 Anjou, 35, 45.
 Anna (reine de Hongrie), 48.
 Annexion (de la Bosnie-Herzégovine, v. Bosnie-Herzégovine.
 Anti-réforme, 59-61, 80.
- Anti-rois (de Mathias), 43.
 Apponyi (Albert), 149.
 — (Georges), 111, 116, 120, 140.
 Arad, 127.
 Archevêchés, 20.
 Aristocratie, 43, 44, 46, 86.
 — (agraire), 68, 97, 101, 107.
 Armée (austro-hongroise), 153.
 — (commune), 144, 145.
 — (féodale), 36, 43-44.
 — (impériale), 79, 125.
 — (indépendante hongroise), 150.
 — (nationale), 63, 65, 125, 145.
 — (permanente), 43, 47, 78.
 — (royale), 57.
 Arnolphe, 12.
 Arpád, 13.
 — (famille de), 21-22, 23.
 Arpentage, 90.
 Assemblée (commune), 132.
 — (des ordres de la Croatie), 113.
 — (d'Onod), 70.
 Atelkuzu, v. Etelköz.
Aufklärer, 111.
 Augsbourg, 15.
 Autriche, 61, 76, 82, 87, 96, 97, 109, 116, 117, 122, 129, 131, 132, 134, 138, 141, 144, 145, 147, 148, 154, 155.
 Autriche (Basse-), 85.
 — (empereur héréditaire), 93.
 — (Grande-), 142.
 Avars, 11, 15.
 Aviticité, v. *jus aviticum*.
 Autonomie (du comitat), v. Comitat.
 — (de la Cour), 30, 44, 77.
- Babenberg (famille de), 31.
 Bach (Alexandre), 128, 130.
 — (régime de), 131, 132.
 Bács-Bodrog, 88.

- Bakócz (Thomas), 45, 47.
 Balázsfalva, 123.
 Balkans, 25, 38, 42, 66, 69, 82, 83, 90, 131, 146.
 Ban, 27, 114, 122, 123, 124.
 Banat, 38, 78, 88.
 — (de Temes), 128.
 Bánffy (Dezső), 35, 150.
 Bannerets (troupes des), 45.
 Banque Austro-Hongroise, 139.
 Baranya, 88.
 Bártfa, 36.
 Bas-Pays, 49, 53, 68, 83, 88, 125, 144.
 Basse-Autriche (chambre de la), 56.
 Basse-Table, 114, 119.
 Batthány (cabinet), 120, 123.
 — Louis (Lajos), 120, 124, 127.
 Báthory Sigismond (Zsigmond), 58.
 Bavaois, 15, 66, 79.
 Béla I, 22.
 — III, 23, 25, 27.
 — IV, 30-32.
 Belcredi, 135.
 Belgique, 90.
 Belgrade, 42, 48, 67.
 Bem, 126.
 Bénédictins (ordre), 20.
 Berzeviczy (Gergely), 96.
 Bessarabie, 13.
 Bethlen (Gábor), 60, 61.
 Bezeredy István, 106.
 Bihar (comitat de), 59.
 Bismarck, 134, 149.
 Bocskay (Etienne, István), 59-60.
 Bogomils (secte des), 38.
 Bohême, 31, 36, 39, 45, 47, 49, 61, 81, 86.
 Bolchévisme, 155.
 Bosnie, 39, 41.
 — (annexion), 146.
 — (occupation de la), 146.
 Bourgade (droit de), 27.
 Bourgeoisie, 40, 81, 82, 98, 109, 115.
 Bourgs fortifiés, 20.
 Boycottage, 115.
 Brandenbourgeois, 66.
 Breslau, 86.
 Budapest (minoterie de), 101-102 et v. encore Pest.
 Bude, 25, 44, 52, 66, 77, 101, 127, 145.
 — (occupation de), 49.
 — (pacha de), 54.
 — (reprise de), 66.
 Budget, 36, 44, 89, 121, 147, 149.
 — (commun), 138.
 Budget (de l'Etat), 27.
 Bulgares, 12, 16, 88.
 Bulgarie, 41.
 Bulle d'Or, 37, 67.
 Bureaux (centraux de Vienne), 76, 82.
 Byelaya, 12.
 Byzance, 19, 22, 25.
 Caisse d'épargne pestoise, 115.
 Calvin, 59.
 Camarilla (de Vienne), 120, 124, 127, 135.
 Campagne (de 16 ans), 66.
 — (de Serbie), 154.
 Capistrano (Jean), 42.
 Capitalisme, 154.
 Capitulation (de Világos), v. Világos.
 Carpathes, 23.
 Casino National, 101.
 Cassovie (Kassa), 24, 36, 61.
 Catherine II, 90.
 Catholicisme (oriental), 19, 59, 60, 89.
 Caucase, 12.
 Cegléd, 54.
 Censure, 129.
 Centralisation, 81, 129.
 Centralistes, 115.
 Chambre (aulique), 77.
 — (de la Basse-Autriche), 56.
 — (des Députés), 121, 122, 150.
 — (fiscale), 87.
 — (hongroise), 77.
 — (des magnats), 121.
 — (royale), 80.
 — (de Presbourg), 56.
 Chancellerie, 87, 132.
 — (d'Etat), 79.
 — (de la Cour), 77.
 — (hongroise), 56.
 — (illyrienne), 113.
 — (royale de la Cour), 76.
 — (tchéco-autrichienne de la Cour), 78.
 Chancellerie (transylvaine), 78.
 Chanson de Roland, 13.
 Charges publiques, 83, 85.
 — (l'égalité devant les), 119.
 Charlemagne, 11.
 Charles (Auguste), 90.
 — (duc de Lorraine), 66.
 — III, 76.
 — (Quint), 49.
 — (Robert), 35.
 Châteaux-forts, 55.

- Chevaliers, 20.
 Cisterciens, 25.
 Civilisation (française), 25.
 — (occidentale), 25, 41.
 — (orientale), 19.
 — (transylvaine), 61.
 Coloman (roi), 21.
 Colonies (allemandes), 88.
 — (turko-bulgares), 11.
 Colonisation, 23-26, 31, 68, 69, 77, 87.
 Comans, 23, 26, 31, 36.
 Comes, 20.
 Comitât, 20, 40, 44, 56, 59, 69, 77, 81, 88, 89, 102, 103, 110, 111, 132, 141, 142.
 Comitât (autonomie du), 115, 129.
 — (de Pest), 109.
 — (vie du), 98.
 Comitats (assemblée des), 81.
 — (résistance des), 151.
 — (slavons), 128.
 Comité de la défense nationale, 125.
 Commerce, 21, 82, 97, 100.
 — (du transit), 82.
 — (du vin), 82.
 — (extérieur), 36.
 Communication (moyens de), 100.
 Compromis (de 1867), 85, 137, 138-142, 144, 145.
 Comte palatin, 21.
 Comtes (francs), 20.
 Confédération danubienne, 134.
 Conférence d'Etat (viennoise), 106.
 Congrès (de Vienne), 94, 97.
 Conquête (turque), 41, 53-66.
 Conseil (de guerre), 54, 56, 69, 77, 79.
 — (d'Etat), 77, 78.
 — (de lieutenant), 78, 80, 87, 116.
 — (des ministres), 124.
 — (du gouverneur), 77.
 — (du roi), 21.
 — (économique), 78.
 — (secret), 56.
 — (suprême), 155.
 Constantinople, 42.
 Constitution, 61, 64, 80, 81, 89, 90, 91, 94, 115, 121, 132, 133.
 Constitution (de mars), 128.
 — (des ordres), v. Ordres.
 — (générale), 126.
 — (révision de la), 100.
 Contributions, 128.
 Conventions (commerciales), 83.
 Corvée, 99.
 Corvin (Jean), 44.
 Corvina, 44.
 Cour, 22.
 — (de Béla III), 27.
 — (de Mathias), 44, 45.
 — (de Vienne), 55, 56, 59, 63, 65, 67, 68, 75, 77, 81, 85, 86, 92, 102, 114, 121, 122, 123, 126, 129, 134, 142, 147.
 Cour (chancellerie de la), v. Chancellerie.
 — (conseil économique de la), v. Conseil.
 — (politique religieuse de la), 81.
 Cours centrales, 106.
 — martiales, 133.
 Couronne, 20, 43.
 — (de Saint-Etienne), 66, 90, 100.
 — (hongroise, doctrine de la), 46.
 — (polonaise), 62.
 Couronnement (charte du), 89.
 — (de François-Joseph), 137.
 Coutumes (des Hongrois), 14.
 Croate (question), 113-114.
 Croates, 11, 26, 79, 114, 133, 146, 148.
 Croatie, 27, 113, 122, 128, 129, 141, 142, 152.
 — (assemblée des Ordres de la), 113.
 Croisades, 27, 47.
 Csák (Mathieu), 35.
 Csengery (Antal), 115.
 Culte (libre exercice du), 58.
 Culture, 81, 82.
 — (de la langue), 98.
 — (des Hongrois), 14.
 — (du sol), 21.
 Czillei, 42.
 Dalmatie, 27, 38, 39.
 Danube, 13, 14, 23, 48, 66, 69, 126.
 Deák (Ferenc), 103, 110, 111, 117, 120, 130, 132, 133, 134, 135, 137, 139, 140, 141, 142, 143, 149.
 Deák (parti), v. Parti.
 Debrecen, 126.
 Dés, 36.
 Défense Nationale, 78.
 Délégations, 138.
 Démembrement (du pays), 52, 155.
 Département, 21.
 — (des communications), 116.
 Dépeuplement, 54, 68.
 Dessewffy (Aurélien), 106, 110.
 — (Emile), 110, 111.

- Dicasteria, 77.
 Dictature (du prolétariat), 155.
 — (militaire), 128.
 Diète, 40, 44, 47, 56, 59, 89, 90, 91, 93, 97, 101, 116, 119, 120, 121, 126, 132, 134, 135, 142.
 Diète (croate), 123.
 — (de Debrecen), 126.
 — (de Presbourg), 79.
 — (de Transylvanie), 133.
 — (de 1514), 46.
 — (de 1618), 60.
 — (de 1681), 65.
 — (de 1687), 67.
 — (de 1723), 75, 76.
 — (de 1741), 84.
 — (de 1832), 103.
 — (de 1843), 110-112.
 — (de 1844), 114.
 Dime, 99.
 Dniester, 12.
 Dobó, 57.
 Domaines, 20, 21, 30, 36, 46, 80.
 Domination turque, 49, 53-66.
 Don, 12.
 Donations, 29, 35.
 Douane, 27, 77, 86, 116.
 Douanier (système), 100, 128, 138.
 Dózsa, 47.
 Drave, 13.
 Drégely, 57.
 Droit de légiférer, 46.
 — d'élire le roi, 40, 76.
 — des minorités, 121.
 — de vote, 121.
 — de libre disposition des propriétaires, 99.
 Droit privé, 99.
 — de primogéniture, 67.
 Droits publics, 104.
 — régaliens, 36, 77.
 Druget, 35.
 Dualisme, 137.
 Dynastie, 16, 52, 60, 61, 63, 70, 75, 79, 80, 93, 96, 108, 112, 124, 127, 137, 140, 146, 154.
 Edit sur la tolérance (de Joseph II), 89.
 Egalité des confessions, 122.
 — devant la loi, 116.
 — devant les charges publiques (fiscale), 111, 116, 120, 122.
 Eger, 57.
 Eglise, 20, 21.
 — catholique-romaine, 58, 65, 80, 129.
 Eglise chrétienne, 22.
 — calviniste, 59.
 — de rite slave ou orientale, 11, 19
 — luthérienne, 59.
 Election au trône, 45.
 Eligibilité, 121.
 Emigrés, 127.
 Empereur allemand, 22.
 — de Byzance, 22.
 — héréditaire d'Autriche, 93.
 Empire byzantin, 15, 22.
 — des Huns, 12.
 — espagnol, 49.
 — franc, 11, 15.
 — ottoman, 41, 47, 58, 66, 83.
 — slave, 12.
 Eötvös (Joseph), 110, 115, 120, 130.
 Esztergom, 25.
 — (archevêque de), 67.
 Esterházy (Pál), 120, 122.
 Etat, 15, 21.
 — civil, 112.
 — national, 44.
 — (unité de l'), 46, 49.
 Etats allemands, 108.
 Etelköz (Atelkuzu), 13, 23.
 Etienne (Saint-), 19-21, 22, 66.
 — (archiduc), 119, 120.
 Eugène de Savoie, 66, 71.
 Evêchés, 20.
 Ex-lex, 149.
 Exportation (du bétail), 56.
 Fejérváry (Géza), 145, 151.
 Féodalisme (suppression du), 107.
 Féodalité, 32.
 Ferdinand I^{er}, 48, 49, 52, 54, 55.
 — II, 60.
 — V, 104, 120, 123, 125, 135.
 Fidei-commis, 67.
 Fiscalitas, 99, 100.
 Fiume, 128.
 Flandre, 24.
 Főispán, 36, 116, 128.
 Forteresses, 30, 57.
 Français, 71, 79, 131.
 France, 25, 49, 65, 71.
 François I, 92, 93, 102, 105.
 François-Charles, 125.
 François-Ferdinand (archiduc), 148, 149, 153.

- François-Joseph, 123, 125, 126, 132, 134, 135, 137, 150.
 Frédéric III (empereur), 41, 43, 47.
 Frédéric le-Grand, 79, 82, 83.
 Frédéric-Guillaume II, 90.
 Furger, 45.
 Gáj (Ljudevit), 113.
 Galicie, 27, 82, 106.
 Garai (Palatin), 42.
 Garde noble, 84.
 — nationale, 124.
 Génois, 38.
 Germanisation, 62, 65, 94, 129.
 Géza (Geycha), 16, 19.
 — II, 23.
 Ghiczy (Kálmán), 141.
 Gilétfi, 35.
 Gisèle (reine de Hongrie), 16.
 Görgei (Arthur), 126.
 Gouvernement (de Vienne), 65, 81, 102, 103, 104, 106, 110, 111, 112, 115, 128.
 Gouvernement (hongrois), 120, 142, 151.
 Gouvernement (parlementaire), 115.
 — (révolutionnaire), 126.
 Grands seigneurs-propriétaires, 30.
 Grecs, 55, 83, 89.
 Guerre balkanique, 152, 153.
 — (conseil de), 77.
 — de Crimée, 131.
 — de forteresses, 58.
 — de sept ans, 84.
 — de succession d'Espagne, 70.
 — de Trente-Ans, 61.
 — douanière, 82.
 — du Slesvig-Holstein, 134.
 — turco-russe, 146.
 Guiskra, 43.
 Gyepű (Système de), 14, 23, 24.
 Habsbourg, 31, 46, 48, 49, 52, 53, 59, 62, 63, 67, 70, 71, 75, 76, 82, 84, 96, 104, 124, 126, 148.
 Hadnagy, 12, 14.
 Halas, 54.
 Haute-Hongrie, 24, 36, 40, 43, 45, 55, 58, 59, 60, 64, 82, 86, 126, 157.
 Haute-Table, 111, 120.
 Haynau (Général), 128.
 Heïducs, 57, 59.
 Henri, 15.
 — III, 22.
 Hentzi, 127, 145.
 Herceg, 22, (v. Prince).
 Herzégovine, v. Bosnie.
 Hétel (ouvrage de Széchenyi), 99, 100, 101.
 Hódmezővásárhely, 54.
 Hofkommerzienrat, v. Conseil économique de la Cour.
 Hofkriegsrat, v. Conseil de guerre.
 Hollande, 61.
 Hongrois (culture, 14.
 — (peuple), 12.
 — (religion), 15.
 — (langue), 14.
 Honvéds, 125, 145.
 Humanistes, 44.
 Huns, 15.
 Hunyad (Jean de), 41-42.
 Hurban, 113.
 Huss (Jean), 39.
 Hussards, 57, 79.
 Hussites, 43.
 Iazyges, 23, 26.
 Immigration, 25, 70, 88.
 Immunité fiscale, 84, 89, 90.
 Impôts (directs), 36, 44, 45, 48, 54, 70, 92.
 Impôt (du trentième), 55-56.
 — (sur la consommation), 128.
 Imre (prince), 29.
 Inarticulés (lieux), 80.
 Incursions (des Hongrois), 15.
 — (turques), 41.
 Industrie, 82, 85, 86, 97, 109, 114, 115.
 Inflation monétaire, 94.
 Influences étrangères, 26.
 Instruction publique, 112, 143.
 Insurrection (de Bocskay), 59.
 — (de Prague), 123.
 — (de Rákóczi), 75.
 Insurrection (des paysans), 47.
 Invasion tartare, 13.
 Ipek (patriarche de), 69.
 Irrédentisme, 142.
 Islamisme, 55.
 Ispán, 20, 21.
 Italie, 15, 37.
 Jacobins, 105.
 Jagellons, 45, 48.
 Jancu (Avram), 130.
 Janszky, 145.
 Jászberény, 54.
 Jean (Corvin), v. Corvin.

- Jean (roi), v. Zápolyai.
 Jellacic, 123-125.
 Jésuites, 60.
 Joseph I^{er}, 71, 77.
 — II, 88 91, 93, 113.
 — (archiduc), 119.
 Journalisme, 107.
 « Jeune roi », 22, 31.
 Juifs, 106.
 Julien (Père), 13.
 Jurisich (capitaine), 57.
 Justh (Gyula), 152.
 « Jus aviticum », 37, 99, 107, 122.
 Justice (réforme de la), 100, 112.
 Kabars, 13.
 Kállay (Benjamin), 146.
 Kálmán, 21, 23, 26.
 Karizsai, 35.
 Karlovci, 123.
 Károlyi (Sándor), 71.
 — (Michel, Mihály), 155.
 Kassa, v. Cassovie.
 Kaunitz (prince), 108.
 Kecskemét, 54.
 Kemény (Zsigmond), 130.
 Kenéz, 25.
 Khuen-Héderváry, 150.
 Kinizsi (Pál), 48.
 Kisfaludy (Sándor et Károly), 98.
 Klauzál (Gábor), 106, 120.
 Kölcsey (Ferenc), 103.
 Kollár (Jan), 113.
 Kollonics (Léopold), 67, 70.
 Kolowrat, 102, 111.
 Kolozsvár, 36.
 Kossuth (Louis-Lajos), 105-111, 114-117,
 119, 120, 121, 122, 124-127, 129, 130,
 131, 134, 139, 149.
 Körös, 54, 69, 113.
 Kőszeg, 57.
 Koutzovalaques, v. Grecs.
 Kristóffy (Joseph), 151.
 Kuruc, 65-71, 140.
 Labanc, 65.
 Ladislas (Saint), 21, 23, 26.
 — IV, 31.
 — V, 41-42, 55.
 — (vajda de Transylvanie), 35.
 Lajta, 137.
 Lamberg, 125.
 Lánchid, 101.
 Langue (allemande), 129.
 Langue (culture de la), 98.
 — (de commandement), 79, 149-150.
 Langue (officielle), 90, 111.
 László, v. Ladislas.
 Latour, 125, 127.
 Législation, 60.
 Lehota, 24.
 Leipzig, 86.
 Léopold I^{er}, 62, 64, 66.
 — II, 91, 92.
 Levée (de la noblesse, insurrection), 45-78.
 Libre-échange, 108.
 Liberté (de conscience), 59.
 — (du trafic), 108.
 — (religieuse), 60, 65.
 Lieutenant (conseil de), 128, 132.
 Lieux inarticulés, 80.
 Liga culturală, 146.
 Ligue (de Wesselényi), 64.
 Linz (paix de), 61.
 Liptó, 24.
 List (Friedrich), 109.
 Lituanien, 39.
Loca credibilia, 25.
 Lodomérie, 27.
 Loi (de succession au trône), 75.
 — (des nationalités), 142.
 — (dynastique de 1713), 76.
 — (égalité devant la), 116.
 — (électorale), 121.
 — (fondamentale), 84, 133.
 — (sur la propriété seigneuriale), 106.
 — (sur l'instruction publique), 143.
 — (visant au développement des forces militaires), 153.
 Losonczy, 57.
 Louis (le Grand), 36.
 — II, 45, 48.
 — XI (roi de France), 44.
 — XIV » 61, 65, 70.
 — (marquis de Bade), 66.
 Lovassy (László), 104.
 Lueger, 148.
 Lustkandl, 133.
 Luther, 58.
 Magnats, 64, 103.
 Magyars, 13, 99.
 Majláth (Georges), 134.
 Manuel (Empereur de Byzance), 22.
 Marches méridionales, 41, 78.
 — orientales, 16, 24, 31.

- Marguerite (princesse), 25.
 Marie, 39.
 — (de Habsbourg), 48.
 — (reine), 58.
 Marie-Thérèse, 77-80, 84, 85, 87, 88, 93, 108.
 Marne, 154.
 Maros, 19, 66, 69.
 Martinovics (Ignace), 92.
 Martinuzzi (Georges), 52-53.
 Masaryk (Thomas G.), 152.
 Mathias, 42-46, 47, 48.
 Maximilien (empereur), 48.
 Megye (nemesi), 20, 32.
 Mercenaires, 43, 48, 56, 57, 58, 59, 63, 67, 79.
 Mersebourg, 15.
 Metternich, 94, 102, 104, 108, 111, 114, 116, 119, 120.
 Mezőtur, 54.
 Michel (voïvode valaque), 58.
 Millénaire (1896), 148.
 Mines, 27, 36, 45, 55, 77, 82.
 Mini-tres communs austro-hongrois, 138.
 Minorités (droit des), 121.
 — (hongroises), 156.
 Minoterie de Budapest, 101.
 Mohács, 49, 55, 58.
 Moldavie, 13, 23, 38.
 Mongols (invasion des), 30.
 Monnaie, 15, 21, 36.
 — (système de la), 138.
 Monopole des tabacs, 116, 128.
 Montagne-Blanche (bataille de), 60.
 Moravie, 11, 48, 85.
 — (Grande-), 12.
 Moselle, 24.
 Muraköz, 128.
 Nádor, v. Palatin.
 Nádorispán, 21.
 Nagyvárad, 25, 48.
 — (paix de), 49.
 Nándorfehérvár, v. Belgrade.
 Naples (royaume de), 37.
 Napoléon I^{er}, 93.
 — III, 131.
 Nationalités, 68, 88, 122, 124, 141, 142-146, 149, 152.
 Nationalités (loi des), 142.
 — (principe des), 155.
 — (question des), 68.
 Nemesi megye, 32.
 Nemzeti Kaszinó, v. Casino National.
 « Neoacquistica commissio », 68.
 Neuvième, 37.
 Nicolas I^{er} (tzar), 126.
 Nikolsbourg (paix de), 61.
 Noblesse, 40, 44, 46, 56, 57, 78, 79, 81, 84, 91, 96, 97, 111, 122.
 Nyitra, 24.
 Obrenovitch (dynastie des), 146.
 Obstruction, 149.
 Occupation (de la Bosnie), v. Bosnie.
 — (roumaine), 155.
 — (turque en Transylvanie), 62.
 Oedenburg (Sopron), 82.
 Oligarchie, 31, 39, 43.
 Oligarques, 35, 45, 46.
 Olmütz, 125, 126.
 Onod (assemblée de), 70.
 Ordonnances royales, 81.
 Ordre (des Bénédictins), 20.
 — (des Jésuites), 60.
 Ordres (Etats), 58, 61, 62, 63, 67, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 83, 87, 90, 91, 93, 94, 102, 103, 104, 105, 106, 111, 112, 119.
 Ordres (constitution des), 64.
 — (développement des), 29-33.
 — (droits des), 81.
 — (privileges des), 81.
 — (régime des), 56, 75, 88, 89, 96.
 — (système des), 53, 44, 64.
 — supérieurs (magnats), 103, 147.
 Organisation militaire, 43, 45.
 Origine (des Hongrois), 12.
 Orthodoxes, 89.
 Ostmark, v. Marches orientales.
 Othon I, 15.
 Ottocar II (roi de Bohême), 31.
 Ottoman (Empire), 41.
 Pachas, 54.
 Paganisme, 19.
 Paix (de Nikolsbourg), 61.
 — (de Szatmár), 71, 75.
 — (de Trianon), 155.
 — (de Vienne), 60.
 — (de 1568), 57.
 — (de 1699), 66.
 Palatin (nádor), 31, 79, 80, 119, 120, 124.
 Pálffy (János), 71.

- Pandours croates, 79.
 Pannonie, 13, 14, 49.
 Panslave (agitation), 113.
 — (idée), 114.
 Pape, 20, 22, 46, 66.
 Paris, 25, 119, 155.
 Parlement, 138, 147, 150, 152.
 — (central), 133.
 Parlementaires (lutton), 153.
 Parti antihabsbourgeois, 61.
 — conservateur, 111, 116, 129.
 — centre-gauche, 141.
 — de l'indépendance, 144, 150.
 — de 1849, 134.
 — du travail national, 140.
 — Deák, 140.
 — français, 49.
 — libéral, 107, 111, 140.
 — militaire, 123.
 Passau (évêché de), 19.
 Patent (de février), 132.
 Patriarche (d'Ipek), 69.
 Pázmány (Péter), 60.
 Péage, 101.
 Personalis, 80.
 Pest, 101, 109, 114, 120, 121, 125.
Pesti Hirlap, 107, 111, 115.
Pesti Napló, 130, 134.
 Petchénégues, 12, 13, 16, 23, 26.
 Petit-roi (fils du roi), 35.
 Petőfi, 112.
 Philippe-Auguste (roi de France), 25.
 Pierre Urseolo (roi de Hongrie), 22.
 Pillersdorf, 122.
 Pojarevatz, 66.
 Politique (centralisatrice), 80.
 — (colonisatrice), 23, 87.
 — (commerciale), 31.
 — (douanière), 94, 114.
 — (dynastique), 62.
 — (économique), 82, 84, 87.
 — (extérieure), 36, 56, 82, 130,
 134, 143, 146.
 Politique (financière), 37.
 — (monétaire), 36.
 — (religieuse), 19, 81, 147.
 Pologne (partage), 36, 39, 82.
 Polonais, 127, 148.
 Population (libre), 20, 21.
 — (magyare), 155.
 — (roumaine), 69.
 — (slovaque), 82.
 Porte (Sublime), 53, 54, 62, 66, 83.
 Portes de Fer (régularisation des), 101.
 Pouvoir absolu, 78.
 — royal, 29, 43, 75.
 — souverain, 75.
 Pozega, 128.
 Pragmaticque Sanction, 75-76, 79, 92,
 117, 120, 137, 138.
 Prague, 152.
 Prélats, 45, 58.
 Prémontrés (Ordre des), 25.
 Presbourg, 77, 79.
 Presse (liberté de la), 122, 150.
 Prétendants, 41.
 Primat (de Hongrie), 45.
 Primogéniture, 21, 76.
 Prince (héréditaire), 13.
 Princes (árpádiens), 22.
 — (russes), 22.
 — (de Transylvanie), 59, 60, 61,
 63.
 Privilèges, 36, 82, 84, 88, 94.
 Prolétariat (dictature du), 155.
 Propriétaires (grands-), 35.
 — (seigneurs-), 30.
 — (droit de libre disposition
 du), 99.
 Propriété (foncière), 103.
 — (privée), 20, 21.
 — (seigneuriale), 106.
 Protestantisme, 58, 60, 70.
 Protestants (persécution des), 80-81, 89,
 129.
 Provinces (annexes), 91.
 Provinces (autrichiennes), 62, 84, 86,
 87.
 — (héréditaires), 55, 56, 57, 60,
 64, 75, 76, 96, 104, 117.
 Provisorium, 133.
 Prusse (roi de), 79, 82, 131, 134.
 Pulszky (Ferenc), 129.
 Quote-part, 138.
 Radetzky (Maréchal), 123, 124, 126.
 Rákóczi François II, 70, 71, 75.
 — Georges I^{er}, 61.
 — Georges II, 65.
 Redevances seigneuriales, 117.
 Réforme, 46, 58-59, 70.
 — (de la justice), 100-101.
 Réformes, 89, 92, 93, 96, 98, 102.
 — (agraires), 156.
 — (de la constitution), 135.
 — (de Széchenyi), 114.
 — (économiques), 109.

- Réformes (fiscales), 107.
 — (gouvernementales), 119, 124.
 Régent (Hunyadi), 42.
 Régime centraliste, 43.
 — dualiste, 139.
 Regnum Marianum, 80.
 Régularisation (des Portes de Fer), 101.
 — (de la Tisza), 102.
 Religion (catholique), 80.
 — (chrétienne), 19.
 — (des Hongrois), 15.
 Renaissance, 44, 45.
 — (littéraire), 98.
 République du peuple (Károlyi), 155.
 Résistance (des comitats), 151.
 Résolution (royale), 80.
 Revendications nationales, 113.
 Revision (de la constitution), 100.
 Révolution, 120, 125, 133.
 — française, 68, 91, 92.
 — de juillet, 102.
 Rodolphe (de Habsbourg), 31, 33, 59, 148.
 Rome, 19.
 Roumanie, 152.
 Roumain (occupation r.), 155.
 Roumains, 25, 69, 89, 113, 123, 129, 142, 146-148, 151.
 Rózsahegy, 36.
 Royauté élective, 67, 91.
 Russie, 12, 113, 131, 152, 155.
 Sadowa (Königgrätz), 135.
 Saint-Empire, 15, 56, 57.
 — (couronne du), 47.
 Saint-Siège, 38.
 Save, 23, 48, 69.
 Saxons, 15, 25, 36, 58, 130.
 Scandinavie, 21.
 Schleswig-Holstein (guerre de), 134.
 Schmerling, 132-134.
 Schönbrunn, 93.
 Schwarzenberg (ministère), 125, 127.
 Scutari, 114.
 Seigneurs allemands, 66.
 — bannerets, 45.
 — propriétaires, 30.
 Serajevo (l'attentat de), 153.
 Serbes, 55, 69, 83, 89, 113, 123, 133, 146.
 Serbie, 38, 41, 66, 123, 126, 146, 153.
 — (campagne de), 154.
 Serfs, 29, 37, 40, 43, 44, 46, 47, 83, 84, 89, 91, 98, 103, 111.
 Servage (abolition du), 120.
 Servientes regis, 29.
 Serviteur, 14.
 — (du roi), 29.
 Sicules (Székelys), 23, 36.
 Sigismond (de Luxembourg), 39-41.
 Silésie, 43, 48, 82, 84, 85.
 Slave (colonisation), 11.
 — (langue), 14.
 Slaves, 11, 16, 19, 41, 111, 114, 123, 148.
 Slavonie, 27, 141.
 Slavons (comitats), 128.
 Slavy dcéra, 113.
 Slovaques, 14, 24, 113, 142, 156.
 Slovènes, 26, 148.
 Social-démocratie, 151, 154, 155.
 Solférino, 131.
 Soliman (Sultan), 49, 53, 58, 66.
 Sophie (archiduchesse), 123.
 Sopron (Oedenburg), 36, 82.
 Souabes, 15.
 « Staatskonferenz », 104.
 Stür, 113.
 Succession au trône, 21, 67, 75, 76, 91.
 Sud-Slaves, 41.
 Suède (maison de), 61.
 Suédois, 62.
 Suffrage universel, 151.
 Sultan, 48, 49, 59, 63, 65.
 Svatopluk, 11.
 Szabács, 48.
 Szakolca, 24.
 Szalay (László), 115.
 Szamos, 69.
 Szatmár (paix de), 71, 75.
 Széchenyi (les), 35.
 — Etienne (István), 97-110, 114-116, 117, 119, 120, 124, 130, 131.
 Szeckler, v. Sicules.
 Székelys, v. Sicules.
 Székesfehérvár, 25.
 Széll (Kálmán), 150.
 Szemere (Bertalan), 121.
 Szepes (Zips), 24.
 Szerém, 128.
 Szigetvár, 53, 63.
 Szilágyi (Dezső), 140.
 Szondy, 57.
 Système douanier, 100.
 — commercial, 108.
 — fiscal, 111.
 — de la monnaie, 138.

- Taaffe, 148.
 Table-Haute, 107.
 Tartares, 13, 39, 62, 67.
 Tchèques, 113, 148.
 Tchéco-slovaque (union), 152.
 Temes (banat de), 128.
 Temesvár, 57, 88.
 Territoire de la Bessarabie, 13.
 — de la Sainte Couronne, 46.
 — de la Hongrie, 11.
 — de la Moldavie, 13.
 — de la Moravie, 11.
 — royal, 57.
 — douanier, 109, 128.
 Territoires privilégiés, 36.
 Thököly (Imre), 65.
 Tiers-Etat, 40, 81.
 Tisza, 13, 19, 66, 69, 116.
 — (Kálmán), 141, 143, 144-146.
 — (Etienne, István), 150, 152-153.
 Tolérance (Edit sur la), 89.
 Tokaj, 25, 61.
 Transdanubie, 49, 53, 68, 125, v. encore Pannonie.
 Transylvanie, 13, 23, 25, 48, 53, 58-66, 69, 78, 82, 86, 89, 121, 123, 126, 128-130, 133, 147, 157.
 Transylvanie (administration de la), 27.
 — (immigration en), 70.
 — (princes de), 59-61, 63.
 — (réunion de la), 135.
 — (Roumains de), 146.
 Trefort (Agost), 115.
 Trentième (impôt du), 55, 56.
 Trialisme, 146.
 Trianon, 53, 88, 155, 157.
 Tribus, 12, 13, 15, 16.
Tripartitum (Opus de Werböczi), 46.
 Triplice, 146.
 Turcs, 41, 42, 47-49, 67, 69, 80, 83, 91.
 — (conquêtes des), 52-66.
 Turks-Ogours, 12.
 Turóc, 24.
 Turquie, 53, 71, 90, 127.
 Ujlaky, 42.
 Ulászló, 42, 46, 48.
 — II, 45.
 — (roi de Bohême), 45, 49.
- Unité politique, 15, 63.
 Union douanière, 108, 109, 138.
 — défensive nationale, 115.
 — tchéco-slovaque, 152.
 Vajda (voévode), 27.
 — (de Transylvanie), 35.
 Valachie, 38, 41, 66.
 Varadin, v. Nagyvárad.
 Varna (bataille de), 42.
 Varazdin, 113.
 Venise, 38, 66.
 Werböczi (Etienne), 46.
 Verecke (trouée de), 13.
 Veröce, 128.
 « Verwirkungstheorie », 127, 133.
 Vienne, 36, 49, 62, 63, 66, 68, 70, 76, 77, 79, 80, 84, 85, 87, 91-93, 104, 105, 108-111, 114, 120, 122, 123, 134, 151, 154.
 Vienne (congrès de), 94, 97.
 — (cour de), 55-57.
 — (gouvernement de), 65, 103, 104.
 Vienne (paix de), 60.
 — (parlement central de), 132.
Világ, 99.
 Világos (capitulation de), 127.
 Villes, 31, 40, 77.
 — (minières), 58.
 Vladislav, 41, (et v. Ulászló).
 Voévode Michel, 58.
 Vörösmarty (Mihály), 98, 112.
 Wallons, 25.
 Wekerle (Sándor), 147, 151.
 Wesselényi (ligue de), 64.
 — (Miklós), 105.
 Windischgraetz, 123, 125.
 Zagreb, 25, 113, 114.
 Zápolyai (Etienne), 46, 47.
 — (Jean, János), 46, 49.
 Zenta, 66.
 Zips (Szepes), 24.
 Zollverein, 108, 109.
 Zrinyi (Miklós), 53.
 — (le poète), 63.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	(LOUIS HALPHEN)	5
CHAPITRE	I. — L'époque de l'organisation en tribus	11
—	II. — La royauté partimoniale	19
—	III. — Le développement des Ordres	29
—	IV. — La Hongrie au temps des Ordres	35
—	V. — Les luttes pour l'unité nationale et pour l'in- dépendance de l'État.	52
—	VI. — L'époque de la prépondérance du pouvoir royal	75
—	VII. — L'ère des réformes	96
—	VIII. — La révolution de 1848 et ses conséquences	119
—	IX. — L'époque du Dualisme.	138
APPENDICE	I. — Chronologie de l'histoire hongroise	159
—	II. — Les rois de la Hongrie	163
—	III. — Généalogie de la maison Arpád	166
—	IV. — Généalogie des Anjou et de leurs successeurs	167
—	V. — Généalogie des Jagellons	167
—	VI. — Généalogie de la maison de Habsbourg et de Habsbourg-Lorraine.	168
INDEX		169
CARTE	I. — La Hongrie aux XI-XIII ^e siècles	19
—	II. — La Hongrie au XIV ^e siècle.	39
—	III. — La Hongrie au temps de Gábor Bethlen.	61
—	IV. — La Hongrie après la Paix de Trianon.	157

Magyar Tudományos Akadémia
Könyvtára 5669/59695 4. sz.

